

# MOBILISER LE LIEN SOCIAL POUR RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR

30 expériences d'éducation

---

à la citoyenneté

---

et à la solidarité internationale

---



**Éducasol** est la plateforme française d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI). Elle a été créée en 2004 et s'est constituée en association en juin 2013. Elle rassemble actuellement 24 acteurs associatifs à vocation régionale ou nationale, des campagnes nationales et trois personnalités qualifiées. La Charte d'Éducasol adoptée en 2015 pose les valeurs, enjeux et principes directeurs de l'ECSI. Éducasol a 4 missions :

- ◆ Favoriser la mutualisation des expériences d'ECSI ainsi que des formations proposées par ses membres et œuvrer à leur qualité,
- ◆ Renforcer et diffuser l'expertise en ECSI au côté d'autres acteurs du changement social,
- ◆ Représenter les acteurs de l'ECSI auprès du monde associatif, des acteurs sociaux et des pouvoirs publics nationaux et européens,
- ◆ Construire collectivement un plaidoyer en faveur de l'ECSI.



Personnalités qualifiées :  
Julie CHUPIN, Olivier LAGARDE et Véronique MOREIRA

# SOMMAIRE

## PRÉFACE

---

## AVANT-PROPOS

---

## INTRODUCTION

---

### 1 ♦ PAGE 14 OUVRIR DES ESPACES POUR SE RENCONTRER ET SE RECONNAÎTRE DANS NOS DIVERSITÉS

- > CRÉER DES PONTS ENTRE LES CONTINENTS, LES ÂGES, LES MILIEUX SOCIAUX ----- P 16
- > DU PREMIER CONTACT À LA RECONNAISSANCE MUTUELLE ----- P 18
- > FAIRE ENSEMBLE DANS LA DIVERSITÉ ----- P 19
- > L'Arbre à Palabres : une tradition africaine pour favoriser l'interculturalité à Rennes -- P 22
- > Petits ateliers entre voisins pour passer de la mixité à la cohésion sociale ----- P 24
- > Le tissage pour rapprocher des femmes de religion et d'origine différentes ----- P 26
- > Des élèves français et sénégalais se rencontrent par articles interposés ----- P 28
- > L'ECSI vecteur de cohésion familiale dans le cadre de séjours vacances ----- P 31
- > Des projets de solidarité internationale en duo, pour créer du lien local aussi ----- P 33
- > Les chantiers-échanges franco-marocains favorisent une citoyenneté active ----- P 35 méditerranéenne

### 2 ♦ PAGE 38 PERMETTRE L'EXPRESSION DE TOUS POUR FAIRE ÉMERGER UNE PAROLE COLLECTIVE DÉMOCRATIQUE

- > QUI A BESOIN D'UN PORTE-VOIX ? / DÉVERROUILLER LA PAROLE ----- P 40
- > DÉVELOPPER LE SENTIMENT D'APPARTENANCE À UN GROUPE ----- P 42
- > CONSTRUIRE UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE ET LA PORTER ----- P 43
- > « C'est pas parce qu'on est petit qu'on peut pas donner son avis » ----- P 46
- > De jeunes primo-arrivants racontent l'histoire de producteurs du commerce équitable en peinture ----- P 48
- > Universités populaires d'ATD Quart Monde : « lever la tête » et « s'armer intellectuellement » ----- P 50
- > Un lieu de dialogue et de formation entre citoyens de tous milieux sociaux ----- P 52
- > Porte-parole itinérant entre Paris et Dakar pour recueillir l'opinion du « grand public » sur l'altermondialisme ----- P 54
- > Construire une intelligence collective avec le débat citoyen ----- P 57
- > Le numérique ouvre une nouvelle palette d'outils pour créer du commun ----- P 61

### 3 ♦ PAGE 64 SENSIBILISER À DES PROBLÉMATIQUES COMMUNES ET ENCOURAGER LE CHANGEMENT VERS UNE SOLIDARITÉ GLOBALE

- > FAVORISER L'APPROPRIATION DE PROBLÉMATIQUES GLOBALES ----- P 66
- > ÉCHANGER LES CONNAISSANCES POUR ENCOURAGER UN ENGAGEMENT AUTONOME -- P 66
- > APPRENDRE À JOUER COLLECTIF / PREMIÈRES ACTIONS, PREMIERS PROJETS ----- P 68
- > Dans la peau de Hicham, Jusine ou Latika pour mieux débattre du climat et des migrations ----- P 72
- > Des élèves de CM2 s'envolent vers le Sénégal depuis le Centre Gaïa de Lille ----- P 74
- > Une porte d'entrée pour travailler sur le thème de la solidarité internationale en classe ----- P 76
- > Des outils d'ECSI pour éveiller les sens ----- P 77
- > Des parcours ludiques après la classe où pour gagner, il faut s'entraider ----- P 79
- > Des cours d'ECSI au lycée ----- P 81
- > « Au collège, l'ECSI peut être un des pivots autour duquel bâtir le projet d'établissement » -- P 84
- > Le projet « Enseigner autrement » en lycée professionnel vu de la salle des profs... -- P 86
- > ... puis de la boutique-école de commerce équitable ----- P 88
- > Animateur d'ECSI : ni sachant, ni ignorant ----- P 90

### 4 ♦ PAGE 92 ACCOMPAGNER ET AMPLIFIER DES PROJETS PORTEURS DE MIEUX VIVRE ENSEMBLE

- > COMMENT FAIRE D'UNE « BONNE INTENTION » UNE ACTION PORTEUSE DE CHANGEMENT SOCIAL ? P 94
- > FORMER, CAPITALISER ET ÉCHANGER AU SEIN D'UN RÉSEAU D'ECSI ----- P 95
- > DÉCLOISONNER L'ECSI POUR TOUCHER UN PLUS LARGE PUBLIC ----- P 96
- > S'ALLIER À D'AUTRES COMPÉTENCES ----- P 97
- > Une « pépinière » pour accompagner sur la durée tout nouveau porteur de projet -- P100
- > Une formation pour mettre l'interculturalité au cœur des cycles de projets des jeunes -- P102
- > Des aumôniers en milieu carcéral se forment à l'interculturalité ----- P104
- > Une mécanique multi-acteurs pour développer l'ECSI au collège ----- P106
- > À la recherche d'outils de mobilisation en Inde pour les banlieues françaises ----- P108
- > Forum social d'Ivry : le Forum social mondial, en version locale et permanente ----- P 110
- > Comment évaluer les programmes d'ECSI ? ----- P 112

## CONCLUSION

---

## INDEX

# UNE ÉDUCATION DU POUVOIR D'AGIR

par Philippe Meirieu

Chercheur et écrivain français, spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie.

J'ai beaucoup appris d'Albert Jacquard et, d'abord, que la solidarité, avant d'être une valeur, est un fait. Nous sommes solidaires, que nous le voulions ou non. Il existe entre nous, dans notre famille, notre quartier, notre cité, notre territoire et sur notre planète tout entière, des interactions si nombreuses et étroites que rien de ce que nous faisons n'est complètement indifférent à l'ensemble des écosystèmes auxquels nous appartenons. Le monde – que ce soit le « petit monde » de nos proches ou l'univers tout entier – est constitué d'êtres et de choses qui entretiennent entre eux des relations de dépendance qui nous impliquent toujours d'une manière ou d'une autre, souvent à notre insu.

C'est pourquoi ne rien faire, à l'échelle d'un écosystème, c'est encore faire. Et faire sans se soucier des conséquences de ce que l'on fait n'abolit pas notre responsabilité. Cela est vrai dans notre vie quotidienne où le moindre geste peut faire basculer une situation, engager une relation de confiance ou bien, au contraire, instiller la suspicion. Mais cela est vrai aussi à l'échelle de notre Terre-Patrie où nos comportements peuvent contribuer à construire un avenir plus juste ou, au contraire, entériner l'injustice, quand ce n'est pas saccager toute espérance.

Pour autant, l'éducation à la citoyenneté, qu'elle soit locale ou planétaire, ne peut se réduire à l'injonction culpabilisante : « Mais fais attention ! Regarde en face les conséquences de ce que tu fais ! Et sois responsable, bon sang de bois ! Le monde a besoin de toi... ». Cette adresse aux enfants et adolescents, même répétée en écho par les réseaux sociaux, ne suscite en effet, le plus souvent, qu'un haussement d'épaules ou quelques borborygmes méprisants : « Ce n'est pas mon affaire ! Laissez-moi tranquille ! ».

Car notre modernité vit dans un étrange paradoxe : nous nous savons profondément reliés, nous voudrions bien pouvoir agir sur le monde, mais la connaissance même de ce qui se passe autour de nous, en permanence et en « temps réel », nous sidère et nous tétanise, au point de nous assigner souvent à l'indifférence. Nous croulons sous une information qui relaie en boucle des événements tellement tragiques que nous nous replions sur nous-mêmes, ignorant la solidarité qui nous constitue, décrétant que l'importance et la complexité des choses nous mettent définitivement hors-jeu. La misère et les catastrophes sont tellement présentes dans notre environnement que, faute de pouvoir les ignorer, nous faisons de leur caractère dramatique une excuse à notre indifférence : « Puisqu'on ne peut pas tout faire, ne faisons rien ! » Le monde meurt sous nos yeux de tels comportements, de ces égoïsmes individuels et collectifs qui font exploser toute perspective de « bien commun » au bénéfice de quelques privilégiés.

Nous sommes solidaires : pour le pire – et c'est ce qui se passe sous nos yeux, hélas, le plus souvent ! – mais aussi pour le meilleur ! Et c'est pour faire vivre cette solidarité au service d'un avenir de justice et de paix qu'il nous faut nous mobiliser. C'est pour cela qu'il faut promouvoir, comme le fait remarquablement le présent ouvrage, l'« éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ». Une éducation qui, face à un monde livré plus que jamais au « bruit et à la fureur », rende à chaque enfant et adolescent, et ainsi à chaque être humain, le pouvoir d'agir.

Pour cela, cette éducation doit aider chacun à « agrandir le cercle », à ouvrir

# PRÉ



Philippe Meirieu©DR

# FACE

les yeux sur l'altérité. D'abord, bien sûr, par la découverte de ses proches et de ses voisins, de ceux avec qui il partage une histoire, des préoccupations et des projets, ces êtres qui lui ressemblent et dont il diffère pourtant, qui parlent le même langage mais ne disent pas la même chose que lui et avec qui il doit apprendre à vivre au quotidien, dans le respect réciproque. Ensuite, il faudra « agrandir le cercle » vers ceux et celles qui sont là, tout près et qu'il connaît moins ou pas : il ne partage pas toujours avec eux la même histoire ni la même langue, mais leur altérité ne doit pas l'empêcher de voir ce qui les réunit malgré leurs différences. Et puis, en des ricochets qui s'entrecroisent, il faudra encore agrandir le cercle au-delà et dans toutes les directions : au-delà de la famille, de l'immeuble, du quartier, du territoire, de la région, du pays. Agrandir le cercle pour accéder à l'universalité de « l'humaine condition ». Car, d'où qu'il vienne, où qu'il soit et quoi qu'il fasse, l'autre est un autre moi-même : il partage avec moi tant d'inquiétudes et d'espérances, de préoccupations et d'interrogations que, quoique nous n'ayons pas les mêmes convictions, nous pouvons nous découvrir fils et filles des mêmes questions : tant de choses nous unissent, de notre planète commune à notre si précieuse fragilité...

Et puis, cette éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale doit aider aussi chacun à se construire librement dans un collectif. La chose n'est pas facile : il y a tant de pseudo-collectifs où les sujets sont astreints à abdiquer leur liberté en échange d'une hypothétique identité et d'une possible sécurité. Or, un vrai collectif sait qu'il s'enrichit quand il intègre l'altérité ; il n'en a pas peur, tout au contraire. C'est pourquoi il ne faut pas confondre un collectif avec un groupe fusionnel sous la coupe d'un gourou charismatique, un clan assignant chacune et chacun à résidence en lui interdisant toute pensée critique, un conglomerat plus ou moins provisoire d'intérêts individuels. Un collectif, c'est autre chose : ce sont des sujets qui s'engagent ensemble dans un projet où chacun a sa place, des sujets dont la fidélité au groupe et la loyauté envers lui se manifestent d'abord par l'exigence de rigueur et l'effort pour contribuer au « bien commun ». Un collectif, c'est aussi, nécessairement, un espace de débat, de confrontation sereine où nul n'est jamais contraint au silence et où chacun trouve, dans la solidarité avec tous, la confiance nécessaire pour oser penser par lui-même. Un collectif, enfin, c'est un « espace hors menaces », ce sont des institutions – des rituels, des ressources et des contraintes aussi – qui permettent de « tenir debout » ensemble, face à l'adversité, aux difficultés et, même, aux échecs.

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale doit, enfin, aider chaque être humain à s'engager, à se mobiliser, à agir pour l'avenir du monde. Car les humains ne peuvent vivre dignement les yeux rivés sur le quotidien immédiat. Ils ont besoin d'un horizon, d'une perspective, de ce que, jadis, on nommait un « idéal » et qu'on n'ose plus vraiment évoquer aujourd'hui, de crainte, peut-être, de découvrir qu'il n'y en a plus guère. Et pourtant ! Pouvons-nous continuer ainsi à jouer les blasés, voire les cyniques, ceux qui sont revenus de tout – sans jamais vraiment, d'ailleurs, y être allés ? Sans un « idéal » à proposer, comment pouvons-nous prétendre lutter contre les idéologies mortifères et les tentations du radicalisme ? C'est pourquoi s'il faut évidemment tourner le dos à toutes les formes d'embrigadement, il faut aussi ouvrir des voies d'engagement, offrir des occasions pour que nos enfants et adolescents puissent se dépasser en militant pour quelque chose qui les dépasse sans les écraser. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ne dicte pas une idéologie, elle n'impose pas un « système de pensée » clos, elle est un chemin sur lequel peut apparaître une multitude de possibles. Les éducateurs et formateurs qui s'y engagent ne sont pas des « joueurs de flûte » cherchant à séduire les enfants ou à enrôler les adolescents dans une « cause », ce sont des hommes et des femmes convaincus que la solidarité constructive entre les humains peut prendre des formes différentes, s'exprimer dans de multiples domaines, autoriser des engagements divers, dès lors que l'on place la question de notre avenir commun au cœur de nos préoccupations.



# AVANT.

# PROPOS

par Anne Kaboré Leroy - Educasol

Ils sont éducateurs, formateurs ou animateurs et convaincus comme le dit Philippe Meirieu que « la solidarité constructive entre les humains peut prendre des formes différentes, s'exprimer dans de multiples domaines, autoriser des engagements divers, dès lors que l'on place la question de notre avenir commun au cœur de nos préoccupations ». À la lumière d'une actualité nationale et internationale brûlante, les enjeux sur lesquels ils se mobilisent et les défis auxquels ils font face, avec d'autres, sont d'intérêt général. Les crises structurelles qui traversent l'ensemble des sociétés, dont la société française, poussent les individus et les instances de gouvernance à se replier sur eux-mêmes alors que la question internationale n'a jamais été aussi présente dans les territoires. Parallèlement, des mouvements de résistances et de changements s'expriment et s'organisent. Dans ce contexte, quelle est donc la contribution des acteurs de l'ECSI, quels sont les résultats concrets de leurs actions et comment s'y prennent-ils ?

Le champ d'investigation est immense compte tenu de la diversité des interlocuteurs auxquels s'adressent les acteurs de l'ECSI (agents des collectivités territoriales, élèves, enseignants, habitants d'un quartier, partenaires internationaux, « grand public » ...), leurs modalités d'action variées (animation, formation, mise en réseau, plaidoyer...), et les changements immatériels attendus (agir sur les représentations, les savoirs, les aptitudes, les attitudes...).

Il existe pourtant un levier d'action commun, celui du lien social : l'ECSI le provoque, l'interroge, le stimule. C'est là un des impacts perceptibles et concrets de l'ECSI : redéfinir la nature et les contours du lien social, en élargir la portée et en faire un vecteur de prise de conscience du pouvoir d'agir. Dans cette perspective, les démarches d'ECSI contribuent effectivement au changement social ici en France. Les expériences présentées dans cet ouvrage en témoignent.

Que vous vous définissiez ou non comme « acteur d'ECSI », ces expériences peuvent vous inspirer, vous questionner, vous renforcer dans votre action quotidienne... En prenant l'initiative de cet ouvrage collectif, Educasol - la plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale - a souhaité révéler les savoir-faire de ses membres, ainsi que ceux d'autres acteurs proches mobilisés sur le territoire, et faciliter leur rencontre. Les ateliers de capitalisation qui ont ponctué cette dynamique ont aussi permis d'identifier des valeurs et des principes d'action communs, des spécificités propres à chaque acteur, ainsi que des facteurs qui freinent ou facilitent le renforcement du lien social et sa contribution au changement social.

Merci donc à l'ensemble des acteurs de terrain qui ont pris leur plume, finement orchestrés par Elodie Raitière rédactrice du fil conducteur et co-animatrice aux côtés d'Éducasol de cette aventure collective.

Bonne lecture !

# INTRODUCTION

Déconstruire nos représentations de « l'autre », tout près ou loin de nous ; se donner les moyens de comprendre comment fonctionne le monde et comment nous en sommes forcément acteurs ; provoquer le désir de changer pour un monde plus juste, solidaire et durable ; s'engager sur des actions collectives de transformation sociale. Ce sont ces objectifs que poursuit l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), en rassemblant une diversité d'acteurs aux parcours et aux métiers variés qui, par leurs actions au quotidien, favorisent sur le terrain une citoyenneté active, ouverte sur le monde et porteuse de changements.

## FAVORISER LE VIVRE ENSEMBLE ET L'INTERCULTURALITÉ : DEUX OBJECTIFS DE L'ECSI

Lien social, vivre ensemble et interculturalité : trois domaines où l'impact de l'ECSI serait le plus prégnant, selon ses acteurs. Ainsi, en 2015, quand les organisateurs de la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI)<sup>1</sup> ont interrogé les associations participantes sur le thème central de la manifestation qu'elles avaient choisi de présenter au grand public (à l'occasion de la SSI) fin novembre, une majorité a répondu : « vivre ensemble et interculturalité ». Un fait « totalement nouveau », selon le chef de projet du Festival des solidarités (nouveau nom donné à la Semaine de la solidarité internationale), Sébastien Bailleul, car auparavant, ce thème demeurait plutôt en « trame de fond, en arrière-plan d'autres thématiques plus précises » comme la gestion de l'eau ou les échanges culturels.

Pourquoi un tel intérêt pour cette thématique ? « Les acteurs d'ECSI sont de plus en plus attentifs à leur impact local. Or ce qu'on apporte aux citoyens en tant qu'acteurs ancrés en France, c'est justement ce lien social et cette interculturalité », poursuit-il. Dans nos sociétés pluriculturelles, la rencontre de l'autre et la capacité à entrer dans une négociation interculturelle entre personnes d'origines géographiques, de cultures, de niveaux de vie, de sexes ou d'âges différents apparaît en effet comme un élément déterminant du bien vivre ensemble. D'autres explications plus conjoncturelles sont liées au contexte de ces dernières années : les attaques terroristes sur le territoire français de 2015 et 2016, la montée du Front National ou encore le développement d'un discours xénophobe face à l'arrivée de migrants.

Ainsi, le Forum<sup>2</sup> a par exemple choisi d'organiser fin 2015 quatorze forums, baptisés Renaicode<sup>3</sup>, ouverts à tous à travers la France, autour du « vivre ensemble » pour que les associations de solidarité issues des migrations s'emparent elles-mêmes de ce thème et « encouragent l'expression autour de cette question dans des rassemblements citoyens », explique Samuel Legendre, chargé de mission animation de réseau et vie associative du Forum.

Si les acteurs associatifs impliqués dans l'ECSI n'ont pas le monopole du « vivre ensemble » et du « lien social » (de nombreuses entreprises, institutions ou encore collectivités se sont également emparées de ces notions), ils en partagent une définition assez claire, qui renvoie à l'idée d'un bien-être collectif, où interagissent des personnes riches de leurs différences (voir encadré).

### « Vivre ensemble » : attention, mot-valise

« Il faut se méfier de ce mot-valise qui colle à la conjoncture politique et médiatique », avertissent plusieurs acteurs d'ECSI. L'expression « vivre ensemble » n'est pas neutre et selon les personnes et les contextes, elle peut être interprétée différemment et être utilisée à des fins diamétralement opposées.

Un élu peut défendre le « vivre ensemble » pour promouvoir la sécurité ou encourager la mixité, donner une image de consensus ou mettre en place des systèmes de démocratie participative effectifs. Pour les habitants d'un quartier, vivre ensemble peut signifier : participer à des animations, participer au conseil de quartier ou respecter un règlement. En fonction des forces politiques et démographiques locales, l'expression n'aura pas donc pas la même connotation.

### Quid du « mal vivre ensemble ? »

Certains contributeurs appellent donc à la prudence face à ce terme utilisé par des personnes en situation privilégiée tentées d'« acheter la paix sociale » en niant les différences et les difficultés. Le « mal vivre ensemble » existe aussi, soulignent-ils. Ainsi, exhorter les voisins d'un quartier à « vivre ensemble » revient à les inciter à s'entendre, sans prendre en compte les hiérarchies et les contradictions sociales existantes. Au cours d'un atelier préparatoire à cet ouvrage, les contributeurs ont voulu définir cette expression. Pour tous, vivre ensemble est le fait d'« interagir avec les autres (individus ou groupes) dans le respect et la valorisation des différences ». Cela vise à « se comprendre, agir ensemble et contribuer au bien-être collectif » et « permet d'accéder aux droits fondamentaux en s'impliquant dans la vie de la cité ». Certains précisent que vivre ensemble, c'est « adapter les principes de la permaculture<sup>4</sup> pour enrichir les relations humaines ». D'autres soulignent que l'expression est un « levier financier et politique pour mener des actions de solidarité ». Une majorité préfère parler de « bien » vivre ensemble, au sens de bien-être collectif, voire de « bien faire ensemble », c'est-à-dire construire des projets ensemble non pas pour aider l'autre, mais pour « travailler avec » l'autre.

<sup>1</sup> Semaine de la solidarité internationale (SSI) a été renommée Le Festival des solidarités à partir de janvier 2017. C'est le rendez-vous solidaire, national, grand public et de proximité visant à sensibiliser à la solidarité internationale. Chaque année depuis 17 ans des milliers de bénévoles et de salariés organisent des manifestations sur de multiples thématiques, alliant réflexion, créativité et convivialité partout en France lors de la troisième semaine de novembre.

<sup>2</sup> Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations

<sup>3</sup> Rencontres nationales d'intégration et de co-développement

<sup>4</sup> Mode d'action qui vise à concevoir des systèmes en s'inspirant de l'écologie naturelle et de la tradition et en prenant en considération la biodiversité de chaque écosystème.

## UN CONCEPT, DES PRATIQUES

La terminologie d'ECSI est née en 2015, à l'issue d'un travail collectif réalisé par les membres d'Éducasol pour « mieux répondre aux défis éducatifs et sociaux actuels ». Il s'agissait notamment de s'affranchir du terme d'éducation au développement (EAD), qui a rassemblé de nombreux acteurs depuis les années 1960, mais qui ne faisait plus consensus : de quel « développement » parle-t-on, au service de qui ? Les représentations du développement se réduisent souvent à l'aide, au maintien de la dépendance et à un modèle économique imposé basé sur la seule croissance du PIB, et qui produit des inégalités et des exclusions entre les pays et à l'intérieur de chacun d'eux.

Les membres d'Éducasol ont donc effacé la lettre « D » au profit du « C », pour « placer le citoyen au centre de la démarche de l'ECSI » explique Michel Sauquet, président d'Éducasol de 2013 à 2016. « Plus qu'un exercice sémantique, cette modification représente l'évolution des pratiques de nombreuses associations de solidarité internationale qui, en plus des démarches de sensibilisation, cherchent à dynamiser la citoyenneté et à renouveler le pouvoir d'agir », ajoute Pascal Jeanne, chargé d'éducation au développement au CCFD-Terre solidaire.

« Certains font de l'ECSI sans le savoir ou sans s'en revendiquer », note Michel Sauquet. On retrouve donc des démarches semblables dans l'éducation au développement et à la solidarité internationale (EADSI), l'éducation au monde et aux autres, l'éducation au changement, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité, la formation de la jeunesse à la solidarité internationale, la sensibilisation à l'opinion publique et à la mobilisation citoyenne...

L'Unesco parle plutôt d'« éducation à la citoyenneté mondiale active ».

« Personnellement je n'utilise jamais le terme d'ECSI dans le cadre de mes activités, j'en fais sans la nommer », témoigne Lise Trégoze, chargée de l'éducation au sein de la fédération Artisans du monde et membre d'Éducasol.

« Au-delà des étiquettes, les acteurs d'ECSI ne sont pas très différents des acteurs de l'éducation au développement durable, parce qu'on partage les mêmes enjeux, ni de ceux de l'éducation populaire, parce que notre approche se nourrit de leurs pratiques », souligne Sébastien Bailleul qui appelle à « ne pas s'enfermer dans des cadres ». Pour Henri Lefebvre, auteur du guide « C'ECSI le changement ?! », « par-delà ces nuances et limites, la plupart des acteurs se retrouve sur l'idée que l'ECSI est une démarche pédagogique, profondément politique, avec un angle international affirmé. Sa finalité est la recherche de changements ». Le champ de l'ECSI porte majoritairement sur des projets de solidarité internationale.

Depuis quelques années, elle s'ouvre de plus en plus à l'éducation populaire, au développement durable et à des acteurs culturels et sportifs, « qui sont un bon levier de mobilisation », note Sébastien Bailleul.

L'ECSI peut rejoindre des objectifs de politiques publiques, portées par des institutions locales, nationales (Éducation nationale, DGER<sup>2</sup> dans l'enseignement agricole, CNDIS<sup>3</sup>, AFD<sup>4</sup>), européennes (Parlement européen<sup>5</sup>) ou internationales (Pnud<sup>6</sup>, Unesco).

Qu'est-ce que l'« E.C.S.I » ?

**E** : Le mot « **éducation** » renvoie ici à une démarche pédagogique qui n'entend pas imposer une vérité universelle mais plutôt faire éclore des savoirs et favoriser l'émancipation des personnes tout au long de la vie. Les participants ne sont pas récepteurs mais producteurs de connaissances. S'inspirant de l'éducation populaire, l'ECSI repose sur « des apprentissages participatifs et réflexifs » et elle est « dénuée de toute dimension normalisante et dogmatique », selon la Charte d'Éducasol « Pour une éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale<sup>7</sup> ».

**C** : L'ECSI s'adresse à tous les **citoyens** (électeur ou non, consommateur, professionnel, membre d'une famille ou habitant d'un quartier...) et vise à faire prendre conscience à chacun qu'il est doté de droits fondamentaux, de responsabilités et d'un pouvoir d'action. « Lorsque nous parlons de citoyenneté, nous parlons bien d'une citoyenneté de participation et d'engagement ouverte sur le monde et pas d'une simple citoyenneté de statut », précise Michel Sauquet.

**S** : Face à un modèle de développement dominant producteur d'inégalités et d'exclusions, l'ECSI est une démarche sociale et politique, qui promeut plus de **solidarité** entre les territoires, les générations ou encore les groupes sociaux. Elle encourage toute contribution, individuelle ou collective, à la construction d'un monde juste, solidaire et durable.

**I** : La solidarité est **internationale** puisque nous sommes tous interconnectés les uns aux autres par nos échanges, notre mobilité, nos modes de consommation, nos communications... « Notre préoccupation est d'être capable de choisir la manière dont interagit le 'ici' et le 'là-bas' : on peut changer les choses ici en contribuant à les changer là-bas et on peut changer les choses là-bas en les changeant ici », explique Michel Sauquet.

<sup>2</sup> Direction générale de l'enseignement et de la recherche- Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la Forêt

<sup>3</sup> Conseil national pour le développement et la solidarité internationale

<sup>4</sup> Agence française de développement

<sup>5</sup> Le Parlement européen a adopté en 2012 une déclaration sur l'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale active pour favoriser le vivre ensemble face au développement de phénomènes identitaires et xénophobes.

<sup>6</sup> Programme des Nations Unies pour le développement

<sup>7</sup> <http://www.educasol.org/La-nouvelle-Charte-d-Educasol>

## DES ACTEURS TÉMOIGNENT ET S'INTERROGENT SUR LEURS PROPRES EXPÉRIENCES

Concrètement, quelles actions d'ECSI permettent de questionner, activer et concrétiser le renforcement du lien social ? Comment favoriser une citoyenneté active et réfléchie, ouverte sur l'international et porteuse de changements ? Éducasol a choisi de réunir des acteurs de l'ECSI début 2016 en leur proposant de réfléchir individuellement et collectivement à ces questions. Dès le départ, l'objectif de cette démarche a été de réaliser un ouvrage traduisant les analyses de ceux qui font vivre l'ECSI, plutôt que de porter un regard « sur » leurs actions.

Au total, une trentaine d'entre eux a répondu à l'appel. Parmi eux, 23 ont pris la plume ou répondu à nos questions pour raconter une action concrète d'ECSI et analyser de manière critique en quoi elle contribue selon eux, avec plus ou moins de succès, à questionner et transformer le lien social. Vous trouverez leurs éclairages terrain tout au long de l'ouvrage ainsi que leur biographie au début de chaque partie. En plus de ces témoignages directs, trois journées d'ateliers organisées par Éducasol ont rassemblé ces acteurs pour échanger autour de leurs expériences et réfléchir au rôle de l'ECSI. Leurs réflexions collectives ont largement nourri le fil conducteur de l'ouvrage.

Ils sont salariés ou bénévoles de l'ECSI, impliqués sur le terrain ou comme coordinateurs de réseaux. Ils sont travailleur social, photographe, ex-enseignante en lycée professionnel, globe-trotteur, fille d'un tirailleur « sénégalais », militante altermondialiste, professeur de sciences économiques et sociales, agro-économiste, volontaire, diplômée de sciences politiques, éducatrice, retraité, animateur d'éducation populaire ou encore professionnel de la coopération internationale. Beaucoup d'entre eux portent plusieurs de ces casquettes. Certains sont arrivés à l'ECSI par les études, d'autres en s'engageant dans une association comme bénévole ou volontaire, ou encore après une carrière dans l'éducation nationale. Les dimensions éducatives (formelle ou d'éducation populaire) et internationale se croisent souvent dans leurs parcours.

En fonction des expériences personnelles, de la taille et des moyens des structures, des publics ciblés ou encore des sujets abordés, les approches et les outils pédagogiques diffèrent. C'est « l'ensemble des approches qui donne sens à l'ECSI », relève une participante qui se considère comme un maillon d'une longue chaîne d'ECSI. Si le panel de contributeurs à cet ouvrage est varié, il ne prétend pas pour autant être représentatif de l'ensemble des profils et des pratiques en la matière.

Les acteurs engagés dans l'ECSI « ne sont pas des joueurs de flûte », qui cherchent à enrôler de nouvelles personnes dans leur « cause », comme l'écrit Philippe Meirieu dans sa préface. Au sein de la société, leurs actions permettent d'ouvrir des espaces pour favoriser les rencontres, de reconnaître nos diversités, d'encourager l'expression de tous pour faire émerger une parole collective démocratique, d'éveiller à des enjeux de solidarité globale, et d'accompagner des projets vecteurs de mieux vivre ensemble : quatre types d'actions qui se nourrissent et se croisent dans la réalité, et qui sont développés en quatre temps dans cet ouvrage, à travers des récits de terrain.



<sup>1</sup> Guide de l'association Étudiants et Développement : <http://www.etudiantsetdeveloppement.org/boite-a-outils/guideECSI>

# 1♦ OUVRIR DES ESPACES POUR SE RENCONTRER ET SE RECONNAÎTRE DANS NOS DIVERSITÉS

Incompréhension de l'autre, xénophobie, radicalisation... De nombreux acteurs d'ECSI notent une tendance à l'enfermement et au repli sur soi qui entrave la création et la consolidation de liens sociaux et engendre des tensions entre les individus et les groupes. « Il faut se rencontrer et échanger », répondent de nombreuses initiatives d'ECSI. En créant des espaces de rencontres interculturels, physiques ou virtuels, à l'échelle locale ou internationale, ces démarches contribuent à casser les préjugés, s'interroger sur les différences réelles et identifier des points communs pour que chacun accepte l'autre avec son ou ses identités. L'objectif final est de favoriser une société où la diversité est davantage perçue comme une richesse et une force, que comme un facteur de division.



# CRÉER DES PONTS ENTRE LES CONTINENTS, LES ÂGES, LES MILIEUX SOCIAUX...

« Ce n'est pas l'autre qui pose problème, mais la méconnaissance de l'autre », souligne Thierno Camara, secrétaire général du Forim<sup>1</sup>. Plusieurs démarches d'ECIS, racontées notamment dans cet ouvrage, permettent à des personnes ou des groupes de se rencontrer et de croiser leurs **profils très divers** de par leur origine géographique, le milieu dans lequel ils ont grandi, leur position dans la société, le métier qu'ils exercent, leur âge ou encore leur religion. À Rennes par exemple, Fatimata Hamey-Warou s'inspire de l'arbre à palabres africain, sous lequel les hommes débattent traditionnellement des affaires du village, pour créer des temps de rencontres entre des personnes d'origine étrangère ou française.

400 km plus au sud, dans un nouveau quartier de la ville de Sainte-Eulalie (Gironde) composé de ménages aux profils très variés, l'association Cool'eurs du Monde organise des rencontres et des expositions photos avec le pôle éducatif municipal et le centre social local pour favoriser la cohésion sociale. Aide et Action propose pour sa part à des élèves d'écoles primaires situées à des milliers de kilomètres d'apprendre les uns des autres en écrivant des articles publiés sur une plateforme web puis édités dans un magazine franco-sénégalais.

Ces rencontres peuvent aussi prendre la forme d'un voyage. C'est le cas de jeunes Marseillais de diverses origines qui partent au Maroc avec l'association Migrations & Développement pour réaliser des chantiers-échanges répondant aux besoins des villageois. Au cours de leur séjour, ils (re)découvrent aussi une culture et créent des amitiés autour de repas ou à l'occasion de matchs de foot. Parfois c'est un savoir-faire commun qui sert de prétexte à la

rencontre interculturelle. Ainsi les Maisons Familiales Rurales (MFR) envoient leurs étudiants en alternance en stage à l'étranger pour que des jeunes, (du CAP au Master), rencontrent une autre culture à travers des échanges autour de pratiques professionnelles dans un secteur d'activité commun.

La rencontre peut aussi être inter-générationnelle, comme en Franche-Comté où des adolescents et des bénévoles d'associations, pour la plupart retraités, mènent ensemble des projets de solidarité pendant un an baptisés Tandems Solidaires. Très vite, les élèves et les bénévoles se tutoient, et chacun s'appelle par son prénom. Solidarité Laïque quant à elle, contribue à créer des moments privilégiés entre les enfants et les parents en proposant des ateliers d'éducation à la citoyenneté pendant le temps des vacances-insertion.

L'objectif de ces différentes rencontres est que les participants prennent conscience de leurs **différences réelles**, au-delà des préjugés, mais aussi de leurs **points communs**. « Quand j'ai vu pour la première fois les enfants sénégalais en vidéoconférence, j'ai été surpris. Je pensais qu'en Afrique, les enfants n'avaient pas de chaussures ni d'ordinateur », témoigne une élève française qui a participé à l'élaboration du magazine franco-sénégalais d'Aide et Action. Ainsi, en rédigeant leurs articles respectifs, les groupes d'enfants de milieu rural français et sénégalais se sont parfois sentis plus proches entre eux qu'avec leurs compatriotes des villes.

La Délégation catholique pour la coopération (DCC), qui propose des formations à la rencontre interculturelle à différents publics, part toujours du principe qu'il s'agit d'une rencontre non pas entre deux cultures, mais entre

**deux personnes porteuses d'une culture**. La formation commence donc par inviter les participants à s'interroger sur leur propre identité, avant de se tourner vers l'autre. Elle identifie ensuite des points de vigilance pour éviter les réactions porteuses de stéréotypes. Dans le même esprit, le cofondateur de la Maison islamo-chrétienne, Michel Jondot, estime que « la rencontre de deux religions (...) ne peut se limiter, comme c'est trop souvent le cas en France, à la comparaison de deux dogmes ». Au sein de cette association, des chrétiens et des musulmans, chacun avec leurs convictions, ont monté des ateliers d'aide aux devoirs, puis de tissage, dans la cité de Villeneuve-la-Garenne en banlieue parisienne afin que « des populations en risque d'exclusion soient arrachées à la marginalité ».

## DÉMARCHES DÉLICATES

Cette mise en relation peut parfois se révéler **compliquée**. Il n'est pas toujours évident de donner à voir comment vit l'autre quand des milliers de kilomètres séparent les participants. Au-delà de la distance, ce type d'initiative peut être freiné par des contraintes budgétaires (coût d'un séjour à l'étranger), administratives (visas pour faire venir des Africains en France) ou encore techniques (faible débit internet en Afrique, manque de formation aux outils numériques, problèmes techniques à gérer...).

Plusieurs acteurs d'ECIS mettent en garde contre deux risques principaux identifiés dans ce type d'action : **masquer les différences** ou au contraire **renforcer involontairement les clichés** que l'on veut déconstruire. Pour Fatimata Hamey-Warou, il faut « défolkloriser » l'interculturel. L'interculturalité, c'est l'interconnexion entre les cultures, pas une simple juxtaposition :

on mélange les différences et les ressemblances tout en gardant sa spécificité. », dit-elle. « Souvent quand on parle d'interculturalité, on voit un boubou, un repas... mais ce n'est pas ça. On peut s'appuyer davantage sur les cultures pour construire des projets ensemble et prendre conscience que la culture est aussi une manière de raisonner », ajoute-t-elle.

Pour que ces animations fonctionnent, il faut aussi que les personnes soient **volontaires** et non contraintes de participer à la rencontre. Solidarité Laïque insiste sur le fait que ses ateliers d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité organisés pendant ses séjours vacances sont proposés, et non imposés aux participants. Dans le cadre de l'Arbre à Palabres, Fatimata Hamey-Warou a par exemple été confrontée à des résistances avec certaines personnes âgées. « Nous avons essayé de motiver des personnes âgées autonomes à venir participer, mais ces personnes d'une certaine classe sociale ont eu plus de difficultés à se mélanger. Quand elles venaient à l'Arbre à Palabres, elles s'asseyaient à des tables différentes. On n'a jamais vraiment réussi à travailler ensemble », remarque-t-elle. Un cadre festif (repas, concert, danse, chants...) peut permettre de dépasser les premières réticences et l'art (dessin, photo, musique...) peut être un moyen de dépasser la barrière de la langue.

**Ces échanges se veulent réciproques**, mais c'est un idéal souvent difficile à atteindre. « Les échanges se font souvent à sens unique et la perception de la solidarité internationale ne fait écho que du Nord vers le Sud », regrette Emilie Bonnassieux, responsable du pôle Solidarité Internationale de Migration & Développement qui organise des chantiers-échanges au Maroc. Son association travaille justement actuellement à mettre en œuvre « des échanges réellement réciproques » pour que de jeunes marocains participent eux aussi à l'élaboration d'un projet commun et viennent à leur tour en France.

## ADOPTER UNE DÉMARCHE D'« INTELLIGENCE INTERCULTURELLE » par Michel Sauquet<sup>1</sup>

L'interculturalité – constat de la diversité des cultures et de leur interaction permanente – est de plus en plus présente dans nos territoires. Nulle part les cultures ne sont isolées, coupées de l'influence des autres, pas plus qu'elles ne sont désormais homogènes. Par choix ou par obligation, un nombre croissant de militants et de professionnels du monde associatif se trouvent plongés humainement et professionnellement dans des milieux très divers.

C'est le cas de nombreux acteurs de l'ECIS qui tentent, comme le montre cet ouvrage, d'inscrire dans leurs actions le souci de faire le lien entre les réalités – de plus en plus multiculturelles – du travail social en France et l'expérience interculturelle accumulée dans les programmes de solidarité internationale. Qu'il s'agisse du « ici » ou du « là-bas », tous estiment nécessaire de ne pas avancer à l'aveugle dans le travail en milieu pluriculturel, et de tenter autant que possible d'adopter une démarche d'« intelligence interculturelle ». Même si ce qui nous rassemble est souvent plus fort que ce qui nous sépare, une démarche de veille, de vigilance et de curiosité s'impose, favorisant la compréhension des logiques de ceux de nos partenaires de travail dont la culture, les modes de pensée, les façons de fonctionner, sont différents des nôtres.

## PRENDRE DU REcul POUR SE POSER LES BONNES QUESTIONS

Au cœur de cette démarche se trouve un exercice de questionnement : il est illusoire, lorsque l'on est amené à travailler dans des milieux très pluri-culturels, de prétendre vraiment connaître la culture de l'autre. En revanche, il est nécessaire, dans ces situations, de se poser une série de questions sur les contextes dans lesquels vivent nos interlocuteurs, sur la spécificité de leurs pratiques et de leurs manières de fonctionner, et sur les représentations que chacun a de notions trop vite supposées communes – le temps, l'argent, l'autorité, la nature...

Pour être utile à l'action, cette démarche d'« intelligence interculturelle » suppose une prise de recul par rapport au contexte dans lequel évoluent nos partenaires. D'abord, il s'agit de chercher ce qui, dans leurs comportements, peut être directement lié à des éléments concrets de leur environnement et peut constituer des obstacles ou au contraire des leviers d'action : la précarité économique par exemple. Il faut aussi prendre du recul ensuite par rapport au sens des mots : religions et croyances sont-elles synonymes ? Mettons-nous tous le même sens derrière des mots comme culture, laïcité, temps, communication, espace, autorité... ?

Il s'agit ensuite d'explorer les différences de représentations, des systèmes de valeurs et des pratiques. Les différentes manières dont les individus et les groupes se représentent les éléments qui font l'objet de la rencontre interculturelle – le temps, l'espace, la santé, l'identité, l'honneur, l'argent, la hiérarchie, etc. – sont souvent la source de malentendus et de tensions lorsque plusieurs cultures et milieux sociaux sont en présence. Les acteurs de l'ECIS n'ont-ils pas intérêt à se demander, chaque fois qu'un projet présente des difficultés inattendues : qu'est-ce qui, du point de vue culturel ou

<sup>1</sup> Président d'Éducasol de 2013 à 2016, enseignant et consultant sur les questions interculturelles, auteur notamment de « L'Intelligence de l'autre » en 2014 et « Le Culturoscope : 70 questions pour aborder l'interculturel » en 2016, avec Martin Vielajus aux éditions Charles Léopold Meyer.

social, a pu dysfonctionner ? D'où peuvent provenir les incompréhensions, quelle est la source profonde de nos malentendus ? Comment interpréter et analyser les différences de comportements chez l'autre, mais aussi chez nous ?

À l'appui de cet exercice, des outils existent parmi lesquels une grille d'observation et d'analyse des représentations et des pratiques socioculturelles téléchargeable sur Internet<sup>2</sup> proposant 75 questions de base pour aborder l'interculturel.

## TROUVER DES REPÈRES COMMUNS

Enfin, dernier stade : la prise en compte effective des similitudes et des différences culturelles : il ne suffit pas de se poser des questions sur les contextes, les pratiques et les représentations de l'autre, il faut pouvoir tenir compte de tout cela dans la manière de gérer nos projets. C'est le stade de la « négociation socioculturelle », cette démarche de passage d'une logique du « ou » (« c'est votre culture ou la mienne, vos méthodes ou les miennes ») à une logique du « et » (« que nous l'ayons choisi ou non, nous travaillons ensemble et nous devons trouver un minimum de repères et de méthodes communes »).

Comment, sans abdiquer notre propre identité et sans mettre forcément l'autre sur un piédestal, trouver les moyens de vivre et travailler dans la meilleure harmonie possible ? Pas de recette miracle pour cela, mais dans nos associations, on trouve des milliers d'expériences méritant d'être partagées : réussites, échecs, perplexités et découvertes. D'où la place essentielle de la capitalisation d'expériences et de la mutualisation des pratiques, une des préoccupations croissantes de la plateforme Éducasol.

<sup>2</sup> [http://docs.eclm.fr/pdf\\_annexe/75%20questions%20pour%20aborder%20linterculturel%20novembre%202015.pdf](http://docs.eclm.fr/pdf_annexe/75%20questions%20pour%20aborder%20linterculturel%20novembre%202015.pdf)

## DU PREMIER CONTACT À LA RECONNAISSANCE MUTUELLE

Créer une intersection, à un instant « t » entre des individus ou des groupes suffit-il à créer du lien social ? Certains professionnels et bénévoles d'ECSI qui ont participé à cet ouvrage estiment qu'il peut y avoir une « connexion », sans qu'un lien solide soit établi. À partir de quand peut-on considérer qu'un lien a été « noué », « tissé » ? « Même si ces liens sont courts et via internet, c'est la régularité des échanges qui importe » pour Isabelle Rousselet de l'association Aide et Action. L'association

Cool'eurs du Monde, en créant et en animant différents ateliers dans un même quartier, a amorcé un changement durable des relations entre les habitants. « Les voisins n'appellent plus automatiquement la police quand il y a conflit, ils se parlent », dit Clémence Latrigue. Mais elle estime que l'association n'a fait qu'initier une dynamique qui doit se poursuivre avec l'accompagnement d'une médiatrice de la ville sur le long terme.

Au-delà de la mise en contact, l'ob-

jectif des acteurs d'ECSI est d'établir un réel échange, de rapprocher les différentes parties pour qu'elles **reconnaissent mutuellement leur identité et leurs compétences**. En banlieue parisienne, des femmes de différentes origines et confessions religieuses se rencontrent autour de métiers à tisser lors des ateliers de Mes-tissages, où elles échangent des techniques berbères avec celles de la manufacture des Gobelins. Pour la Maison islamo-chrétienne qui réunit ces personnes, c'est notamment une manière de valoriser les savoir-faire de femmes issues de l'immigration, dont les compétences sont rarement reconnues. La notion de reconnaissance est aussi au cœur d'un atelier de l'Arbre à Palabres organisé dans une maison de retraite sur le thème « comment faire passer les bobos » : des personnes de différentes origines ont échangé leurs recettes de grand-mère asiatiques, africaines et européennes pour faire passer les vieilles douleurs. « Certaines personnes âgées ne sont pas allées à l'école et ne réalisent pas qu'elles ont des connaissances qui peuvent servir à d'autres », explique Fatimata Hamey-Warou. Cette dernière organise des rencontres sur le même modèle avec des professionnels de la crèche pour échanger sur l'éducation des jeunes enfants : comment endormir un bébé qui pleure, les massages dans les différentes cultures... « Les méthodes ne sont pas les mêmes mais tout le monde se pose la même question ! ». C'est en révélant des compétences, ici sur des thèmes très pratiques, que les perceptions entre individus peuvent évoluer vers la reconnaissance des savoirs et des savoir-faire de chacun.

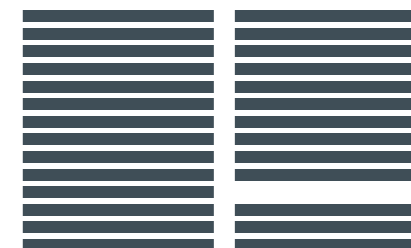
Une des conditions pour susciter cette reconnaissance réciproque est d'instaurer un **contexte bienveillant** et de fixer des **règles claires**, pour favoriser des échanges équilibrés entre tous les participants. L'animateur d'ECSI joue là un rôle essentiel. Ainsi dans l'Arbre à Palabres, « il n'y a pas de hiérarchie dans la prise de parole. Le principe, c'est le respect, et on attend que la personne ait fini avant de parler », énonce Fatimata Hamey-Warou. « On explique aux gens qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise idée et que tout ce que quelqu'un

apporte est une richesse pour faire évoluer le projet ou la thématique abordée. On n'est pas là pour se critiquer ou se moquer des autres, mais pour travailler sur la connaissance de l'autre », ajoute-t-elle. Dans les universités populaires organisées par ATD Quart Monde, « tout le monde est libre de dire ce qu'il veut. Même si on n'est pas d'accord, on n'est pas jugé, on est respecté », témoigne un participant à ces débats qui réunissent des personnes précaires et des « alliés », des citoyens qui n'ont pas connu la pauvreté mais qui sont engagés dans la lutte contre la misère.

## FAIRE ENSEMBLE DANS LA DIVERSITÉ

Ces rencontres s'accompagnent parfois d'un **projet collectif**, qui permet de consolider les liens établis. Dans les chantiers de Migrations et développement, c'est la réalisation de travaux répondant aux besoins des villageois qui sert de point de départ à la rencontre. À l'inverse, dans le projet d'Aide et Action, les élèves sénégalais et français font d'abord connaissance via des articles publiés depuis leur école, avant d'échanger en direct lors de réunions éditoriales pour élaborer un magazine papier ensemble.

Dans le quartier de Sainte-Eulalie, l'association Cool'eurs du Monde a créé des espaces de rencontre entre les habitants, avant de leur proposer de monter des projets collectifs. D'autres projets encouragent les participants à organiser eux-mêmes de nouvelles rencontres. Ainsi dans l'Arbre à Palabres, un « comité des sages » s'est constitué et décide de l'organisation des prochaines rencontres. Il s'est ainsi réapproprié le projet et passe du statut de « consommateur » à celui d'acteur.



Dans les textes qui suivent, des acteurs d'ECSI racontent des actions qu'ils mènent pour favoriser les rencontres interculturelles et permettre à chacun de se reconnaître dans ses diversités. Ils pointent aussi les limites de leurs expériences<sup>1</sup>.



**Fatimata Hamey Warou**

Franco-nigérienne, elle est née en 1962 à Dosso au Niger, un pays d'une très grande diversité ethnique. Dès sa naissance, elle a baigné dans ces cultures qui se lisent sur les populations elles-mêmes, à travers les us et coutumes, les habits, les habitants, les parures, les dialectes mais aussi la créativité artistique, l'architecture et les manifestations traditionnelles qui font partie de sa vie. Issue d'une grande famille à majorité de filles, Fatimata a reçu une éducation basée sur la tolérance et son père était convaincu que pour réussir, il fallait aller à l'école et surtout se battre pour valoriser ses connaissances. Elle est la conceptrice de l'Arbre à palabres, un espace de dialogue, d'échange, de débat et d'éducation à la citoyenneté.



**Clémence Latrigue**

Coordinatrice du pôle d'ECSI pour Cool'eurs du Monde depuis quatre ans, elle définit l'ECSI, au-delà des thèmes abordés, avant tout comme « une méthode permettant à chacun d'entre nous de prendre conscience qu'il peut être acteur de son propre changement ». Clémence a souhaité partager l'expérience de son association dans un quartier de Sainte-Eulalie (Gironde) car elle croit « en ces projets où il faut souvent changer de perspectives pour avancer sans perdre son objectif ».



**Michel Jondot**

Ce prêtre catholique du diocèse de Nanterre (Hauts-de-Seine) a vécu au milieu des années 90 avec deux musulmans, Saad Abssi et Mohammed Benali, une expérience interreligieuse qu'ils ont appelée « La Maison islamo-chrétienne ». Ils ont créé une association baptisée Mes-Tissages « pour se mettre ensemble au service d'une société plus juste et plus fraternelle ». Christine Fontaine les a rejoints pour permettre à des femmes d'une cité de vivre une expérience interculturelle originale autour des arts du textile. La Maison islamo-chrétienne rédige avec des intellectuels chrétiens et musulmans des cahiers de réflexion sur des sujets éthiques ou religieux.

<sup>1</sup> La biographie des auteurs qui ont écrit dans plusieurs parties de l'ouvrage est présentée dans la première partie à laquelle ils ont contribué.



**Marie Cruse & Isabelle Rousselet**

Chargées de projet au sein de la mission éducative France d'Aide et Action depuis respectivement quatre et cinq ans, elles ont contribué au projet Apprendre ensemble par la coopération et les médias. Marie a connu différentes expériences au sein de petites associations de protection de l'enfance et d'ONG internationales avant de travailler sur des projets d'ECSI menés conjointement en France et en Afrique de l'Ouest. Elle s'intéresse aux enjeux de changement social liés à l'éducation à la citoyenneté et expérimente des démarches pédagogiques alliant ouverture sur le monde, renforcement des apprentissages, et construction d'une pratique citoyenne active chez les enfants et les jeunes.

Isabelle a exercé à la fois des fonctions de coordination de projets locaux et européens et d'éducatrice spécialisée. Aujourd'hui, elle travaille plus particulièrement sur les questions d'éducation, d'insertion, de citoyenneté et de solidarité en partenariat avec différents acteurs éducatifs (collectivités locales, établissements scolaires, associations).



**Florine Pruchon**

Chargée de mission sur les droits de l'enfant à Solidarité Laïque depuis 2013, Florine mène de nombreuses actions autour de l'éducation à la citoyenneté « en plaçant la participation et l'expression des enfants et des jeunes au cœur de notre projet ». Solidarité Laïque a produit plusieurs outils pédagogiques sur les droits de l'enfant, organise des animations et des conférences sur ces enjeux et s'appuie sur la parole des enfants et des jeunes pour porter ses messages de plaidoyer.



**Florence Kotz, Cercoop**

Exerçant dans le domaine de la coopération internationale depuis plusieurs années, elle estime que « la coopération, c'est le lien qui existe entre les peuples » et que les jeunes, scolarisés ou non, sont tous à leur niveau de acteurs importants dans les projets d'ECSI pour parvenir à plus d'équité et d'ouverture vers d'autres cultures. C'est le sens du dispositif des Tandems solidaires du CERCOOP F-C qui « illustre l'action collective au service d'un monde plus juste et harmonieux ».



**Emilie Bonnassieux**

Depuis 2012, Emilie est en charge des projets de solidarité internationale à Migrations & Développement. En lien avec l'équipe, en France et au Maroc, elle assure le suivi des projets de solidarité et de co-développement, notamment auprès des jeunes (accompagnement au montage de projets, animation d'ateliers, mise en réseau avec des organisations de jeunesse et de solidarité...). L'objectif de son association est d'améliorer les espaces d'apprentissages mutuels et d'expérimentation pour renforcer le pouvoir d'agir des jeunes.

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

## L'ARBRE À PALABRES : UNE TRADITION AFRICAINE POUR FAVORISER L'INTERCULTURALITÉ À RENNES

**Fatimata Hamey-Warou s'est inspirée d'une coutume ancestrale africaine pour initier le projet de l'Arbre à Palabres en Bretagne. L'enseignante fondatrice de l'association franco-nigérienne MATA a utilisé ce dispositif avec des personnes âgées de différentes origines ou encore dans des quartiers pour faciliter les échanges et la construction de projets interculturels.**

D'où vient l'idée de l'Arbre à Palabres interculturel ?



**Fatimata Hamey-Warou :** Ce projet puise ses racines dans les terres africaines. La palabre est une sorte de réunion qui se tient généralement la nuit sur la place publique ou le jour, à l'ombre de grands arbres, au centre du village. L'Arbre à Palabres est donc un espace public traditionnel africain où se tiennent les grandes réunions au cours desquelles, les populations prennent de grandes décisions pour l'intérêt de la communauté. C'est un espace de démocratie, d'écoute mutuelle, de concertation et de prise de décisions. Toutefois, l'Arbre à Palabres est un espace très hiérarchisé. La démocratie qui y prévaut exclut les femmes et les enfants car les décisions sont prises exclusivement par les hommes bien qu'elles engagent la vie de toute la communauté. Malgré cette faiblesse de la pratique de la palabre, les chercheurs, historiens, ethnologues, sociologues et

anthropologues sont unanimes sur son importance sociale en Afrique traditionnelle. La palabre a permis de réguler la vie de la communauté, elle a favorisé la cohésion sociale, la paix, la solidarité, et l'intégration. Elle a également favorisé la prévention et la gestion des conflits.

Cette valeur culturelle qui a fait sa preuve dans le passé, peut aujourd'hui encore avantageusement servir les intérêts et aspirations nobles des sociétés modernes. C'est le cas en France, où la coexistence des différents groupes ethno-sociolinguistiques est parfois menacée par les particularismes et autres clivages identitaires, ethniques, religieux et politiques. Ce dernier aspect s'est considérablement renforcé depuis les derniers attentats.

J'ai adapté cette pratique héritée de mon enfance au contexte occidental pour en faire un espace de dialogue interculturel. À Rennes, l'Arbre à Palabres est ouvert aux femmes, à tous les âges et à toutes les cultures. En Afrique on se réunit sous un arbre, ici on se retrouve dans une salle mais on met des tables et ses chaises en rond pour que les gens puissent s'écouter et se parler.

**Qui participe à ces rencontres ?**

Dans les différents Arbres à Palabres, nous sommes généralement entre 15 et 30 personnes et jusqu'à 50 quand il s'agit d'un moment

festif. Au départ en 2008, l'Arbre à Palabres réunissait des personnes âgées d'origine étrangère (Cambodge, Togo, Angola, Niger, Mali, Géorgie, Russie...). Il y en avait au moins une fois par semaine, dans le cadre de l'Union des associations interculturelles de Rennes (UAIR). Ensuite, nous sommes intervenus dans différents quartiers de Rennes (Villejean, Maurepas) parce que ces personnes ont besoin de connaître la culture française en échangeant avec des Français d'origine. Certains côtoient des Français depuis des années mais n'ont pas pu créer des liens, ils vivent dans les mêmes quartiers sans se parler. Le but est que ces personnes puissent discuter et même créer de l'amitié. On encourage les personnes à s'exprimer au maximum en français car c'est aussi un espace d'apprentissage de la langue. Si elles ne peuvent pas ou n'osent pas, quelqu'un du groupe sert de traducteur, il y a une réelle entraide.

Nous sommes aussi allés avec les personnes de l'UAIR dans la maison de retraite de Saint Cyr, pour rompre l'isolement de part et d'autre et favoriser l'entraide. Au début ça n'a pas toujours été facile, parce que des deux côtés, les personnes ne se connaissaient pas et ne connaissaient pas l'autre culture. Mais au fil du temps, elles ont appris à mieux se connaître, à danser et à chanter ensemble. Elles attendaient la rencontre avec impatience, s'habillaient bien et se maquillaient pour venir.

C'est aussi un projet intergénérationnel parce que petit à petit, les personnes âgées ont commencé à ramener leurs enfants et leurs petits-enfants. Chacun a rapporté des livres, des chants, des berceuses et des danses pour les partager avec les autres. Les enfants et les grands-parents ont dansé au son des différentes cultures. Cela permet d'éduquer les petits à la différence parce qu'en entendant différentes langues, ils prennent conscience de leur identité. Nous avons aussi fait un travail sur la grand-parentalité dans l'éducation.

Aujourd'hui nous organisons des rencontres une fois par mois dans le quartier de Blosne avec des femmes d'origines géographiques et sociales différentes qui ont des difficultés à éduquer leurs enfants dans un contexte multiculturel. L'atelier est animé par un psychologue qui accompagne des adolescents et ce sont les femmes qui proposent elles-mêmes les thématiques, comme : « Est-ce qu'on doit éduquer nos enfants comme nous avons été éduquées ? ».

**Comment faire en sorte que chacun s'exprime ?**

Il n'y a pas de hiérarchie dans la prise de parole. On explique aux gens qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise idée et que tout ce que quelqu'un apporte est une richesse pour faire évoluer le projet ou la thématique abordée. Le principe, c'est le respect. On n'est pas là pour se critiquer ou se moquer des autres, mais pour travailler sur la connaissance de l'autre. On attend que la personne finisse de parler avant de prendre la parole. Il n'y a pas non plus de temps de parole mais le but est que chacun puisse s'exprimer. En tant qu'animateurs, on veille à ce que personne ne monopolise la parole pour respecter l'idée d'entraide. C'est un espace convivial d'écoute et d'échange réciproque où on valorise les cultures, les expériences et les compétences. Des personnes viennent parfois juste pour discuter sur des choses qui posent problème dans leur quotidien.

Ce sont les participants qui décident des thèmes. Un noyau appelé le « comité des sages » est là pour

mobiliser et garder une dynamique dans l'Arbre à Palabres, pour que les gens ne soient plus des « consommateurs », mais deviennent des acteurs du projet et de son évolution. Ce sont eux qui organisent eux-mêmes les rencontres et les professionnels ne sont là que pour faciliter la mise en place logistique. On ne prend pas les décisions à leur place, ce sont les participants qui essaient de trouver des consensus entre eux.

Il y a déjà eu des clashes et des histoires de racisme avec certaines personnes âgées, mais jamais à la maison de retraite. Des personnes âgées autonomes et d'une certaine classe sociale ont parfois plus de difficultés à se mélanger. Quand



Arbre à palabres de l'union des associations interculturelles de Rennes pendant la journée de la femme

elles venaient, elles s'asseyaient à des tables différentes. On n'a jamais vraiment réussi à travailler ensemble.

**De quoi parlez-vous et que faites-vous lors de ces rencontres ?**

Nous leur demandons toujours de proposer des thèmes en lien avec leur vie quotidienne. Ce n'est pas une activité juste pour passer le temps, on repart de l'Arbre à Palabres avec quelque chose qu'on pourra partager avec d'autres en dehors. Par exemple, nous avons fait un atelier sur « comment faire passer les bobos » avec des techniques des différentes cultures. Certains ont rapporté des huiles essentielles, chez les Cambodgiens on fait des massages, les Africains

utilisent de la crème de camphre... À partir de là, nous avons échangé sur les expériences et les compétences dont ils ne sont pas toujours conscients, parce que pour eux c'est naturel. Certaines personnes âgées ne sont pas allées à l'école et ne pensent pas qu'elles ont des connaissances qui peuvent servir à d'autres.

Tout ce que nous faisons permet de développer la conscience citoyenne de toutes les couches de la société, la culture de la paix entre les différents groupes ethniques et favoriser le dialogue entre religions. Nous avons aussi parlé de la question du racisme et de l'esclavage par exemple.

La finalité des discussions est de créer un projet en commun. Par exemple, avec les personnes âgées de l'UAIR et de la maison de retraite, nous avons fait une excursion dans la forêt de Brocéliande et visité le musée de l'esclavage à Nantes. Lors des fêtes de fin d'année, nous avons organisé plusieurs Noël interculturels à l'UAIR avec des protestants, des musulmans, des athées... pour faire le relais avec les personnes qui n'ont pas la culture de Noël. Les Restos du Cœur nous fournissent des jouets pour les familles, défavorisées ou pas. Généralement c'est un musulman qui porte l'habit de père Noël ! Les personnes apportent chacun la nourriture de leur pays ou ce qu'ils ont l'habitude de manger à Noël. Il y a des chants des différentes cultures. Au moment de l'Aïd musulmane, on fait l'inverse : on prépare un méchoui pour les personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter un mouton et on invite à l'UAIR les personnes de la maison de retraite.

C'est important de passer des fêtes religieuses ensemble parce que ça permet de mieux se connaître, de se tolérer et de comprendre que la religion n'est pas une barrière pour le vivre ensemble. On peut tous vivre dans un même espace et se respecter, chacun doit être libre de pratiquer la religion qu'il veut sans que cela entrave le vivre ensemble.

♦ propos recueillis par Elodie Raitière

Interview de Christian Leray et Fatimata Hamey-Warou, auteurs du livre *L'Arbre à Palabres* et à récits : <https://www.youtube.com/watch?v=LDrhTWYS2nY>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# PETITS ATELIERS ENTRE VOISINS POUR PASSER DE LA MIXITÉ À LA COHÉSION SOCIALE

La commune de Sainte-Eulalie (Gironde) a demandé à Cool'eurs du Monde d'intervenir dans un tout nouveau quartier où elle a volontairement installé des ménages de milieux sociaux différents, mais où cette mixité est devenue source de conflits. L'association a mis en place des activités pour provoquer les rencontres et encourager la cohésion sociale entre les habitants.

La commune de Sainte-Eulalie a mené une rénovation urbaine notable depuis plusieurs années. Alors que de grandes barres HLM longeaient la voie ferrée, dans un quartier abîmé par le temps et peu accueillant, la commune périurbaine d'environ 4000 habitants située au nord-est de Bordeaux a créé sept nouvelles résidences, avec une vraie volonté de favoriser la mixité sociale et de s'intégrer dans le tissu urbain existant. Ces nouveaux ensembles sont majoritairement composés de petites maisons individuelles ou de petits immeubles qui ne dépassent pas trois étages. « Nous voulions donner l'impression que ces résidences avaient toujours été là », indique la chargée de projet de la municipalité. Les habitants des barres anciennes HLM étaient bien entendu prioritaires sur les logements, mais des personnes isolées, des familles, des personnes âgées, et des gens du voyage sédentarisés d'autres quartiers et d'autres communes sont venus compléter les résidences. Les installations ont été rapides et à partir de janvier 2014, tous les habitants étaient installés et commençaient à se côtoyer, avec des modes de vie très différents.

Plusieurs conflits de voisinage ont commencé à éclater, avec des échanges de lettres d'insultes et quelques échauffourées. Il y a eu des dégradations, avec des poubelles régulièrement étalées dans les espaces collectifs, du mobilier urbain détérioré... Il est apparu que

la mixité sociale souhaitée n'avait pas forcément créé de cohésion sociale, mettant en évidence des difficultés à « vivre ensemble ».

## UN PROJET CONSTRUIT AVEC LES ACTEURS LOCAUX

C'est dans ce contexte que Cool'eurs du Monde a été sollicité, pour faire émerger des projets pouvant permettre de créer une certaine cohésion de quartier. L'association s'est concentrée sur les observations de la commune et du centre social pour élaborer une trame générale. Il est apparu que le manque de lien entre les habitants, l'absence de passé commun et la diversité des modes de vie étaient sources de conflits. Les différentes étapes du projet ont donc suivi deux axes : favoriser le lien social et permettre aux habitants de retrouver un bien-être.

Nous nous sommes appuyés sur les acteurs locaux pour élaborer notre mode d'action car le pôle éducatif et le centre social sont au cœur des différentes résidences et des problématiques. Leur vision d'ensemble nous a permis de mettre en évidence des leviers et des freins à la réalisation de notre projet, qui s'est déroulé pendant l'été 2014.

## DES ENFANTS AUX ADULTES

Pour lancer la dynamique, plusieurs petits projets ont été montés sur l'année scolaire 2013-2014, comme la mise en place d'une semaine éco-citoyenne ou la création d'un pédibus (ramassage scolaire à pied). Ces ateliers ont été menés tout d'abord avec les enfants puis, progressivement, nous avons intégré les parents. Il était important de nous faire connaître pour pouvoir agir plus facilement. Désormais nous n'étions plus vraiment des étrangers, un petit lien était créé.

Dans les quartiers, nous nous sommes installés dans l'espace public, avec un lieu au milieu de la résidence où tous les habitants pouvaient nous voir. Tables, chaises, petits jus de fruits et petits gâteaux : nous avons tenu à ce que le local soit convivial et accueillant. Pour lancer les échanges, nous avons organisé des ateliers de deux à trois heures pour que les habitants de la commune se rencontrent, échantent et dépassent les préjugés qu'ils avaient les uns des autres. Nous leur avons proposé un schéma de la résidence, où chacun pouvait placer des soleils et des nuages, pour indiquer l'endroit où il se sent le mieux et le lieu où il se sent le moins bien. Ces cartes ont pu mettre en évidence des ressentis communs, des malaises, mais aussi les éléments sur lesquels nous pouvions nous appuyer pour donner une réponse



à ce malaise. Plusieurs idées ont émergé pendant les échanges, en fonction des quartiers et de leur problématique : repas de quartiers, espace d'expression, lieu de médiation hebdomadaire dans le quartier... Il ne fallait pas que cette parole reste « lettre morte ».

Parallèlement au projet Cool'eurs du Monde, la municipalité a embauché un médiateur de quartier. Ana Verdu a intégré notre dynamique dès les premiers ateliers sur les résidences, ce qui lui a permis de faire connaissance avec les habitants des différents quartiers. L'idée était qu'elle prenne le relais sur l'accompagnement des projets qui s'étaient dégagés des rencontres. « J'avais intégré mon poste de médiatrice depuis seulement quelques jours et je ne connaissais encore ni les quartiers ni les habitants où j'allais intervenir par la suite. Les animations avec Cool'eurs m'ont permis d'aller à leur rencontre avec un excellent prétexte, convivial et participatif. »

L'action de Cool'eurs du Monde n'a pas permis de passer de la mixité à la cohésion sociale, nous manquions sensiblement d'humilité en affirmant cela ! Mais elle a permis de faire naître des projets. « Par exemple nous avons réalisé une exposition des portraits d'habitants, puis nous leur avons distribué leur photo, ce qui a été une nouvelle occasion de rencontre et d'échange », explique la médiatrice. « Ensuite, le centre social de Sainte-Eulalie a organisé une exposition ouverte à tous les habitants de la ville, pour faire connaître les nouvelles résidences et leurs habitants. Un repas de quartier a également été initié et le pédibus a repris à la rentrée », ajoute-t-elle. Notre association a donc lancé une dynamique et donné des clefs d'actions, mais la cohésion sociale se travaille au quotidien et c'est bien là le rôle de la médiatrice.

◆ Clémence Latrigue et Clara Audonnet, chargées de mission ECSI pour l'association Cool'eurs du Monde

Blog de Cool'eurs du monde : <http://blog.cooleursdumonde.org/>

Portraits d'habitants du quartier de Sainte-Eulalie réalisés dans le cadre des ateliers Cool'eurs du Monde en juillet 2014. ©Cool'eurs du Monde

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# LE TISSAGE POUR RAPPROCHER DES FEMMES DE RELIGIONS ET D'ORIGINES DIFFÉRENTES

Dans la cité La Caravelle à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), la Maison islamo-chrétienne organise des ateliers de tissage où des femmes de religions et d'origines différentes échangent autour de techniques traditionnelles issues de la culture berbère et de la manufacture des Gobelins. Ces rencontres permettent de valoriser les savoir-faire de chacune et de créer des liens de solidarité dans ce quartier où vivent des familles à revenus modestes. Un des cofondateurs de l'association, le père Michel Jondot, raconte l'aventure de ces ateliers « Mes-Tissages ».

Tout a commencé en 1998. Notre association interculturelle « Approches islamo-chrétiennes dans les Hauts-de-Seine », aussi appelée « Approches 92 », tentait de s'implanter dans la cité La Caravelle dans les Hauts-de-Seine. Chrétiens et musulmans, chacun avec ses convictions personnelles, nous souhaitons mettre nos efforts en commun pour que des populations en risque d'exclusion soient arrachées à la marginalité.

Grâce à l'Office public des HLM, nous avons fait l'acquisition d'un local dans une cité qui, à cette époque, était particulièrement défavorisée. La première initiative a consisté à se tourner vers les enfants pour leur proposer un soutien scolaire. En même temps, chaque semaine, nous avons mis en place quelques animations pour tenter de toucher également les adultes. Nous avons par exemple invité une personnalité chrétienne du Liban, Monseigneur Khodr, pour faire découvrir que la langue arabe n'est pas seulement l'apanage du monde musulman, mais le produit d'une belle culture aux dimensions universelles. Grâce aux amis algériens d'Approches 92 nous avons réussi à réunir quelques pères de famille, mais il était impossible de rejoindre le monde féminin. Un jour nous avons fait venir une sociologue anglaise qui faisait des recherches sur la socialisation des femmes maghrébines par

le tissage. Avec des moyens de fortune, dans un local minuscule, elle a bricolé ce que, dans le jargon de la profession, on appelle « une chaîne ». Il s'agit de cordons tendus comme ceux d'une harpe, qui permettent, en faisant passer des fils de laine entre eux, de voir progressivement apparaître les formes que l'on désire. Nous avons été surpris de voir des femmes de tous âges arriver en nombre incalculable, ravies de retrouver les gestes de leurs mères et grands-mères.



Atelier Mes-Tissages à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) ©Norbert Jung, www.esprit-photo.com

## RENCONTRE AUTOUR DES ARTS-DE-FAIRE

Une des responsables de l'association, Christine, a su très vite comprendre que le respect de la culture et des arts-de-faire acquis dans les pays d'origine était un bon moyen pour favoriser la rencontre avec le monde immigré. Elle a commencé à organiser des ateliers de tissage. C'était le point de départ d'une aventure où l'on peut discerner trois étapes.

On a d'abord navigué avec les moyens du bord. Ensuite, pendant cinq ans, la Direction du travail a organisé avec nous un chantier d'insertion pour former des tisserandes. Aujourd'hui notre local est désormais ouvert cinq jours sur sept. À chaque atelier, des dizaines de femmes viennent non seulement de la cité, mais aussi des villes voisines, de façon épisodique ou régulière, sans avoir besoin de s'inscrire. Dès qu'on franchit la porte, on découvre des machines à coudre professionnelles, des métiers à tisser, des écheveaux de laine et du matériel de cuisine. Fatima, qui est à la fois modéliste et adulte-relais, assure une mission de médiation sociale et culturelle de proximité lors de ces ateliers dans le cadre d'un contrat d'insertion. Fatima également tisserande, maîtrise des techniques berbères apprises dans son village maro-



Atelier Mes-Tissages à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) ©Norbert Jung, www.esprit-photo.com

cain d'origine. Elle s'est initiée aux méthodes de tissage des Gobelins. Elle transmet son savoir-faire à qui le désire.

## DES AMITIÉS FORTES SE NOUENT AUTOUR DES MÉTIERS À TISSER

Des femmes de toutes origines se rejoignent à La Caravelle et on laisse de côté sa langue maternelle pour communiquer en français. L'art du tissage facilite aussi la compréhension et l'estime réciproque : de belles œuvres sortent des mains des unes et des autres. Cela permet aussi de se présenter devant la population, fières de ne pas être considérées avec mépris. Ces ateliers sont aussi souvent un bon moyen de rencontre entre les générations, où des mamans sont heureuses de transmettre leur savoir-faire à leurs filles.

Ensemble, on invente une vie commune. Les participantes aux ateliers organisent aussi des repas, où elles échangent des recettes de cuisine. Elles sortent à Paris, à seulement quelques kilomètres, mais les Maghrébines n'auraient pas franchi les murs de la cité si cette découverte de la capitale n'était pas l'occasion de passer un moment sympathique ensemble. Elles vont aussi au cinéma et les films sont l'occasion d'échanger sur le mode de vie occidental. Les scènes d'amour font réagir.

Ces rencontres font naître des relations particulièrement fraternelles. Elles fournissent la possibilité de se parler à cœur ouvert de préoccupations quotidiennes. Fatima, l'adulte-relais, écoute et conseille. Elle sait entendre les problèmes de santé ou les situations difficiles qu'on n'ose pas confier à n'importe qui, et orienter les femmes vers le thérapeute qui convient ou une aide juridique. L'école crée des situations difficiles :

Fatima aide les mamans au moment de l'inscription des enfants et les accompagne lorsqu'elles sont convoquées par un professeur. Les relations avec le mari sont parfois délicates : on ose en parler et la parole libère. Lorsqu'un époux, par exemple, confisque les allocations familiales, quelqu'un est toujours là pour avvertir que ce n'est pas normal. Les situations d'immigration conduisent à des moments de dépression : le local de « Mes-Tissages » est un lieu chaleureux où l'on retrouve le goût de vivre.

## INVENTER UNE MANIÈRE DE VIVRE ENSEMBLE PAR-DELÀ LES CROYANCES

La pauvreté souvent est grande et on connaît des mamans pour qui les fins de mois sont dramatiques. Il arrive que l'une d'elles compte les lentilles qui lui restent pour tenir jusqu'à ce qu'elle perçoive l'argent auquel elle a droit. Dans ces cas-là, très discrètement et très fraternellement, chacune apporte sa contribution pour sortir de l'angoisse une maman qui se prive pour nourrir ses enfants.

Après environ 20 ans d'expérience de notre association, deux convictions habitent nos animateurs. Pour qu'un immigré puisse cesser d'être étranger, il est bon que la France reconnaisse et intègre sa culture. C'est vrai pour des arts-de-faire comme le tissage. C'est vrai, plus fondamentalement encore pour la langue arabe. Pourquoi celle-ci n'est-elle pas proposée à tous ? Si la culture française se prétend universelle, elle doit pouvoir s'ouvrir à toutes les manières humaines de vivre.

Par ailleurs la rencontre de deux religions, en l'occurrence l'islam et le christianisme, ne peut se limiter, comme c'est trop souvent le cas en France, à la comparaison de deux dogmes. Par-delà ce que nous croyons les uns et les autres s'ouvre la possibilité d'inventer une manière de vivre ensemble.

◆ Michel Jondot, cofondateur de la Maison islamo-chrétienne à Villeneuve-la-Garenne.

<http://www.lamaisonislamochretienne.com>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# DES ÉLÈVES FRANÇAIS ET SÉNÉGALAIS SE RENCONTRENT PAR ARTICLES INTERPOSÉS

Aide et Action a développé avec des écoles françaises et sénégalaises une plateforme multimédia où des élèves dialoguent en écrivant des articles et en les commentant. Au-delà de leurs productions, les enfants prennent conscience de leurs points communs et de leurs différences et apprennent, par la pédagogie de la réciprocité, à s'intéresser à la pensée de l'autre.

Les élèves choisissent les sujets, écrivent des articles et les publient en ligne. En face, leurs homologues les lisent, les commentent et traitent à leur tour de la thématique à leur façon. Le projet Apprendre Ensemble par la Coopération Et les Médias (AECME), mené par l'association Aide et Action<sup>1</sup>, permet à des écoles primaires françaises et sénégalaises d'échanger à travers une plateforme sur internet. Des enfants de sept à quatorze ans de cinq écoles primaires (trois en France et deux au Sénégal<sup>2</sup>) ont participé depuis 2012 à cette action d'ECSEI, où les médias constituent à la fois un outil et un objet d'étude.

Dans un premier temps, les élèves étudient les modes de production de l'information, non pas pour devenir des apprentis journalistes, mais pour s'interroger sur leur posture d'émetteur d'information et se préparer à produire des textes qui interpellent. À partir de ce qu'ils vivent dans leur école, leur famille et leur ville, ils publient avec l'aide de leur enseignant des articles, vidéos et reportages qui mêlent photos et sons sur une plateforme web dédiée au projet pour faire



Atelier presse à l'école Saint-Etienne (Apprentis d'Auteuil) de Saint-Estèphe (Gironde), novembre 2016 © Aide et Action

découvrir leur réalité aux autres. Chaque participant peut partager ses commentaires sur les productions des autres dans une case dédiée ou par mail et y répondre avec de nouveaux articles. La solidarité internationale se construit ici non pas par l'aide « humanitaire » ou la sensibilisation aux difficultés des autres, mais par un échange horizontal : les élèves français et sénégalais dialoguent sur ce qu'ils ont en « commun ». Ainsi, l'école située à Dagana (nord du Sénégal) et celle de Saint-Estèphe (Gironde) ont toutes les deux mis l'accent sur l'apprentissage des saisons et de la ruralité, contrairement à celles de M'bour (au sud de Dakar) ou de région parisienne qui sont en milieu urbain. Au-delà des différences entre les Européens et les Africains, les « ruraux » se sont trouvés des

points communs. Autre exemple : ils ont échangé sur les jeux qu'ils pratiquent dans les cours de récréation. Les conférences de rédaction sont aussi l'occasion de casser des préjugés. « Je pensais qu'en Afrique, les enfants n'avaient pas de chaussures, pas d'ordinateur et je voulais les aider », témoigne une jeune élève française. « Mais quand j'ai vu pour la première fois les enfants sénégalais en vidéo-conférence, j'ai été surprise des ressemblances ».

## DES INTERACTIONS AUTOUR D'UN PROJET COMMUN

Pour aller plus loin et construire un vrai projet collectif, l'équipe d'Aide



Atelier presse à l'école Saint-Etienne (Apprentis d'Auteuil) de Saint-Estèphe (Gironde), novembre 2016 © Aide et Action



Comité de Rédaction International du magazine 100% Junior dans les locaux d'Aide et Action en présence des enfants de l'école des Bourseaux de Saint-Ouen l'Aumône (Val d'Oise), juin 2015 © Aide et Action

et Action mobilise toutes les écoles impliquées dans l'élaboration d'une version papier, le Magazine 100% Junior, édité chaque année en octobre. L'ensemble des textes tourne autour de la thématique du vivre ensemble mais la ligne éditoriale, les rubriques et les contenus sont coordonnés par les enfants eux-mêmes lors d'un « Comité de rédaction international » rassemblant, trois fois par an, une quinzaine d'élèves issus de chaque établissement. En 2014, le fil rouge était « Comment vivre en communauté ». Organisés à distance par vidéo-conférence, ces rendez-vous sont essentiels pour concrétiser la notion d'échanges : les enfants se « rencontrent », présentent leurs productions, se posent des questions... Après chaque réunion, les participants ont pour mission de

rendre compte aux autres élèves de leur école des décisions prises (thème du dossier, rubriques et sous-rubriques identifiées) et des « commandes » : retravailler certains articles, ajouter des illustrations, aborder de nouveaux sujets, etc.

Dans toutes les écoles impliquées, on observe que les enfants se sont véritablement appropriés les démarches coopératives. Ils se considèrent comme véritablement « acteurs » d'un projet où ils exercent de vraies responsabilités et grâce auquel ils sont conscients – et heureux – d'apprendre les uns des autres. Les enseignants soulignent que les enfants sont très « fiers » de « leur » magazine et que ceux qui sont au comité de rédaction international prennent de l'aisance à l'oral quand ils présentent le projet.

## AU-DELÀ DE LA « PRODUCTION »

Patrick Clerc, formateur de la structure Equi-Libre et membre du mouvement de recherche et de formation en éducation GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle), accompagne le projet depuis l'origine. Au début, il a observé que « pris dans une logique de consommation, les différentes parties prenantes du projet avaient tendance à produire des articles, vidéos ou interviews pour 'produire', sans nécessairement prendre le temps de s'intéresser aux productions des autres ». Or, « dès l'origine, nous voulions que ce projet ne soit pas une simple correspondance scolaire », ni un travail « à sens unique ». « Très vite, la pédagogie de la réciprocité est apparue comme le point clé à développer » explique-t-il. « Savoir s'intéresser à la pensée d'autrui ne va pas de soi, c'est un apprentissage à part entière qui interroge le temps scolaire (l'emploi du temps), les pratiques des enseignants (apprendre à décentrer les points de vue des élèves) et l'éducation citoyenne des élèves ».

Au-delà des textes et des vidéos, l'idée est donc de s'interroger sur : en quoi le sujet dont je parle – à travers un média – peut-il intéresser d'autres élèves ? C'est là que commence l'« éducation à la citoyenneté mondiale, qui met en travail ce qu'il y a d'universel dans les rapports humains », analyse Patrick Clerc. C'est en se dotant de « compétences intellectuelles pour percevoir et formaliser cette dimension de l'universel » que les enseignants et les enfants luttent contre les préjugés et les idées reçues. « Ainsi, découvrir que la jalousie est un sentiment vécu 'pareil' à Montmagny ou à M'bour ou que le traitement des ordures est un souci en France mais aussi au Sénégal, même si ces problématiques écologiques se déclinent différemment selon les cultures ou pays, est gage de la construction de la citoyenneté mondiale », dit-il.

Les enfants et les jeunes impliqués partagent leurs préoccupations et échangent sur des questions de citoyenneté, vivre ensemble, développement durable... Ils créent

<sup>1</sup> Organisation de solidarité internationale pour le développement, fondée en 1981, qui favorise l'accès à une éducation de qualité pour toutes et tous.

<sup>2</sup> Les écoles de Saint Etienne (à Saint-Estèphe, Gironde, zone rurale), des Bourseaux (à Saint-Ouen l'Aumône, Val-d'Oise), Jean-Baptiste Clément (à Montmagny, Val d'Oise) ont participé au projet côté français, avec les écoles sénégalaises de Célestin Freinet (à Dagana, région de Saint Louis, zone rurale) et de Diamaguène 2 (à Mbour en ville, près de Dakar).

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

des savoirs collectifs. Les élèves sont aussi encouragés à prendre des initiatives pour aller plus loin. Avec l'aide de leurs enseignants ou éducateurs ils élaborent des projets collectifs, comme la création d'expositions sur un thème commun, l'organisation de rencontres ou encore de chantiers.

## DÉPASSER LES BARRIÈRES TECHNIQUES

Mettre en place ce type de projet « coopératif » ne va pas de soi. En effet, si de nombreux projets d'ECSI sont mis en œuvre dans les écoles, ils sont souvent conçus sans connexion avec les autres projets existants dans l'établissement et ne sont pas considérés comme des temps d'apprentissage en tant que tels. Enfin, l'usage des outils multimédias (internet, photo, vidéo) n'est pas toujours maîtrisé par les équipes pédagogiques. Cela demande donc un accompagnement spécifique de proximité ainsi qu'une méthodologie adaptée.

Tout au long du projet, l'équipe d'Aide et Action a donc élaboré des modules de formation technique à destination des enseignants (montage vidéo, mise en ligne de contenus et utilisation des outils collaboratifs) et des fiches pédagogiques pour les aider à aborder les pratiques journalistiques en classe (comment produire une information qui « interpelle » l'autre, défendre un point de vue, comprendre le message transmis par autrui et y réagir pour contribuer à une réflexion collective... ?).

Ces outils pédagogiques et méthodologiques peuvent être utilisés par des enseignants ou des éducateurs qui souhaiteraient initier le même type de projet. Aide et Action a lancé en 2015 une démarche similaire dans des collèges, des lycées, des centres d'animation et des maisons de quartier dans plusieurs territoires en France et en Afrique francophone.

◆ Isabelle Rousselet et Marie Cruse, Mission éducative France d'Aide et Action



Atelier presse à l'école Saint-Etienne (Apprentis d'Auteuil) de Saint-Estèphe (Gironde), novembre 2016 © Aide et Action

Fiches pratiques « éducation aux médias » pour travailler sur les magazines avec des enfants : <http://www.france.aide-et-action.org/education-media-fiches/>

Les magazines 100% Junior d'Aide et Action sont disponibles sur le site : <http://www.france.aide-et-action.org>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

## L'ECSI VECTEUR DE COHÉSION FAMILIALE DANS LE CADRE DE SÉJOURS VACANCES

Solidarité Laïque propose à des familles en difficulté socio-économique de participer à des ateliers d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité pendant leurs séjours vacances. Un moment privilégié pour renforcer les liens intergénérationnels et la cohésion familiale.

Depuis les années 1980, Solidarité Laïque accompagne chaque année plusieurs centaines de familles en difficulté socio-économique pour partir en vacances. En dehors du soutien financier, le dispositif Vacances et insertion comprend un accompagnement social avant, pendant et après le séjour.

Pour les familles, il s'agit d'un véritable moment de répit et de décompression, pendant lequel il nous est apparu opportun de faire de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité (ECS). Depuis 2014, nous leur proposons de participer à des ateliers sur leur lieu de vacances, sur la base du volontariat. Ces ateliers ont d'abord été conçus pour les enfants, mais face à l'intérêt des parents, Solidarité Laïque a souhaité inviter ces derniers à participer également.

En 2015, en amont de la COP21<sup>1</sup>, nous avons choisi de les consacrer aux droits de l'enfant en lien avec la thématique du réchauffement climatique. Les participants ont notamment reçu un livret d'activités pour les aider à mieux comprendre ces notions. Sur une page représentant un avion solaire, ils devaient coller des étiquettes illustrant les causes, conséquences et solutions à apporter face au réchauffement climatique et son impact sur les droits des enfants. Ensuite, ils pouvaient s'exprimer librement dans le volet « à toi la parole » ou sur tout autre support

<sup>1</sup> Conférence internationale des Nations unies sur le climat qui s'est tenue en décembre 2015 à Paris.

d'expression libre (affiche, dessin, slam, personnalisation de masque antipollution...). Cette parole est relayée dans un manifeste des enfants à destination des pouvoirs publics pour faire entendre leur point de vue et leurs propositions.

Anaïs, une jeune participante, résume cet atelier en trois mots : « créativité, imagination et fraternité ». « C'est l'école que j'aurais eu envie de vivre ! », s'exclame un papa, qui a apprécié les méthodes d'éducation populaire utilisées et la disposition de la salle, avec les tables en îlot qui se distinguent des salles de classe. Quant à Dina, une des mamans, elle a trouvé ce temps « très ludique, adapté aussi bien aux enfants qu'aux adultes ». Elle a apprécié le fait d'avoir « un temps avec les enfants pour avoir une réflexion commune sur un sujet précis. ».

Lors des activités, les animateurs ont pu observer un soutien mutuel entre les parents qui savent lire et les enfants qui ne savent pas, notamment pour comprendre les consignes. Puis les jeunes et les adultes ont réfléchi ensemble et co-écrit ou dessiné des messages sur le livret.

### ENFANTS, PARENTS ET GRANDS-PARENTS SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

Le cadre des vacances permet à ces familles de marquer une rupture avec le cadre de vie classique et les difficultés auxquelles elles

font face au jour le jour. « Les gens sont plus réceptifs étant donné qu'ils ont laissé tous leur stress et leur quotidien chez eux », témoigne Dina. Le reste de l'année, l'intergénérationnel est plutôt subi, notamment pour les grands-parents qui doivent garder les enfants quand les parents n'ont pas les moyens de financer un autre mode de garde. Ici, toute la famille (enfants, parents et grands-parents) décide de mener une activité ensemble sur la base du volontariat. L'intergénérationnel se vit différemment : on est moins dans une relation hiérarchique parents-enfants et davantage sur un pied d'égalité, ce qui renforce l'estime de soi. Adultes et enfants se voient sous un angle nouveau et portent un regard différent sur l'autre car chacun reçoit les mêmes informations et les mêmes connaissances.

Et c'est collectivement qu'ils peuvent décider de changer leurs comportements, comme mettre en place le tri sélectif à la maison ou encore acheter davantage de produits locaux. Certains poursuivent la discussion à la maison. C'est le cas de Dina qui a relancé l'échange une fois de retour chez elle avec ses autres enfants qui n'étaient pas présents à l'atelier.

Toutefois, Marion, l'animatrice en charge de l'accompagnement des familles, n'est pas certaine que l'atelier renforce systématiquement les relations intergénérationnelles. « Certaines familles présentes étaient déjà très fusionnelles », note-t-elle. Si Anaïs a aimé partager cet atelier avec ses parents,



> ÉCLAIRAGE TERRAIN



Atelier vacances sur les droits de l'enfant ©Solidarité Laïque



Atelier vacances à La Turballe (Loire-Atlantique) ©Solidarité Laïque



Atelier vacances à La Grande Motte (Hérault) ©Solidarité Laïque



Atelier vacances à Collet Alleverd (Isère) ©Solidarité Laïque

ses frères et sœurs, elle préférerait le vivre avec ses amis, car elle pense qu'il serait plus facile pour elle de prendre la parole et d'exprimer ses idées.

« EXISTER EN TANT QU'INDIVIDU AU SEIN DU COLLECTIF »

Au-delà du cercle familial, ces ateliers ont permis à des personnes pensant être éloignées de ces problématiques de se sentir concernées, de pouvoir participer et donner leur point de vue sur ces enjeux. L'objectif est de « faire de chacun et chacune de véritables citoyens exerçant leurs droits et leurs devoirs, pleinement acteurs de la société », explique Marion. C'est l'occasion d'informer et sensibiliser sur des enjeux de société pour susciter un engagement solidaire.

« C'est le principe de base du vivre ensemble. Il mêle l'apprentissage de la vie commune, du respect des autres, de la citoyenneté, des droits et des devoirs de chacun, chacune, afin de pouvoir évoluer ensemble dans notre monde (...) C'est une prise de conscience d'exister en tant qu'être et individu au sein du collectif », poursuit Marion. L'ensemble des propositions collectées auprès des familles lors des ateliers ont été intégrées dans un manifeste remis aux pouvoirs publics au moment de la COP 21. Solidarité Laïque a aussi utilisé leurs réflexions pour alimenter son plaidoyer auprès des pouvoirs publics sur ces enjeux.

Solidarité Laïque souhaite réitérer l'expérience. Lors des prochains ateliers, Dina aimerait parler de thèmes liés à la société, à la famille, la nature, la culture et à la santé. Quant à Anaïs, elle souhaiterait pouvoir s'exprimer sur le racisme et la religion, deux thèmes qui lui

tiennent à cœur. En 2016, le thème proposé par Solidarité Laïque était: « Stop aux discriminations, faisons respecter nos droits ! ». Il se poursuivra en 2017.

◆ Florine Pruchon, chargée de mission sur les droits de l'enfant à Solidarité Laïque

Animations dans le cadre du programme Vacances et Insertion : <http://www.solidarite-laique.org/pro/actualite/animer-le-temps-des-vacances/> Activité « Ne lâchons pas nos droits ! » : <http://www.solidarite-laique.org/decouvrir-les-droits-de-lenfant-par-le-jeu/>

Outils d'animation « Agir pour le climat, c'est respecter nos droits ! » : <http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Outil-Climat-version-WEB-DEF-DEF1.pdf>



LIRE AUSSI PAGE 46 >>>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# DES PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN DUO, POUR CRÉER AUSSI DU LIEN LOCAL

Depuis leur création en 2003, les Tandems Solidaires réunissent chaque année des collégiens francs-comtois et une association autour d'un projet de solidarité internationale. Ce travail en duo permet aux élèves de se rapprocher de partenaires à l'étranger mais aussi, localement, avec le milieu associatif et entre les générations.

Comprendre une réalité lointaine à travers les yeux de ceux qui se rendent sur le terrain et développer un projet solidaire avec des personnes extérieures au collège : c'est l'idée des Tandems Solidaires. Ils proposent à une classe ou un groupe de collégiens de construire avec une association un projet pédagogique autour d'une thématique liée au développement durable, à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Les associations se basent sur leurs actions pour proposer un thème de réflexion à des collégiens du Doubs, du Jura ou du Territoire de Belfort, pendant toute une année scolaire. Ce dispositif imaginé par le rectorat de l'académie de Besançon, sur demande du département du Doubs et en partenariat avec le CERCOOP F-C<sup>1</sup>, a réuni ces quatre dernières années (2012-2016) 1572 élèves et 70 associations autour de 63 Tandems Solidaires.

## DÉCOUVERTE D'UNE ASSOCIATION TÉMOIN D'UNE RÉALITÉ LOINTAINE

Pour les collégiens, le témoignage concret d'un bénévole ou salarié de l'association en contact avec le terrain et en lien régulier avec

<sup>1</sup> Le CERCOOP F-C (Centre de Ressources pour la COOPération décentralisée en Franche-Comté) est un Réseau régional multi-acteurs (RRMA) qui soutient, développe et anime la coopération internationale et la solidarité en Franche-Comté.

une organisation locale est bien plus percutant et pertinent que les informations véhiculées par les médias. Tournés vers l'étranger, les projets proposés par les associations permettent aux collégiens de s'ouvrir à une autre culture et de se rendre compte des inégalités entre les populations et les pays dans un contexte d'interdépendance. C'est très souvent un choc pour les jeunes qui n'ont pas conscience des conditions de vie dans les pays en développement. Ainsi Reda, de la classe relais<sup>2</sup> du collège Signoret de Belfort, a réalisé que « nous, on a la chance de pouvoir avoir des

scooters ou des vélos pour nous déplacer alors que les enfants du Cambodge doivent marcher plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école en Asie du Sud Est ».

L'association Franche-Sylvanie qui a participé aux Tandems Solidaires a fait un travail pédagogique autour de la Roumanie et des préjugés que l'on pouvait avoir à l'égard de ce pays. « En 2013, nous avons pris contact avec le collège Diderot à Besançon, déterminé un projet pédagogique et planifié les interventions avec les professeurs », explique Antoine Pétiard, trésorier de l'association. Des rencontres ont été organisées entre des collégiens et des Roumaines mobilisées pour faire découvrir leur pays. « Cela s'est déroulé



Atelier Tandems Solidaires ©Cercoop

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

dans la spontanéité et une bonne atmosphère, les élèves ont posé des questions très pertinentes », raconte-t-il. À ses yeux, « il est important de sensibiliser sans cesse aux échanges interculturels, et ce dès le plus jeune âge ». Ce travail avec les élèves a débouché sur la création d'un « mur des préjugés » ou encore d'une vidéo présentée dans le cadre du concours « La solidarité au coin de la rue » organisé par le Salon des Solidarités qui se tient tous les deux ans à Paris.

Autre exemple : grâce à l'intervention de l'association Artoude France spécialisée dans l'art, le tourisme et le développement, des élèves de 5ème du collège Goscinny de Belfort et des collégiens burkinabè du même niveau à Komki-Ipala ont réfléchi ensemble, via des présentations Powerpoint et des photos, aux conditions de vies en France et au Burkina Faso à travers différentes thématiques : santé, alimentation, accès à l'eau, démographie, traditions... Marie Munch, chargée de l'animation au sein du Centre Numérique de Komki-Ipala, a étudié ce Tandem Solidaire dans le cadre d'un stage pour son DUT Carrières sociales option animation sociale et socio-culturelle : « Le Tandem Solidaire a permis aux élèves de véritablement comprendre la réalité de la vie burkinabé puisque, en plus de photos et d'explications très justes, ils ont eu droit à des anecdotes et récits qui leur ont permis de se plonger dans la réalité burkinabé. »

**CRÉER DES LIENS ICI AUSSI**

Les Tandems Solidaires sont des projets de solidarité internationale mais aussi de solidarité locale. Les jeunes sont « intrigués par ces personnes étrangères au collège, qu'ils n'ont jamais vues, et qui leur consacrent trois jours pour les épauler », témoigne Pascal Rubiloni, professeur de technologie. Le tutoiement finit souvent par devenir la norme et chacun s'appelle par son prénom.

À Pontarlier, l'association Y'a de l'électricité dans l'air a proposé à une classe du collège Malraux une

animation sur la problématique de l'accès à l'électricité en Afrique de l'Ouest et sur le fonctionnement d'une éolienne, avant de proposer aux collégiens de les accompagner, avec les enseignants, dans la construction de deux éoliennes pour les villages sénégalais de Diogane et Moundé. Pascal Rubiloni a observé que les difficultés techniques rencontrées au cours de la construction de ces éoliennes ont resserré les liens au sein du groupe. « On apprend à se tromper car on ne réussit pas toujours du premier coup. On se trompe, on refait les pièces jusqu'à ce qu'elles soient conformes ».

Les Tandems Solidaires donnent l'occasion à deux, voire trois générations de se rapprocher. « La rencontre et l'échange entre des collégiens âgés de 11 à 15 ans et des bénévoles, qui sont le plus souvent des personnes retraitées, favorisent le lien social, parce que l'expérience des uns vient assouvir la curiosité des autres », note Laure Giron, référente Tandems Solidaires au CERCOOP F-C qui accompagne chaque binôme tout au long de son projet. « Les questions des élèves trouvent des réponses concrètes, dotées d'un certain recul, de vécu et d'anecdotes.



— Stage de fabrication d'éolienne en 2014 à Diofior (sénégal) © Marie Munch

tes. Les jeunes se rendent compte de l'importance de l'expérience des autres », a-t-elle observé.

Jeunes, bénévoles, enseignants : « chacun y gagne en reconnaissance », remarque Natacha Lanaud-Lecomte. « Le jeune ne se sent plus « juste » un élève qui est noté, c'est aussi l'acteur d'un projet dans et en dehors de l'école. L'enseignant n'est plus vu comme le prof d'une discipline mais c'est une personne qui permet le développement d'un esprit critique et qui encourage la prise d'initiative. Le bénévole est un peu le modèle qui permet d'ouvrir les yeux sur ses propres capacités à changer les choses et le monde par son action et avec les autres », poursuit-elle. Et de conclure : « L'âge, le statut, n'ont plus d'importance. L'essentiel est d'agir ensemble pour plus de justice, d'égalité ».

◆ Florence Kohtz, chargée de développement CERCOOP F-C

Site des Tandems Solidaires : <http://www.cercoop.org/-TANDEMS-SOLIDAIRES>



LIRE AUSSI PAGES 84 & 106 >>>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# LES CHANTIERS-ÉCHANGES FRANCO-MAROCAINS FAVORISENT UNE CITOYENNETÉ ACTIVE MÉDITERRANÉENNE

Migrations & Développement organise des chantiers-échanges qui favorisent les rencontres interculturelles franco-marocaines et la construction d'une citoyenneté solidaire et active chez les jeunes des deux continents.



— Ecole Tinfat : fin de chantier d'aménagement de l'école de Tinfat, chantier-échange franco-marocain « projet Citoyens avant tout », avril 2015 © Migrations & Développement

Dès son origine il y a 30 ans, l'association franco-marocaine Migrations & Développement (M&D) a réalisé des projets d'électrification, de petite construction ou d'aménagement paysager en milieu rural au Maroc à travers des chantiers-échanges qui suscitent des rencontres et des liens de solidarité de part et d'autre de la Méditerranée.

Ces chantiers répondent à la fois aux besoins exprimés par les populations villageoises et aux objectifs pédagogiques des encadrants des jeunes mobilisés sur ces séjours. Différents types de structures font appel à M&D car elles voient dans ces séjours l'occasion de transmettre des valeurs de tolérance et de respect des différentes cultures ou encore de valoriser des compétences et savoir-faire. Il peut s'agir de groupes de jeunes aux origines variées

qui fréquentent les centres sociaux des quartiers populaires de Marseille, d'associations de solidarité internationale accompagnant des jeunes atteints d'handicap mental dans la rencontre interculturelle, ou encore d'établissements scolaires qui développent des projets thématiques à l'international, comme le commerce équitable ou l'agriculture.

Le chantier-échange se trouve à mi-chemin entre un chantier international, qui rassemble sur un même projet des bénévoles venant de différents pays, et d'un chantier école qui vise à faciliter l'accès ou le retour à l'emploi à travers une mise en situation concrète de travail. L'expérience vécue sur le terrain apporte davantage des savoir-être et des savoir-faire que des compétences techniques en matière de construction. L'objectif est de faciliter la rencontre et

les échanges pour œuvrer ensemble sur un projet d'intérêt général commun. « Au départ, je pensais que c'était des vacances, mais en fait, pas du tout ! On a eu l'occasion de visiter les villes d'Agadir, de Tiznit et des villages mais on a surtout participé à l'aménagement d'un petit chemin, on est allés chercher les pierres, on a planté des arbres, participé au jardinage... C'est une aventure de travailler bénévolement et d'apporter son aide », raconte François.

Dans l'une des dernières expériences en date, le chantier-échange Fil Rouge au Maroc élaboré en partenariat avec l'association Groupe d'Appui et de Solidarité et des jeunes issus de l'École de la deuxième chance, onze jeunes femmes et quatorze jeunes hommes répartis dans trois groupes se sont rendus dans trois villages qui avaient exprimé à M&D le souhait d'accueillir des jeunes. Une fois sur place, ils ont participé avec des villageois de leur génération à des projets de rénovation d'école ou de reboisement. Les jeunes venus de France ont aussi rencontré des familles marocaines et partagé des moments autour de la langue, du foot ou encore de la cuisine. Au retour, les liens entre voyageurs et villageois ont perduré, avec l'envie de retourner au Maroc ou d'accueillir les jeunes marocains en France.

**CROISER LES IDENTITÉS ET LES VALEURS**

Le voyage n'est pas une fin en soi,

mais un bon moyen de véhiculer des valeurs universelles, favorisant l'inclusion, le partage, la découverte interculturelle. « Avant de venir, je n'avais pas le même regard sur le Maroc, je pensais que c'était plus défavorisé. Sur le chantier, on a rénové deux classes, avec notre petite touche ! J'ai pu partager mon savoir-être et mon savoir-faire », se réjouit Guillaume, 17 ans.

M&D est particulièrement sensible aux enjeux liés aux origines, aux identités, aux questions relatives à la migration, dans le pays d'accueil et d'origine. En rendant explicite la multiplicité des appartenances et des identités des jeunes issus des migrations, en informant sur l'histoire des migrations, on peut apaiser les tensions individuelles et collectives vécues par ces jeunes qui cumulent difficultés sociales et identitaires. L'objectif est aussi d'amorcer un parcours vers la construction d'une citoyenneté active au travers d'une ouverture sur la solidarité internationale mais aussi sur la protection de l'environnement ou sur l'accès aux droits. « J'ai l'impression d'avoir gagné en maturité après cette expérience notamment vis-à-vis de ma réflexion sur notre consommation, notre rapport au monde », témoigne Mohammadi.

Autre exemple : le projet Citoyens avant tout, mené en partenariat avec les associations Romans International et Coala 26. Pendant quinze jours, huit jeunes en situation de handicap ont contribué au

réaménagement du jardin d'une école dans un village du Sud du Maroc. Ce jardin est un espace de rencontres entre les jeunes, les femmes, les enfants du village pour favoriser les activités périscolaires. Accompagnés de leurs encadrants et du groupe de jeunes du Maroc, Rémi, Tristan, Olivier, Clément, Anthony, Jessy, Jeff et Mattéo, ont découvert les langues arabe et amazigh, ainsi que les différents métiers artisanaux (poterie, ferronnerie...). « Ce qui m'intéressait dans ce voyage, c'était d'aider les autres, de changer d'environnement, visiter de beaux paysages », raconte un participant. « On a planté des arbres, on a aménagé un jardin près d'une école, on a participé à la peinture dans une autre école, on a fait la cuisine ». D'autres jeunes retiennent les liens de solidarité qui se sont créés ou encore la capacité à travailler avec des étrangers.

## COMMENT FAVORISER LA RÉCIPROCITÉ ?

Ces chantiers-échanges connaissent pourtant quelques limites, notamment en termes de réciprocité. Les jeunes du Maroc vivent ces séjours en sens unique et même si la rencontre est bien réelle et que l'expérience interculturelle reste enrichissante, la solidarité internationale ne fait écho que « du Nord vers le Sud ». Aussi, M&D en-

tend contribuer à un changement de regard sur les échanges, sur leurs impacts dans chaque territoire concerné et travaille à la mise en œuvre d'échanges réellement réciproques.

M&D est actuellement en train de développer le projet Jeunesses, Développement et Territoires<sup>1</sup> pour aller au-delà du simple séjour à l'étranger. En partenariat avec les associations Ancrages et Chouf-Chouf, l'objectif est d'accompagner au moins douze jeunes de 17 à 30 ans, de toutes origines culturelles, sociales, géographiques, résidant en France et au Maroc, à travers des ateliers d'ECSI, dans la construction progressive d'un projet solidaire entre les deux rives sur la thématique de l'engagement citoyen. Il s'agit d'un véritable laboratoire qui offre l'occasion d'échanger sur les différentes formes d'engagement et sur les enjeux du développement en partant d'expériences soutenues par M&D et ses structures partenaires, via le volontariat en service civique en France<sup>2</sup> et les Conseils de Jeunes au Maroc<sup>3</sup>. Une interface collaborative (avec vidéos, photos, articles) doit être mise en place afin de faciliter les échanges entre les participant(e)s des deux rives, avant des visites croisées réciproques au Maroc et en France. À la fin, un séminaire de restitution d'expériences sera ouvert à d'autres jeunes et d'autres formes d'engagement citoyen mettront en valeur le processus de solidarité locale et internationale, ainsi que les compétences acquises tout au long de ce projet par ces jeunes.

◆ Emilie Bonnassieux, responsable du pôle Solidarité Internationale chez Migrations & Développement

Site de Migrations & Développement : [www.migdev.org](http://www.migdev.org)

<sup>1</sup> Co-financé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre d'un appel à projets sur citoyenneté Méditerranéenne lancé en 2015

<sup>2</sup> Contrat qui consiste à s'engager volontairement sur un projet d'intérêt général, sans condition de diplômes

<sup>3</sup> Structures qui offrent un espace institutionnel au sein des conseils communaux pour favoriser la participation des jeunes dans la vie locale



— Rencontre avec les enfants de la commune rurale d'Arbaa Sahel, lors d'un chantier-échange « Fil Rouge Maroc » avec le Groupe d'Appui et de Solidarité en mai 2015 ©Migrations & Développement



— Chantier d'aménagement dans le village de Timilit, projet « Fil Rouge Maroc » - 3, avec Groupe d'Appui et de Solidarité, juin 2015 ©Migrations & Développement



— Réalisation d'une fresque murale à Taliouine, au local de l'association Mouvement pour l'Enfance, par le groupe de jeunes accompagnés par Romans International, avril 2015 ©Migrations & Développement

## 2♦ PERMETTRE L'EXPRESSION DE TOUS POUR FAIRE ÉMERGER UNE PAROLE COLLECTIVE DÉMOCRATIQUE

Chacun devrait pouvoir s'exprimer et prendre part aux choix de société. Si des textes de droit, internationaux et locaux, garantissent ce principe cher aux acteurs d'ECSI, dans les faits, la liberté d'expression est loin d'être universelle et la parole des personnes « en marge » ou des anonymes constituant le « grand public » peine à se faire entendre dans les politiques locales, nationales et internationales. Des actions d'ECSI vont donc à la rencontre de ces publics pour stimuler, déverrouiller, nourrir et recueillir leurs réflexions sur des sujets qui les concernent. Par ces démarches, les acteurs d'ECSI visent à favoriser la prise de conscience par chacun qu'il a un rôle à jouer dans l'élaboration d'une pensée collective et démocratique. Autre objectif : faire circuler ces réflexions horizontalement, au sein de la société civile et verticalement, en les portant jusqu'aux instances décisionnelles via des actions de plaidoyer.

## QUI A BESOIN D'UN PORTE-VOIX ?

Barrière de la langue, manque d'éducation politique, isolement, précarité, spectre médiatique, âge, éloignement des réseaux d'influence... De nombreuses raisons expliquent qu'une partie de la société se trouve écartée des débats publics et des cercles de pouvoir qui décident des orientations des choix de société. À travers leurs actions, les acteurs d'ECSI vont souvent à la rencontre de ces publics dits « **éloignés** » que l'on entend rarement dans le débat public, pour les interroger et recueillir leurs opinions sur des sujets globaux.

Ainsi, la parole des **enfants** est rarement considérée au même niveau que celle d'un adulte. « Citoyens en devenir », « trop petits », « en apprentissage » : on considère souvent qu'ils n'ont pas d'avis sur des enjeux qui les dépassent et qu'ils doivent encore apprendre avant de pouvoir prendre position. « Il y a une cinquantaine d'années, on disait la même chose des femmes en France », souligne Florine Pruchon, chargée de mission à Solidarité Laïque. Elle oppose à cette idée l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant, qui prévoit que les États « garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant ».

Les personnes issues de **migrations**, récentes ou plus anciennes, sont aussi considérées comme des publics prioritaires de ces actions d'ECSI. Qu'elles soient arrivées récemment ou depuis des années sur le territoire, qu'elles aient des titres de séjour en règle ou non, les personnes d'origine étrangère, en particulier des pays du Sud, sont généralement peu représentées dans le débat public. La montée des partis xénophobes en Europe a détérioré cette situation, selon de nombreux acteurs de terrain. Pourtant, l'expertise interculturelle de ces personnes, nourries par la société dans laquelle elles sont nées et celle où

elles vivent, pourrait contribuer à éclairer des problématiques de vivre ensemble. « Les membres du Forim ont très souvent un double regard, qui peut être source d'idées pour améliorer le vivre ensemble », souligne le secrétaire général du Forim, Thierno Camara. Et d'ajouter : « Encore faut-il trouver des ambassadeurs pour les porter ».

Force est de constater que la situation de grande **précarité** dans lesquelles se trouvent certaines personnes rend aussi difficile leur prise de parole dans les débats publics. Depuis 1972, le mouvement ATD Quart Monde organise des Universités Populaires, « lieux de dialogue et de formation réciproque entre des adultes qui vivent en grande pauvreté et d'autres citoyens qui s'engagent à leurs côtés. Tous viennent pour apprendre les uns des autres, en apportant leurs expériences et leurs savoirs propres », explique-t-on dans le mouvement. De même pour les familles précaires qui partent en vacances-insertion avec Solidarité Laïque, les ateliers proposés par l'association peuvent constituer un des rares espaces où parents et enfants sont appelés à s'exprimer sur des questions globales.

Et qu'en est-il de la parole qui cherche à se positionner explicitement sur le champ politique ? Nouhoume Bâ, un citoyen franco-sénégalais impliqué dans une association membre du Forim et qui réside à Paris, a pu constater que le principe d'éligibilité de tout citoyen, composante de la démocratie française, se heurte au niveau de richesse. En 2002, il a pris la constitution au mot en se présentant aux élections législatives avec ses seules économies personnelles, prouvant qu'un citoyen lambda ne peut pas, dans les faits, prétendre à un siège au parlement sans soutien financier conséquent. Un moyen de dénoncer le monopole du pouvoir par les élites.

Plus large encore est le cercle du « **grand public** », à qui on attribue

parfois des opinions sans vraiment savoir le définir. « Lassée d'entendre parler de ce 'tout', vaguement homogène, mais pourtant flou » la militante altermondialiste Lise Trégloze a ainsi décidé d'aller à sa rencontre. Dans le sillon du Forum de Dakar en 2011, elle a mené une expérience itinérante d'un an durant laquelle elle a demandé aux passants, des rues d'Ivry et de Dakar, en passant par Toulouse et le Sahara occidental, ce que leur inspirait la phrase « Un autre monde est possible ».

## DÉ- VÉROUILLER LA PAROLE

Il existe une large palette d'outils pour interpeller un public et favoriser l'expression citoyenne sur des sujets variés. Par exemple l'association Touzia Solidarité Île-de-France utilise un **jeu de rôles** pour faciliter l'expression de jeunes étrangers récemment arrivés en France sur leur rapport à l'environnement. « Il est plus facile de parler d'abord de son personnage, avant de faire le lien plus ou moins consciemment avec sa propre expérience. C'est une façon de libérer la parole et de favoriser les interactions entre les jeunes », explique Alexia Bento, chargée de mission jeunesse de l'association. À Lyon, les associations La Boîte à lumières et Artisans du Monde initient des jeunes primo-arrivants au commerce équitable, notamment via des reportages vidéo sur des producteurs. Puis elles leur demandent de **peindre** le portrait d'un producteur, qui sert ensuite à interpeller et à expliquer le commerce équitable dans les rues de la ville. « Il s'agit de leur permettre

de s'exprimer, de parler et de faire parler aisément d'un sujet de société », explique Delphine, salariée d'Artisans du Monde Vieux Lyon. De son côté, Solidarité Laïque a créé des **livrets d'activités**, composés d'informations sur le réchauffement climatique avec une page d'expression libre où les enfants peuvent écrire leur réflexion après avoir participé à des animations. Pour faciliter la prise de parole de personnes en situation de précarité et préparer les thématiques des universités populaires d'ATD, les participants sont invités à préparer des **saynètes**, qu'ils jouent en public.

Lise Trégloze a utilisé la technique du **porteur de parole** pour obtenir les réactions du « grand public » en France et à l'étranger sur l'altermondialisme : elle interpelle les passants en leur demandant de réagir à la phrase « Un autre monde est possible », et consigne leurs réactions par écrit, sur des bouts de tissus qui seront ensuite assemblés en banderole. Les membres du Forim ont quant à eux choisi d'organiser des **forums régionaux ouverts à tout public**, de toutes origines. En 2015, ce réseau d'organisations issues des migrations a organisé des Rencontres nationales de l'intégration et du co-développement (Renaicode) dans toute la France sur le thème du « vivre ensemble ».

Au sein du collectif Al@mbic<sup>1</sup>, le CCFD-Terre solidaire développe des outils **numériques** pour « libérer la parole et valoriser l'expertise citoyenne dans le partage, le témoignage et l'interaction » sur un sujet commun, notamment via les réseaux sociaux, explique Pascal Jeanne, chargé d'éducation au développement de l'association. Ce dernier teste notamment une version numérique d'un outil largement utilisé par les animateurs d'ECSI : le  **récit de vie**, qui permet à chacun de raconter une partie de son histoire pour créer du commun sur des questions d'éducation ou de citoyenneté. Il utilise ensuite

<sup>1</sup> Collectif qui rassemble associations de solidarité internationale, collectivités territoriales, agences de communication, chercheurs et ONG

## L'ÉDUCATION POPULAIRE : UNE ÉDUCATION MILITANTE ET TRANSFORMATRICE par Anne Kaboré Leroy, Éducasol

C'est en s'inspirant et en puisant dès les années 1960 dans le vivier de l'éducation populaire que les acteurs de l'éducation au développement ont explicité, renforcé et enrichi chemin faisant la dimension éducative et pédagogique de leurs actions. Le passage de la notion d'éducation au développement à celle d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale a renforcé cette filiation, faisant de la formation du citoyen et plus largement de la formation au politique l'enjeu commun à ces deux éducations qui souvent se confondent.

L'éducation populaire est un des points de ralliement des acteurs éducatifs visant le changement social, quels que soient les territoires et les secteurs dans lesquels ils s'investissent. Elle contribue « dans une perspective d'expérimentation et de confrontation des points de vue de chaque citoyen, à la modification des rapports sociaux en intervenant sur les représentations, les croyances et les opinions ». Elle vise à « mettre en œuvre des alternatives éducatives, sociales, culturelles et économiques et à produire autrement des actions d'intérêt collectif ici et maintenant ».

Pour Paolo Freire, pédagogue brésilien qui, à partir des années soixante fut un de ses principaux inspirateurs, la conscientisation est le préalable à toute action transformatrice. L'éducation n'est pas une technique, elle est liée à un projet politique et éthique. Selon lui, l'acte pédagogique doit partir de la réalité de l'éduqué – et le mener à une analyse et à un engagement personnel – ainsi qu'à la prise de conscience de soi, de sa propre situation objective, de sa culture... « Je ne peux penser pour les autres, ni par les autres ni sans les autres » dit-il. La pédagogie des opprimés, pédagogie de l'espoir, de l'autonomie et pédagogie de l'indignation sont les ressorts de cette éducation transformatrice. Dans cette perspective, la multiplication des collectifs de « sans » (sans papier, sans terre, sans logis...) sont l'expression d'une indignation face à la violence néo-libérale en particulier.

L'ECSI s'appuie aussi sur ces ressorts. Elle vise à développer la prise de conscience selon laquelle chacun, quel que soit son statut et son cadre de vie, peut être à la fois l'opprimé (manipulé de manière inconsciente par un système...) et l'oppressé (en contribuant sans en avoir toujours conscience à alimenter un système qui produit des injustices au niveau national et international). Cette prise de conscience en permet une autre : la capacité que chacun a de contribuer au changement, quelle que soit la complexité du système.

<sup>1</sup> Selon la charte de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) à laquelle renvoie la charte d'Éducasol

les hashtags<sup>2</sup> pour rassembler les paroles d'internautes autour d'une cause commune, où qu'ils se trouvent.

<sup>2</sup> Mots clés utilisés sur les réseaux sociaux pour agréger des informations similaires, signalés par le symbole #

## LA PARTICIPATION, MOTEUR DE LA CO-CONSTRUCTION

Éducation populaire et éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale sont des démarches éducatives qui, de ce fait, impliquent des processus d'influence et ne sont pas neutres. L'éducation populaire « est un militantisme qui trouve son énergie dans la confiance en l'intelligence individuelle et collective et son aptitude à résoudre les conflits inhérents à la vie en société ». L'éducation populaire comme l'ECSI visent à développer l'esprit critique et l'autonomisation des personnes.

La participation est un levier central. Elle implique l'interaction entre tous les acteurs concernés et les place dans une posture d'échange, d'auto-formation et de co-construction. Les animateurs facilitent l'expression et la prise de conscience individuelle ainsi que leur traduction dans une dimension collective. Les démarches participatives et interactives qu'ils utilisent pour impliquer leurs interlocuteurs sont très diverses.

Le Théâtre de l'Opprimé fondé par Augusto Boal et pratiqué dans plus de 70 pays dans le monde est par exemple une source riche d'inspiration. Son idée : rompre avec la passivité du spectateur, parallèle à celle du citoyen, mettre en cause la parole des experts et des avant-gardes par la création d'espaces où la parole de tous peut se faire entendre, et surtout celle des opprimés.

## LA SYSTÉMATISATION DES PRATIQUES COMME APPRENTISSAGE POLITIQUE

Autre apport déterminant de l'éducation populaire : la systématisation des expériences pour apprendre de façon critique, améliorer ses pratiques et partager les apprentissages. Pour Oscar Jara, éducateur populaire et sociologue président du réseau CEAAL<sup>2</sup> d'Amérique latine et des Caraïbes, l'enjeu est de développer des capacités pour pouvoir exercer de nouvelles relations de pouvoir qui « visent la constitution d'une culture démocratique qui traverse toutes les dimensions de la vie : le couple, la famille, le quartier, la communauté, la municipalité, le pays, le monde ».

C'est la même volonté qui anime par exemple le réseau d'éducation populaire de la Seine-Saint-Denis. Il correspond à la volonté du Conseil départemental de « se remettre en lien, au plus près des populations, dans une démarche de savoirs, sans hiérarchie entre ces savoirs et ces connaissances ; dans une démarche citoyenne, pour partager et construire ensemble et dans une démarche d'acquisition de ses pleins droits ».

## POUR UNE POLLINISATION DES DÉMARCHES D'ECSI ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Au même titre que l'ECSI « participe de l'éducation populaire et de son renouvellement » comme le précise Gustave Massiah<sup>3</sup>, membre du conseil international du Forum social mondial, l'éducation populaire permet de porter l'international dans le débat public et l'espace public et d'élargir le regard des acteurs de l'ECSI au-delà des ONG vers les mouvements sociaux. L'interaction entre ECSI et éducation populaire est un chantier qui mérite d'être renforcé. Elle permet de renouveler le rapport à l'opinion publique ainsi que les formes de l'action politique et de l'éducation au politique. Elle est un vecteur indispensable d'« intelligences citoyennes »<sup>4</sup> dans un monde fracturé.

<sup>2</sup> Consejo de Educación de Adultos de América Latina

<sup>3</sup> Dans un article intitulé « Éducation populaire et solidarité internationale » publié dans Politis en juillet 2006 alors qu'il présidait le Crid

<sup>4</sup> Voir Majo Hansotte « Les intelligences citoyennes », aux éditions De Boeck.

# DÉVELOPPER LE SENTIMENT D'APPARTENANCE À UN GROUPE

En interpellant un public et en décroissant la parole, ces actions permettent de (re)donner confiance et de penser à l'échelle d'un collectif. En s'exprimant, le locuteur assume une position dans la société, qui lui reconnaît une existence. C'est aussi l'occasion pour lui de trouver des affinités avec d'autres individus ou de se confronter à des avis différents.

« Que l'on soit chômeurs, lycéens ou énarques, nous avons tous des expériences à partager, et elles peuvent toutes venir alimenter une **histoire commune** », souligne Pascal Jeanne, au sujet des récits de vie numériques. Il cite comme modèle sur le phénomène « 99% » qui a accompagné le mouvement « Occupy Wall Street » : en 2012, des citoyens en dehors du cercle restreint de l'élite politique ou économique, le fameux « 1% » de la population, ont raconté en quoi ils étaient victimes d'inégalités économiques, ajoutaient un hashtag, et voyaient leur histoire s'afficher aux côtés de récits similaires. « Dans ce cas précis, le numérique a joué un rôle central pour incarner le sentiment d'appartenance à un même groupe entre des personnes aux profils très différents, qui ont parfois des difficultés à rentrer en interaction avec le reste de la société. » La publication sur les réseaux sociaux permet de donner de l'ampleur à des récits isolés en les agrégeant. Le dispositif « libère la parole », prend en considération l'expérience de chacune et chacun, valorise l'expertise citoyenne mais permet aussi une communication horizontale au sein d'un groupe », ajoute-t-il.

Par ailleurs, les ateliers de Touzia Solidarités ou de Solidarité Laïque, en suscitant le débat autour de problématiques qui peuvent sembler hors de portée parce que trop techniques ou trop complexes, comme le réchauffement climatique, visent notamment à faire réaliser aux participants qu'ils font eux aussi partie d'une société dans laquelle ils ont leur mot à dire. En proposant à des primo-arrivants de se faire les porte-parole de problématiques des petits producteurs, Artisans du Monde et La Boîte à lumières leur donnent l'occasion de jouer un **rôle actif** au sein de la société qu'ils ont rejoint. « On nous a donné une mission et on l'a ac-

complie ensemble. Les gens nous ont dit qu'on a fait du bon boulot », témoigne Hekuran, un participant de 18 ans originaire du Kosovo.

Ces ateliers sont basés sur l'échange et développent autant les capacités d'expression que **d'écoute**.



# CONSTRUIRE UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE ET LA PORTER

« Favoriser la parole oui, mais pas de blabla ! » dit Chantal, l'animatrice des Universités populaires d'ATD d'Île-de-France, où « chacun peut s'entraîner à exprimer une opinion ou une pensée, en les confrontant à celles d'autres personnes. De ce croisement des savoirs entre les participants peut naître une **pensée neuve, riche des diversités** de ceux qui la créent, indispensable à l'élaboration d'un projet de société vraiment démocratique », selon l'association. En ce sens, les comptes rendus réalisés à l'issue de ces rencontres sont particulièrement importants, parce qu'ils permettent de faire aboutir cette parole collective.

Le Crid' a mis en place un outil qui vise précisément à produire « **un message collectif à forte légitimité démocratique** ». Le « débat citoyen » réunit un groupe composé d'acteurs très variés qui, à travers quatre temps de réflexion, vont développer ensemble une réflexion commune sur une question précise, qu'ils peuvent reformuler ensemble au début de la démarche.

<sup>1</sup> Centre de recherche et d'information pour le développement

Libérer la parole s'inscrit dans une démarche d'**empowerment**<sup>2</sup> ou d'émancipation des citoyens, qui sont incités à prendre une place active et **autonome** dans la société. Ces démarches d'ECSI, en organisant un débat construit démocratiquement avec une pluralité d'acteurs, contribuent à développer une intelligence collective utile à l'appropriation d'enjeux globaux par la société civile et pour la société civile.

Parallèlement, des acteurs d'ECSI se font le relais des citoyens « éloignés » auprès des pouvoirs établis. Sur un cahier d'activité, une banderole ou un écran, ils documentent ces prises de paroles. « Un de nos rôles est de faire en sorte que cette parole soit vraiment entendue via des **plaidoyers**

<sup>2</sup> L'empowerment est un « processus d'acquisition « de pouvoir » au niveau individuel et collectif. Il désigne chez une personne ou une communauté, d'abord la capacité d'agir de façon autonome, mais également les moyens nécessaires ainsi que le processus pour atteindre cette capacité d'agir, de prise de décision dans ses choix de vie et de société ». Voir le référentiel pour les formatrices et les formateurs en genre et développement édité par Le Monde selon les femmes / CIEF genre / Genre en action / Adéquations / Aster-International.

destinés aux décideurs », explique Florine Pruchon. À l'occasion de la COP21 fin 2015, l'association Solidarité Laïque a ainsi rassemblé l'ensemble des revendications émanant d'enfants au sujet du climat, et les a remis en mains propres à Laurence Rossignol, alors secrétaire d'État à la Famille. Lise Trégoze a étendu sa banderole reprenant les témoignages de citoyens européens et africains sur « un autre monde » lors du Forum social mondial de Dakar pour que les opinions recueillies lors de son périple entre la France et le Sénégal circulent. En organisant une série de rencontres dans toute la France sur le thème du vivre ensemble, les membres du Forim ont quant à eux, collecté des réflexions pour nourrir une série de questions et de propositions pour les candidats à l'élection présidentielle de 2017. Chez ATD Quart monde, on indique que ce sont les Universités populaires qui ont inspiré la proposition d'amendement présentée par l'association pour que la précarité sociale soit reconnue comme le 21ème critère de discrimination dans la loi.

Des acteurs de terrain témoignent ici de diverses expériences qui visent à favoriser l'expression du plus grand nombre et à structurer un message collectif<sup>1</sup>.



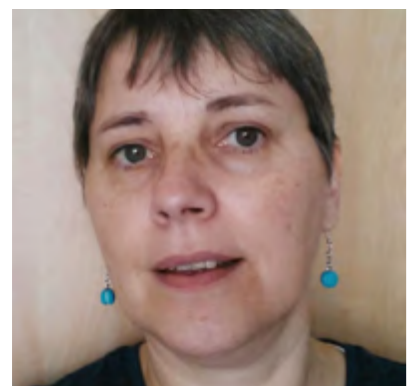
**Julie Hauber**

Impliquée pendant cinq ans au sein du réseau Artisans du Monde en tant que chargée de projet ECSI, puis au sein de l'association La Boîte à Lumières, il lui tenait à cœur de « permettre aux participants aux projets et animations de devenir à leur tour acteurs et de trouver le moyen de transmettre un peu de ce qu'ils avaient appris et de leurs réflexions ». L'utilisation de médias artistiques (théâtre, photographie, street art) comme outils de transmission lui a alors paru idéale.



**Anne Kaboré Leroy**

Responsable adjointe à la plateforme Éducasol, Anne est plus spécifiquement en charge de l'axe échange, mutualisation, formation. Juriste de formation, elle entre très tôt dans la mouvance associative, via la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples et le Tribunal permanent des peuples, puis à travers la problématique de la légitimité de la dette internationale et la question palestinienne. « La prise de conscience du rôle de l'éducation au développement, devenue depuis ECSI, s'est progressivement affirmée à mes yeux comme un puissant levier potentiel de changement ici et ailleurs ». Dans le cadre de cet ouvrage, elle s'est notamment rendue à une Université populaire d'ATD Quart Monde.



**Chantal Consolini**

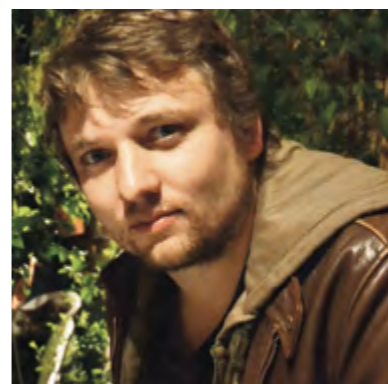
Volontaire-permanente du mouvement ATD Quart Monde depuis 20 ans, elle a travaillé dans des quartiers à Marseille et Lille en rejoignant les familles les plus défavorisées et en créant avec elle un développement local qui ne laisse personne de côté. Chantal est actuellement animatrice des Universités populaires Quart Monde en Île-de-France, « où la parole est donnée en priorité à ceux qu'on entend le moins dans les débats citoyens ». Selon elle, « nous créerons une société moins inégalitaire et plus humaine si nous permettons aux personnes en situation de pauvreté d'être des citoyens à part entière. Et pour cela, il y a des conditions... »

<sup>1</sup> La biographie des auteurs qui ont écrit dans plusieurs parties de l'ouvrage est présentée dans la première partie à laquelle ils ont contribué.



**Lise Trégloze**

À 35 ans, elle travaille depuis 2005 à la Fédération Artisans du Monde. Aujourd'hui responsable du secteur éducation au commerce équitable, elle est aussi très engagée dans le monde associatif, notamment à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) où elle vit depuis treize ans (AMAP, Forum Social Local, solidarité avec le peuple Sahraoui, capoeira angola...). En 2010, elle s'est échappée de sa « petite banlieue » pendant un an de congé sabbatique pour rallier le Forum Social d'Ivry au Forum Mondial de Dakar, en passant par Cotonou.



**Henri Lefebvre**

Henri Lefebvre coordonne le programme Une Seule Planète du Crid. Engagé dans des actions d'ECSI depuis 2009, il a travaillé avec des publics variés, au niveau régional au sein de RéCiDev, dans le réseau d'information et de documentation Ritimo, avec les ONG jeunes d'Étudiants & Développement et auprès des organisations de solidarité internationale du CRID. Rédacteur du guide pratique « C'ECSI le changement ?! », l'ECSI est pour lui une démarche d'éducation populaire qui doit créer des cadres pour que chacun puisse réinventer des manières d'être ensemble et consolider son pouvoir sur son environnement, sa capacité à transformer la société, seul et en commun, notamment à travers les débats citoyens.



**Pascal Jeanne**

Arrivé au CCFD-Terre Solidaire en 2009 en tant que chargé de mission ECSI, il consacre une partie importante de ses missions à l'innovation pédagogique, afin de trouver des portes d'entrées nouvelles invitant des citoyens et des citoyennes à s'engager pour la solidarité internationale. Le numérique est le dernier thème qu'il a cherché à approfondir avec le CCFD-Terre Solidaire et le collectif l'Al@mbik pour construire "l'ECSI à l'ère du numérique".

## « C'EST PAS PARCE QU'ON EST PETIT QU'ON PEUT PAS DONNER SON AVIS »

« Trop jeunes », « pas encore citoyens » : les enfants demeurent souvent à l'écart de débats sur des enjeux qui les impactent pourtant directement. Solidarité Laïque a donc développé des outils pour recueillir et transmettre leurs points de vue et opinions aux pouvoirs publics.

*Décryptage de Florine Pruchon, chargée de mission Droits de l'enfant de l'association.*



Les enfants remettent leurs revendications sur le climat, rassemblées par Solidarité Laïque, en mains propres à Laurence Rossignol, secrétaire d'État à la Famille, lors de la COP21 à Paris en décembre 2015 © Solidarité Laïque

« Les États parties prenantes garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant ». Cet article de la Convention internationale des droits de l'enfant (article 12), pourtant méconnu et peu appliqué en France, est un des leitmotivs de Solidarité Laïque. Libérer la parole des enfants et des jeunes est au cœur du concept même d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité (ECS) qui vise à « donner au futur citoyen les moyens de faire des choix en menant des raisonnements intégrant les questions complexes du développement durable qui lui permettront de prendre des décisions, d'agir de manière responsable, tant dans sa vie personnelle que dans la sphère publique.<sup>1</sup> ». Pour Solidarité Laïque, il est essentiel de chercher à libérer la parole des enfants

et de les encourager à exercer leurs droits civils et politiques car ils ne sont pas les citoyens de demain, mais bel et bien des citoyens à part entière à qui il faut laisser une place au sein de la société. Nos actions visent à sensibiliser tous les enfants et pas seulement une élite. Des ateliers ciblant plus directement des familles en situation de vulnérabilité sont organisés chaque année, notamment durant les séjours-vacances.

### COMPRENDRE LES PROBLÉMATIQUES D'ACCÈS À L'ÉDUCATION POUR AGIR

Pour notre association, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité consiste d'abord à sensibiliser les acteurs pour leur faire comprendre, puis susciter chez eux l'engagement et leur permettre de prendre des

décisions éclairées pour eux-mêmes et pour les autres. Nous avons donc développé des démarches de pédagogie coopérative qui mettent les enfants au centre et débouchent sur l'exercice concret de la citoyenneté en donnant la possibilité aux enfants et aux jeunes d'être acteurs de leurs droits, de participer et de s'engager dans des projets et actions concrètes. Parce que l'on pense qu'en parler aux enfants, c'est bien, mais écouter ce qu'ils ont à dire sur le sujet, c'est mieux.

L'opération « La Rentrée Solidaire » menée depuis 16 ans correspond pleinement à cette démarche. Relayée par plus de 800 structures éducatives, elle vise à sensibiliser les enfants et les jeunes aux problématiques du droit à l'éducation dans le monde, avant de leur proposer de participer à une collecte de fournitures scolaires pour aider leurs camarades là-bas à aller à l'école. On est bien là dans la logique de comprendre pour agir.

### DROIT, CLIMAT, DISCRIMINATION : DE LA BOUCHE DES ENFANTS AUX OREILLES DES DÉCIDEURS

Pour porter la parole des enfants au plus haut niveau, nous les avons encouragés en 2014 à s'exprimer sur la perception de leurs droits au quotidien. Nous avons ensuite intégré leurs réflexions dans un rapport rédigé par le collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant, qui a été remis au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, dans le cadre du contrôle d'application périodique de la Convention des droits de l'enfant.

En 2015, à l'approche de la conférence internationale sur le climat de Paris (COP21), Solidarité Laïque et ses membres ont publié un outil pédagogique « Agir pour le climat, c'est respecter mes droits ! ». À l'intérieur : un livret d'activités pour les enfants et un dossier pédagogique pour les éducateurs qui permettent de mettre en résonance les droits de l'enfant avec ce sujet d'actualité. Population parmi les plus vulnérables, les enfants sont ceux qui hériteront du monde de demain, dont les grandes lignes en matière de développement durable ont été définies lors de la COP 21 en décembre 2015 avec la signature de l'accord de Paris.

Dans le livret d'activités, nous avons intégré une page d'expression libre où nous avons encouragé les enfants à s'exprimer et à nous renvoyer leurs productions. Cet outil, diffusé à plus de 1500 exemplaires dans les écoles, les centres de loisirs, les centres sociaux, les conseils d'enfants et de jeunes nous a permis de collecter environ 500 propositions pour un monde plus respectueux de l'environnement et de leurs droits. « J'aimerais que vous, les décideurs, vous aidiez notre nouvelle génération à ralentir le réchauffement climatique. Nous faisons déjà plein de gestes au quotidien comme trier, éteindre la lumière, économiser l'eau. Mais sans vous, tous ces efforts ne donneront pas grand-chose. On a besoin de lutter tous ensemble. Alors, écoutez-nous et agissez avec et pour nous. », exhorte Mathis, 10 ans. « Cher M. Hollande, je voudrais qu'il y ait plus d'éoliennes et moins de centrales. Et

qu'il y ait plus de voitures électriques. Merci », écrit Céleste, 10 ans. Pour Grégory, 17 ans, « il faudrait une terre nouvelle qui ne mourra jamais » et « améliorer les véhicules de type automobile, avion, moto (...) car à cause de la pollution des personnes sont malades. ». Tijuán, 8 ans, propose de planter davantage d'arbres. « Ça fait flipper l'histoire avec la pollution et les espèces en voie d'extinction. J'espère que la ville va aller mieux sans problème », s'inquiète Emma, 9 ans.

D'autres jeunes ont composé un slam collectif : « Nous aussi, on veut sauver notre planète pour préserver notre bien-être. Si je m'étais bougé en 2015, j'aurais exprimé ma voix et fait voter des lois. Pour moins de pollution qui cause tant de disparitions, messieurs les Présidents », revendiquent Océane, Djeloul, Yan, Raphaëlle et Justine de Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire).

Ils ont eux-mêmes remis ces revendications et ces propositions de manière officielle durant la COP 21 à Laurence Rossignol, alors secrétaire d'État à la Famille et un manifeste a été adressé aux pouvoirs publics. « Ce ne sont pas que des paroles ! Nous, on agit déjà dans notre quotidien : dans mon collège, les sacs-poubelles sont recyclables et les produits d'entretien moins toxiques », se défend Hamda, originaire du Territoire de Belfort. « Tout le temps, eux appliquent des règles et nous on doit les respecter, et pourquoi nous, ils nous écoutent pas ? », dit Joséphine, 10 ans.

Les pouvoirs publics se sont montrés assez réceptifs. Laurence Rossignol a répondu « Bravo à Solidarité Laïque et aux enfants engagés pour la planète et le climat ! ». Les ministres de l'Éducation nationale, Najat Vallaud Belkacem, et de l'Écologie, Ségolène Royal, ont également envoyé leurs « félicitations ». Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères et du Développement international a été sensible aux dessins et aux mots employés par les enfants pour exprimer leurs inquiétudes et proposer des solutions en matière de protection de l'environnement. Le ministre de la Jeunesse, Patrick Kanner, a quant à lui affirmé avoir « pris connaissance de cette compilation, particulièrement représentative de la diversité des profils des enfants et de leurs situations territoriales et socia-

les, avec grande attention ».

Solidarité Laïque souhaite continuer à porter la parole jeune auprès des décideurs, notamment à travers son action de plaider, pour qu'ils intègrent aussi ces propos dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Le thème 2016 a porté sur l'articulation entre droits de l'enfant et la lutte contre toute forme de discrimination. En juillet, les enfants ont été amenés à réfléchir sur ces enjeux sur la base d'un jeu type « Trivial Pursuit » et d'un livret d'activités. Ensuite, un volet expression libre leur a permis de raconter leur propre expérience : ont-ils été victimes de discrimination ou connaissent-ils quelqu'un qui l'a été ? Si oui, quelles sont leurs propositions pour que cette situation ne se reproduise pas ? L'ensemble de ces éléments sera rassemblé au sein d'un manifeste des enfants qui sera remis début 2017 aux pouvoirs publics et diffusé à l'occasion des campagnes présidentielles et législatives de 2017.

### FAIRE ÉVOLUER LA RELATION ADULTES-ENFANTS

L'ensemble de ces actions vise également à faire évoluer les mentalités, renforcer la cohésion au sein de la société notamment entre les adultes et les enfants, en démontrant par la preuve que la participation et l'expression des enfants et des jeunes sont essentielles pour nourrir le débat. « C'est pas parce qu'on est petit qu'on peut pas donner son avis ! », rappelle Anna du haut de ses 8 ans.

◆ Florine Pruchon, chargée de mission Droits de l'enfant à Solidarité Laïque

Manifeste des enfants sur le climat à l'occasion de la COP21 :

<http://www.solidarite-laique.org/informe/les-enfants-prennent-la-parole-a-la-cop21/>

« En avant vers la cité idéale ! », outils pédagogiques et ludiques sur les droits de l'enfant et la discrimination (8-14 ans) : <http://www.solidarite-laique.org/jemilite/en-avant-vers-la-cite-ideale/>



LIRE AUSSI  
PAGE 31 >>>  
« L'ECI VECTEUR DE COHÉSION FAMILIALE DANS LE CADRE DE SÉJOURS-VACANCES »

<sup>1</sup> Source : Bulletin officiel de l'Éducation Nationale, Circulaire n°2011-186 du 24.10.2011



> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# DE JEUNES PRIMO-ARRIVANTS RACONTENT L'HISTOIRE DE PRODUCTEURS DU COMMERCE ÉQUITABLE EN PEINTURE

À Lyon, les associations La Boîte à lumières et Artisans du Monde Vieux Lyon mêlent art visuel et éducation au commerce équitable pour faire de jeunes primo-arrivants des ambassadeurs d'un partenariat commercial respectueux des producteurs du Sud, participant ainsi à leur intégration dans la société française.

« Si loin, si proches ». Voici ce qu'affichent les panneaux que l'on peut apercevoir place Ambroise-Courtois, à Lyon, en ce samedi après-midi, le 23 mai 2015. Au centre de la place, sous et en bordure du kiosque, une vingtaine de personnes, jeunes et adultes. Tous s'agitent autour de portraits qui prennent forme sur de grands draps blancs au rythme de l'agitation des bombes de peinture de couleur noire, beige, rouge et jaune. À mesure que l'après-midi défile, les portraits sont accrochés, bien visibles, au centre de la place. Çà et là, des passants captent un de ces regards, s'approchent et entament la conversation avec l'auteur du portrait. Stéphane, Hekuran, Percyl et Issa nous disent que ces visages-là ont des noms.

Saturnin, Maruja, Eulogia, Santiago : tous sont agriculteurs et engagés dans ce que l'on appelle le commerce équitable, un partenariat commercial visant à garantir des débouchés stables, une rémunération et des conditions de travail décentes aux producteurs des pays du Sud. Avant de reproduire leur portrait, Stéphane, Hekuran, Percyl et Issa ont appris à les connaître, à s'intéresser à leur vie, leur travail, leurs convictions, leurs difficultés et leurs envies. Tout ce qui se passe aujourd'hui est l'aboutissement d'un projet de plusieurs mois, à l'initiative de Carole Koulinte, leur professeur encadrant.

Carole Koulinte travaille depuis cinq ans à la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) du lycée Jacques de Flesselles, dans le quartier lyonnais de la Croix Rousse. En tant que coordonnatrice, elle prend en charge pendant un an, des élèves en décrochage scolaire à l'issue de la classe de troisième mais aussi des jeunes primo-arrivants francophones. Outre le renforcement du niveau de langue, Carole s'attelle à déceler les compétences de ces jeunes en vue de les orienter vers une formation adaptée.

## « S'EXPRIMER ET FAIRE PARLER AISÉMENT D'UN SUJET DE SOCIÉTÉ : LA CONSOMMATION »

En 2014, l'association Artisans du Monde Vieux Lyon et La Boîte à lumières sont venues toquer à sa porte avec un projet mêlant commerce équitable, photographie et art de rue. Pour Carole, c'était l'occasion de « prouver aux jeunes qu'ils sont capables de mener un projet de A à Z » et de leur « offrir une ouverture sur l'international en les amenant à la découverte d'un autre continent, d'une autre culture ». Elle y voyait aussi une opportunité de « renforcer la cohésion » entre les élèves primo-arrivants et les décrocheurs.

Ainsi, de février à mai 2015, des ateliers participatifs autour du commerce équitable, des découvertes de portraits de producteurs et des ateliers artistiques se sont succédés. Au cours des séances, les outils ont été adaptés au niveau de compréhension du français des élèves. Delphine, salariée d'Artisans du Monde Vieux Lyon explique : « Nous avons la volonté de donner à ces jeunes la capacité d'agir concrètement, au travers d'une pratique artistique que chacun, quels que soient ses talents, peut s'approprier. Il s'agit aussi de leur permettre de s'exprimer et faire parler aisément d'un sujet de société : la consommation comme une alternative citoyenne. »



Ekuran en train de mettre en place le pochoir du visage de Santiago, producteur de miel au Guatemala



Stéphane peint le portrait de Saturnin

## PORTE-PAROLE DES PRODUCTEURS

Nous sommes maintenant en juin 2015, le CDI du Lycée Flesselles s'anime. Un mois après avoir suscité le regard et interrogé les passants de la place Ambroise-Courtois, les portraits scrutent le personnel du lycée et les élèves qui passent par là. Stéphane ne quitte pas le visage de Saturnin, producteur de cacao équitable en Bolivie : « Saturnin est âgé et malgré cela, il continue à travailler et à se battre. C'est lui que j'ai choisi de représenter parce que j'admire ce genre de personne ». À ceux qui le questionnent, il parle aussi de la technique utilisée pour réaliser ce portrait et dresse, dans les grandes lignes, la biographie de Saturnin, tout en citant les grands principes du commerce équitable. Face au personnel du lycée, aux élus, aux professeurs d'autres établissements, aux élèves d'autres classes venus à l'occasion du vernissage, Stéphane affiche la même aisance et le même enthousiasme. Hekuran et Issa sont plus réservés mais restent disponibles pour donner des explications.

À l'heure du bilan, Carole souligne que cette première expérience présente quelques lacunes mais a aussi eu des effets qui n'avaient pas été anticipés. C'est sans nul doute que « les liens se sont ren-

forcés au sein du groupe d'élèves » et que cela a permis à plusieurs d'entre eux de « trouver leur place, de s'épanouir et d'avoir confiance en eux ». Mais « il n'est pas possible de dire que cela a contribué à renforcer le lien social entre les élèves de la MLDS et les élèves des autres classes du lycée parce que nous n'avions pas prévu de temps de présentation ou de rencontre. En revanche, cela a permis de renforcer le lien social et professionnel entre les coordonnatrices de la MLDS et les autres professeurs du lycée. Notre travail est apparu utile

et il est valorisé par la direction. Des échanges se sont créés avec d'autres professeurs et intervenants extérieurs, ce qui va influencer sur la prochaine édition du projet. »

Quant aux élèves avec lesquels nous avons pu échanger un an plus tard, certains se sont attachés aux hommes et femmes dont ils ont recréé le portrait, quand d'autres en gardent des souvenirs plus vagues. Pour ces derniers, ce qui reste est avant tout de l'ordre de l'expérience. Stéphane, qui s'est prêté au jeu de l'interview, explique : « Ça m'a permis de découvrir une autre partie de moi. Je me suis rendu compte que j'aimais partager l'histoire de gens qui, comme Saturnin, se battent au quotidien pour avoir une vie décente ».

Pour Hekuran, 18 ans, originaire du Kosovo, ce projet a accompagné son arrivée et son intégration en France : « Ma famille a dû quitter le pays en 2012 et tout comme mes camarades de classe, j'étais nouveau en France. Ce projet, c'était une manière de nous encourager, je pense. On nous a donné une mission et on l'a accomplie ensemble. Les gens qui passaient sur la place et les professeurs nous ont dit qu'on a fait du bon boulot ».

Julie Hauber, La Boîte à lumières

Portraits sonores de producteurs : <http://portraitssonores.org/lesoutils>



Stéphane explique le projet à l'assemblée dans le cadre du vernissage au lycée Flesselles (Lyon)

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# UNIVERSITÉS POPULAIRES D'ATD QUART MONDE : « LEVER LA TÊTE » ET « S'ARMER INTELLECTUELLEMENT »

Depuis 1972, l'association ATD Quart Monde, à travers ses Universités populaires (UP), donne la parole à ceux qui en sont privés parce qu'ils sont en situation de grande précarité. Pour mieux comprendre comment cet espace est un catalyseur de lien social, Anne Kaboré Leroy, de l'association Éducasol a assisté à l'UP du 18 juin 2016 à Montreuil-sous-bois (Seine-Saint-Denis), consacrée au thème : « Ça sert à quoi l'université populaire ? »

Il est 9h30 ce samedi. Nous sommes dans la grande salle de réunion dédiée aux universités populaires (UP), dans les locaux clairs et spacieux d'ATD Quart Monde à Montreuil. Une centaine de participants discute en groupes autour d'un café d'accueil. Certains arborent de larges sourires, d'autres ont l'air préoccupé ou intimidé.

Chantal Consolini, qui anime les UP en Île-de-France, démarre la matinée en rappelant les objectifs du jour : évaluer l'UP, c'est-à-dire « partager ensemble ce que nous avons fait, ce que nous avons aimé ou pas aimé, ce que nous avons découvert », mais aussi « réfléchir en quoi l'université populaire nous a fait changer personnellement, nous a fait progresser dans nos vies », en vue de préparer les prochaines universités.

Le programme est bien rodé, mené tout en douceur mais sur un rythme soutenu par l'animatrice. Chacun s'assoit et c'est le temps de présentation des nouveaux venus, puis celui des nouvelles à partager. Une personne se réjouit d'avoir récupéré la garde de ses enfants, quelqu'un d'autre d'être à nouveau grand-père, un autre tonton, un participant raconte avec émotion et fierté sa rencontre avec le pape lors d'un voyage à Rome, des habitués qui vont quitter l'Île-de-France regrettent de ne plus pouvoir participer aux prochaines rencontres... Les absents qui ont

contribué à la préparation de cette université sont eux aussi présentés et excusés. Ainsi, petit à petit, en parlant du quotidien, les langues se délient.

## « À L'UP ON EST DÉGAGÉS, ON RESPIRE »

Pour beaucoup de participants, l'UP est d'abord une grande respiration dans le quotidien. Plus encore, l'UP permet de se mettre debout et d'être écouté. « On est invité et attendu, si on ne vient pas, on nous rappelle », raconte l'un d'entre eux. « Tout le monde est libre de dire ce qu'il veut. Même si on n'est pas d'accord, on n'est pas jugé, on est respecté », témoigne un autre participant. « Je suis devenu aristocrate : je sens que je peux aller vers les autres, je sais qui je suis, je suis à la hauteur des autres, je suis sortie de l'humiliation. Si je t'écoutes, tu m'écoutes aussi », dit encore un autre.

Cette rencontre permet de changer le regard que l'on a sur soi et sur les autres. De se changer soi-même et de changer les autres. Les témoignages s'enchaînent. « J'étais trop timide avant », dit une dame après avoir hésité à prendre la parole. « Quand mon patron me disait quelque chose, je baissais la tête. ATD me donne de l'espoir, des idées. Maintenant je parle à mon patron ». Un autre participant

poursuit : « Ne rien dire, c'est légaliser une forme de haine. C'est bien de dire ce qu'on pense, ça change les mentalités, ça permet aux autres de se remettre en question. » Un homme fanfaronne : « J'avais une grande bouche avant, ATD m'en a donné une plus grande encore ! »

Changement de rythme et mouvement dans l'espace : Chantal invite les participants à symboliser les UP par un geste. L'un ouvre grand les bras, un autre se lève, son voisin lève la tête et se grandit. Un poing se lève, un autre dessine le « V » de victoire, un dernier met la main sur le cœur. La diversité culturelle s'exprime aussi : pour signifier la dignité, une femme bosniaque touche sa joue avec sa main, alors qu'un homme d'origine algérienne met le doigt sur le bout de son nez.

## « PLUS FORT INTELLECTUELLEMENT »

Au-delà de vaincre la timidité, de faciliter l'expression, l'UP permet d'être en capacité d'argumenter, de « devenir plus fort intellectuellement », comme l'analyse un participant. Pour structurer la réflexion sans la diriger, des animations ont été préparées avec les participants avant l'UP et donnent lieu à des saynètes jouées devant une assemblée à l'écoute, oscillant entre rire et émotion.

Les démarches d'éducation populaires sont ici pleinement au service d'une citoyenneté en formation : pour les acteurs d'une part, lors de la préparation de cette petite scène comique et au moment de la jouer ou d'en expliquer des éléments ; et pour les participants lorsqu'ils réagissent aux saynètes. Le groupe des jeunes a préparé une représentation théâtrale qui reprend tous les thèmes abordés lors des UP cette année : les passions, le réchauffement climatique, les migrants ou encore le logement. C'est ensuite au groupe des alliés de présenter une saynète à partir d'une situation vécue. Les alliés sont des citoyens qui n'ont pas connu la pauvreté mais qui sont engagés dans la lutte contre la misère, et qui participent à ce titre aux UP. La saynète représente ici une alliée, cliente d'une pharmacie, qui est témoin de la discrimination d'une femme pauvre. Avant l'UP, elle n'aurait rien dit. Avoir participé à l'UP lui donne la force de réagir et de ne pas laisser faire.

Enfin, le groupe de Paris élargi a mis en scène un jeu de rôle dont l'objectif est de solliciter des personnes rencontrées dans un marché pour les inciter à participer à une université populaire d'ATD. Les acteurs sont amenés à exprimer ce que leur apporte leur participation à une UP. Les argumentaires se construisent ainsi, au fil de la préparation de ces petites scènes, des réactions spontanées qu'elles provoquent dans la salle et du partage, dans un climat de confiance, de vécus souvent silencieux et humiliaires. Le passage de l'individuel

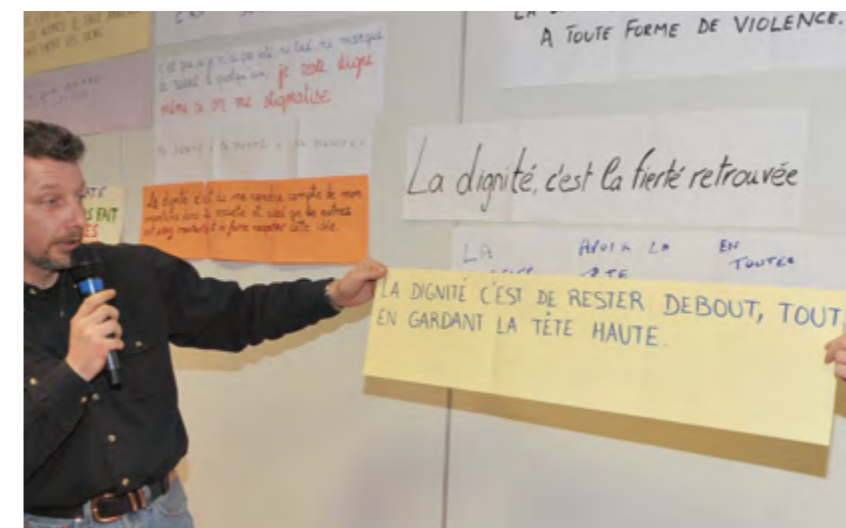
au collectif se dessine, en douceur, dans l'émotion et avec force.

## FAIRE ÉMERGER DES PROPOSITIONS QUI SE TRANSFORMENT EN LOI...

L'animatrice annonce une nouvelle importante : « On a gagné la loi ! », se réjouit Chantal Consolini, celle qui a été votée « presque à l'unanimité » par l'Assemblée nationale et qui ajoute un 21ème critère de discrimination dans le code pénal. Ce critère reconnaît une « particulière vulnérabilité résultant de la situation économique et sociale apparente ou connue ». C'est un combat important car l'amendement proposé par ATD a été largement inspiré par les UP. Toute la salle se réjouit de la nouvelle, notamment parce que cette reconnaissance a une vertu éducative essentielle aux yeux des participants. « Les enfants n'auront plus le droit de se moquer des personnes pauvres à partir de maintenant, dit un participant. On pourra les éduquer dans ce sens ! ».

Une autre UP, celle consacrée au logement en mai 2016, est à l'origine de l'avis formulé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dans lequel l'accès au logement est qualifié de « combat ».

Loi du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale



Ateliers ATD@ATD Quart Monde

## ... OU EN MOT DANS LE DICTIONNAIRE

Mais pour l'association, le combat continue. Et cela passe notamment par la sémantique : comment pourrait-on appeler le racisme anti-pauvre ? ATD a fait appel à un linguiste pour proposer sur cette notion un mot qui ait du sens dans la langue française. L'ensemble des mots proposés est affiché sur un tableau : « miserophobie, pauprisme, pauperphobie, ptoophobie... ». Chacun est invité à voter, soit directement sur le tableau, soit plus tard, par internet, par courrier ou via le journal d'ATD Quart Monde. Après cette consultation à laquelle plus de 1000 personnes ont participé, c'est le néologisme « pauprophobie » qui l'a emporté. Il a ensuite fait l'objet d'une large campagne de communication à l'occasion de la journée mondiale de refus contre la misère, le 19 octobre 2016. L'association a alors mis au défi les journalistes, blogueurs, écrivains et chercheurs, pour qu'ils utilisent le mot dans leurs écrits : selon l'usage, après 30 000 occurrences, le néologisme pourra faire son entrée dans le dictionnaire.

C'est donc bien à l'éclosion de propositions relayées par un plaidoyer efficace porté au niveau national par ATD que contribuent ces universités. Mais Chantal rappelle qu'elles contribuent aussi à élargir le cercle des « défenseurs des pauvres » comme en ont témoigné des participants invités aux UP antérieures. « J'avais un savoir d'universitaire, ici j'ai trouvé un savoir d'expérience. Il a fallu que je redescende en moi pour trouver des informations... sans partir de ce que je savais déjà ». « Ça m'a permis de comprendre à quel point le système était fait pour discriminer et éliminer les pauvres ».

◆ Anne Kaboré Leroy, Éducasol

<https://www.atd-quartmonde.fr/un-nom-pour-dire-non-pauprophobie/>



LIRE AUSSI L'INTERVIEW PAGE SUIVANTE >>>

## « UN LIEU DE DIALOGUE ET DE FORMATION ENTRE CITOYENS DE TOUS MILIEUX SOCIAUX »

Suite à un travail collectif, ATD Quart Monde Île-de-France a finalisé en juin 2016 un texte présentant les bases de son Université populaire : c'est un « lieu pour bâtir une histoire ensemble basée sur la fierté, pour construire la pensée, faire grandir notre propre savoir et le savoir collectif ». Un « lieu de dialogue entre citoyens de tous milieux sociaux, un lieu de formation au militantisme, un espace de convivialité ». Chantal Consolini, animatrice de ces Universités populaires franciliennes, revient sur leur fonctionnement et leur impact.

Quel est le profil des participants ?



**Chantal Consolini** : La moitié des participants sont des personnes qui vivent ou ont vécu dans une situation de pauvreté. Ils préparent les rencontres dans des groupes locaux, ancrés dans des quartiers ou des villes de la région Île-de-France et ils viennent régulièrement. Certains préparent dans les groupes mais ne viennent pas en plénière. Toutefois leur parole est prise en compte. Nous invitons toujours de nouvelles personnes. Certains viennent quelques fois mais ne reviennent pas car la vie est trop dure, car être dans une grande assemblée est difficile.

L'autre moitié est composée de citoyens qui n'ont pas connu la pauvreté, ils sont engagés dans la lutte contre la misère. Ils préparent

les rencontres dans un groupe dits d'« alliés ».

Il y a aussi à chaque UP un ou deux invités experts qui viennent non pas faire une conférence mais écouter et réagir. Ce sont des chercheurs, des professionnels. On peut aussi organiser deux thématiques sur le même thème mais vu sous des angles différents, le profil des invités sera aussi différent. Par exemple sur le réchauffement climatique, nous avons eu une première université sur les causes et les conséquences avec comme invité le climatologue Jean Jouzel et une deuxième sur les solutions, avec Marianne Mamou, membre du Mouvement Colibris.

Comment faciliter la prise de parole ?

Le thème des UP est préparé par un petit comité qui élabore l'axe de travail, les objectifs et les questions de l'invitation. Dans ce comité, deux à trois personnes en situation de pauvreté sont garantes qu'on part bien de leur savoir et pas du savoir théorique ou académique. Les questions en lien avec la thématique sont ensuite envoyées à des petits groupes de préparation locaux.

Cette phase de la préparation est décisive, elle repose sur la constitution de petits groupes de pairs, composés d'une personne en si-

tuation de pauvreté et d'une autre ne vivant pas cette situation. Cette condition de l'échange entre pairs est décisive pour que chacun se sente à l'aise et en sécurité. On sait que les personnes du groupe ont vécu une expérience à peu près similaire, ça rassure chacun qu'il sera mieux compris. Un animateur assure le cadre et un secrétaire prend en note tout ce qui se dit. Puis on prépare collectivement ce qu'on dira en plénière pour faciliter le dialogue entre les groupes et avec l'invité.

Pendant la plénière, le cadre bienveillant permet à chacun de prendre la parole, à son rythme, sans obligation. Certains mettent deux ou trois ans avant d'oser. L'animatrice veille à ce que ceux qui le veulent puissent s'exprimer, sans jugement, sans être coupés. Elle veille aussi à ce qu'on comprenne bien ce qui est dit.

Différentes méthodes sont proposées pour permettre à chacun de trouver le support de réflexion et de retransmission qui lui conviennent. Ce peut être de réfléchir à partir d'un texte, d'une vidéo, ou de ce qu'on a vécu. Puis on bâtit collectivement ce qu'on retransmet dans la plénière : affiche, texte, saynète, théâtre-image...

De quelle manière les UP contribuent-elles selon vous au renforcement du lien social ici, mais

aussi entre ici et là-bas ?

Ce qu'on gagne à l'UP comme estime de soi et confiance en soi permet de se sentir bien dans un groupe, de pouvoir y trouver sa place, d'y apporter ses idées. Quand on le gagne à l'UP, on le gagne à l'extérieur, quand on va rencontrer l'enseignant de son fils, voir l'assistante sociale ou encore quand on veut dialoguer avec ses voisins. Cela donne la force de relever la tête et de défendre ses droits. Et progressivement, on défend aussi le droit des autres, on devient militant. On gagne en citoyenneté aussi parce qu'on devient acteurs de son quartier, de sa ville.

Par le choix des thématiques, on aborde des questions en lien avec la vie qui permettent notamment de mieux connaître ses droits (la santé, le logement, le handicap, la famille, la solitude de l'enfant...) et des questions en lien avec l'actualité qui permettent de se sentir du monde (le changement climatique, les migrants...).

On se sent aussi du monde parce qu'ATD est un mouvement international, ce qui nous permet d'être en relation avec des membres d'ATD Quart Monde qui vivent sur d'autres continents. Par exemple, nous avons fait une UP sur l'engagement et nous avons pu mieux comprendre l'engagement d'Herbert en Centrafrique ou de Khalifa au Sénégal. Leurs réalités sont bien différentes des nôtres, mais c'est la même force d'engagement ! On se

sent reliés. Reliés aussi avec ceux qui vivent sur le même continent mais dans d'autres pays. Les Universités populaires européennes favorisent cette prise de conscience. Les délégués de chaque pays européen se retrouvent tous les deux ans au sein même du Parlement européen, où un groupe de travail est consacré à la « grande pauvreté ». L'objectif est de réfléchir à des propositions pour bâtir et penser une Europe sans pauvreté ni exclusion<sup>1</sup>.

Deux exemples de thématiques abordées : la question du revenu minimum universel, sur laquelle il est essentiel de réfléchir avec les plus pauvres, ou encore celle des « personnes sans existence légale », c'est-à-dire sans papier, ou sans domicile, ou stigmatisées comme les gens du voyage qui ont des difficultés à se domicilier. Je connais une personne qui, sur sa carte d'identité, n'a pas d'adresse mais la mention « commune de rattachement », ce qui la coupe de certains droits. Les participants aux UP réalisent ainsi la réalité que vivent ces personnes parfois clandestines dans leur propre pays... pourtant européen.

À la fin de l'UP de juin dernier un des participants vous a posé cette question : « Qu'as-tu fait comme études pour être avec nous à animer cette rencontre ? ». Les propositions ont fusé dans la

<sup>1</sup> <http://www.atd-quartmonde.org/universite-populaire-quart-monde-europeenne-2016/>



Ateliers ATD@ATD Quart Monde

salle : éducatrice, assistante sociale, clown, prof, archéologue... Géologue, avez-vous répondu ! Comment en êtes-vous venue à animer les UP ?

J'ai découvert ATD Quart Monde quand j'étais au lycée. J'ai commencé à animer des bibliothèques de rue dans un quartier très pauvre. Je voyais des parents qui rêvaient de grandes choses pour leurs enfants, comme devenir avocat ou médecin, mais qui ne les envoyaient pas à l'école. Je ne comprenais pas. ATD Quart Monde m'a donné les clés pour comprendre la violence et l'humiliation de la misère qui empêche même d'envoyer ses enfants à l'école.

Je me suis formée à ATD Quart Monde, je suis devenue volontaire-permanente il y a 20 ans. J'ai appris au contact des personnes très pauvres, ce sont elles qui m'ont formée, elles m'ont appris à écouter, à m'assurer que je comprenais bien ce qu'elles me disaient, à faciliter l'expression. Elles m'ont appris à être exigeante dans l'animation. Un jour, j'étais à Marseille, je prenais les notes dans une réunion d'habitants. Alors que tous parlaient en même temps et que c'était le chaos, j'ai levé mon stylo : je ne pouvais plus noter. Un homme a demandé qu'on fasse silence : « Taisez-vous ! Elle ne peut plus noter. Pourtant c'est important ce qu'on dit ! » Là, je me suis rendue compte du pouvoir de la parole. Cela m'a donné envie d'être plus au cœur de cette parole et de ce savoir bâti à partir des très pauvres.

Je me suis aussi formée auprès d'autres animateurs à ATD Quart Monde, avec le croisement des savoirs et des pratiques, en utilisant des outils d'éducation populaire. Je n'invente rien, je l'adapte juste pour le cadre de l'UP où on part d'abord des personnes qu'on n'entend pas ailleurs. Je ne suis plus géologue, mais je cherche en chacun et en moi-même, ce qu'il y a de plus beau au plus profond de nous. C'est un peu de la géologie quand même !

♦ propos recueillis par Anne Kaboré Leroy, Éducalois

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# PORTE-PAROLE ITINÉRANT ENTRE PARIS ET DAKAR POUR RECUEILLIR L'OPINION DU « GRAND PUBLIC » SUR L'ALTERMONDIALISME

En chemin vers le Forum Social de 2011, engagée dans l'altermondialisme, Lise Trégloze a demandé aux personnes croisées au hasard de sa route entre Ivry et Dakar de réagir à la phrase « Un autre monde est possible ». Elle raconte comment, tout au long de son périple, elle a recueilli ces paroles du « grand public » sur des bouts de tissus, devenus banderole au fil des kilomètres.

Elle pèse 25 kg pour une centaine de mètres et ne tient plus dans mon placard. Elle sent encore l'eau de Cologne des Sahraouis, le gasoil du camion, la lavande du Sud de la France et elle a quelques grains de sable, voire des petites bêtes coincées dans les coutures. Ma Banderole parle une vingtaine de langues et elle est le témoin d'une aventure itinérante de neuf mois à la recherche de la parole du soi-disant « grand public ».

Dans le milieu associatif et de l'ECSI où je travaille depuis plus de 10 ans, j'entends souvent dire que le « grand public » n'est pas informé, qu'il faut donc le sensibiliser. Lassée d'entendre parler de ce « tout », vaguement homogène, mais pourtant flou, j'ai décidé d'expérimenter une rencontre directe avec lui, lors d'une année sabbatique entre 2010 et 2011. Militant dans ce qu'on appelle l'altermondialisme - cette belle idée qu'un autre monde est possible et qu'on peut tous le construire ensemble - j'ai décidé de partir en voyage à l'occasion du Forum Social Mondial (FSM) de Dakar pour collecter des paroles, ici et là,

<sup>1</sup> Le Forum social mondial est né en 2000 à Porto Alegre au Brésil, en réaction au Forum économique de Davos (Suisse). Il s'agit d'un événement mondial, qui rassemble tous les deux ans des dizaines de milliers d'altermondialistes du monde entier. La onzième édition s'est tenue à Dakar au Sénégal, du 6 au 11 février 2011.

autour de la question : « Un autre monde est possible. Qu'en pensez-vous ? »

## ÉTAPE I : LE FORUM SOCIAL LOCAL D'IVRY-SUR-SEINE, VAL-DE-MARNE, FRANCE

Tout a commencé par des bouts de tissus récupérés des ateliers municipaux de la ville d'Ivry-sur-Seine<sup>2</sup>. Nous sommes le 29 mai 2010, neuf mois avant le FSM de Dakar et l'« alter-parade » organisée par des participants du Forum Social d'Ivry<sup>3</sup> (FSI) bat son plein. Nous défilons dans les rues joyeusement pour partager nos idées altermondialistes.

Les amis, les voisins, les connaissances, les passants sont là. Ce sont eux mon « grand public » du jour. Je propose à chacun d'écrire sur mes tissus ce qu'il pense de cet « autre monde ». Je leur raconte mon projet d'emmener leur parole voyager d'Ivry à Dakar. En une après-midi, Victor Hugo, Gandhi, Dutronc et Bedos s'installent sur ce début de Banderole, parmi des proverbes chinois, africains et brésiliens.

<sup>2</sup> <http://openfsm.net/projects/paroles-vers-le-fsm/fsl-ivry>  
<sup>3</sup> <https://fsvivry.wordpress.com/>

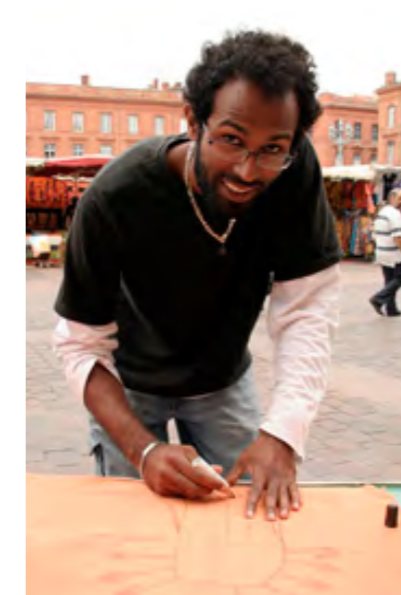
Il me tarde de partir, mais je prends au mot cette citation de l'une des pionnières du FSI : « Un voyage de mille lieues commence par un pas ». Mon grand voyage débute donc ce jour-là, dans la ville où je vis depuis près de treize ans maintenant. Je ne quitte Ivry qu'un mois plus tard, au volant de mon bon vieux C25, direction la Bretagne puis la douce et longue descente vers le grand Sud.

## ÉTAPE II : PLACE DU CAPITOLE À TOULOUSE, FRANCE

Nous sommes le 18 août 2010, dans le centre-ville de Toulouse<sup>4</sup>. La Banderole frôle les 30 mètres. Grâce à un petit atelier de confection de yourte en Ariège, j'ai pu enfin assembler tous les morceaux collectés sur la côte ouest.

Ouf, la mairie m'a autorisée à débarrer la Belle, Vigipirate ne fait pas encore trop parler de lui. J'étends la Banderole entre mon camion et celui d'Anthony, un ami photographe qui suivra de près ou de loin la Banderole pendant tout mon périple. Alors, « grand public » de Toulouse, que penses-tu du fait « qu'un autre monde est possible » ?

<sup>4</sup> <http://openfsm.net/projects/paroles-vers-le-fsm/toulouse>



©Lise Trégloze / Anthony Jean

En une journée, je rencontre des facettes bien différentes de l'opinion publique. Il y a cette jeune fille punk qui traîne avec ses potes et ses chiens autour de nos camions depuis le début de l'après-midi. Finalement, elle s'approche pour regarder ce que l'on raconte. Elle vient d'avoir un bébé, pas facile quand on vit dans la rue sans ressources... Alors elle m'écrit « Viva la vida - Soyez heureux ». Au même moment arrivent quatre filles BCBG, qui regardent, rigolent, et puis nous écrivent « Tout va mal ». « Ah bon ? », dit la punk, « comment ça tout va mal ? Vous mangez pas à votre faim ? Il fait pas beau aujourd'hui ? C'est la guerre dans notre pays ? ». Ensuite, un échange improbable se crée entre ces deux publics qui ne se rencontrent jamais. Les quatre filles s'accordent à dire : « Tout va mal... dans le meilleur des mondes ? ». Je suis sans voix.

Toulouse est aussi la ville de mon premier traumatisme, celui que je redoutais tant, auquel j'imaginai me confronter en Afrique, allez peut-être en Espagne, mais qui finalement arrive ce jour et plutôt 10 fois qu'une (et qui ne se reproduira plus !) : la censure. J'avais écrit une « charte de la Banderole »<sup>5</sup> autour de deux grands principes : pas de paroles grossières et rien sur les religions. Mais j'avoue m'être sentie à bout d'arguments convainquants, quand après être arrivés avec un grand sourire aux lèvres en me disant « C'est fabuleux, nous faisons exactement la même chose, vous et nous ! », deux témoins de Jéhovah en costume trois-pièces sous 35 degrés insistaient encore pour écrire que « Dieu est la solution » malgré mes tentatives de reformulation. Moi qui pensais, en bonne fille de république laïque, qu'il valait tout simplement mieux éviter de parler religion, finalement, elle a ressurgi là où je m'y attendais le moins.

<sup>5</sup> <http://openfsm.net/projects/paroles-vers-le-fsm/project-home/charte-banniere-fsm.pdf>

**LIRE AUSSI**  
**PAGE 110 >>>**  
« FORUM SOCIAL D'IVRY : LE FSM, EN VERSION LOCALE ET PERMANENTE »

>> SUITE



## SUR LA ROUTE...

La Banderole est en colère. Depuis deux mois que nous sommes au Maroc, pas moyen de la sortir de sous mon lit. Interdite. Après avoir négocié deux jours avec les autorités à notre première étape marocaine, Chefchaouen, après avoir été mis sur écoute, filés, interrogés, intimidés... Je comprends que si je veux récolter les paroles des Marocains, il va falloir la jouer fine. Terrains de foot des quartiers populaires, parking la nuit, des bouts de tissus qui circulent sous la table dans les cafés... tout est bon pour récolter ces paroles clandestines.

## ÉTAPE 21 : « CAMPEMENT DE LA DIGNITÉ » DE GDEIM IZIK, TERRITOIRES OCCUPÉS DU SAHARA OCCIDENTAL

Octobre 2010.  
Gdeim Izik est assurément un autre monde, sans doute celui dont rêvaient les Sahraouis, en attendant de pouvoir exercer leur droit – pourtant inaliénable paraît-il – de disposer d'eux-mêmes sur leur territoire.

Gdeim Izik, c'est un bout de désert au large de Laâyoune, la capitale du Sahara Occidental occupé. 20 000 Sahraouis exaspérés par le non-respect de l'ensemble de leurs droits y ont installé leurs « Khaimas » (tentes) et leur « campement de la dignité ». Ici, ils peuvent s'exprimer librement, sortir leur drapeau, retrouver cette vie au grand air, et peut-être même se faire un peu remarquer de la communauté internationale.

Nos camions restent dans un quartier de la ville, avec la Banderole bien cachée, le temps de notre séjour au campement de Gdeim Izik, pas question de se faire remarquer alors que souffle le premier vent du printemps arabe. Au campement, nous commençons un reportage et tissons des liens très forts avec de jeunes sahraouis défenseurs des droits de leur peuple. Ils ont à peine 20 ans et ont déjà connu pour la plupart, arrestations, emprisonnements, viols, interdiction de circuler, de travailler ou d'étudier.

Avant de repartir deux semaines plus tard, ils me tendent, plein d'espoirs, leur parole écrite sur un bout de Khaima, pour qu'elle soit lue et entendue au FSM, pour que leur peuple ne sombre pas dans l'oubli, pour que les violences cessent, et pour que leur Autre Monde puisse exister un jour. Je découvre alors que le droit d'exprimer son identité est tout aussi précieux que le droit de s'alimenter ou de vivre décemment et que l'on meurt depuis 40 ans pour ce droit au Sahara Occidental.

Une fois cousue aux autres, cette parole sera une des plus grandes fiertés de la Banderole. Quelques centaines de kilomètres et une semaine plus tard, dans les embouteillages infernaux de Dakar, j'apprends que l'armée marocaine démantèle violemment le campement et emprisonne nos amis. Je m'accroche à la maigre consolation de savoir que leur parole est là derrière, sur la Banderole, et je promets de la porter haut et fort.

## DERNIÈRE ÉTAPE (OU PRESQUE) : LE FSM DE DAKAR, SÉNÉGAL

Comme je suis volontaire à l'organisation du FSM, responsable du forum étendu et que je suis l'installation de la caravane des mouvements sociaux, j'ai à peine eu le temps d'accrocher la Banderole à la plus longue barrière que j'ai trouvée sur le campus Cheik Anta Diop.

J'aurais aimé croiser toutes ces personnes qui se sont arrêtées devant, le temps de lire une parole ou deux venues d'ailleurs. En mon absence, la dizaine de mètres de paroles récoltées au Forum Social Sénégalais de Zinguinchor quelques mois auparavant, disparaît. Était-ce pour les paroles ou pour le beau bazin<sup>6</sup> qui les retenait ?

À la fin du Forum, j'ai pris soin de replier ce qui restait de la Banderole, pour la ramener à son point de départ et faire redécouvrir toutes ces paroles aux amis d'Ivry. En attendant de trouver un jour un autre usage que de tenir chaud aux souris du grenier de la vieille ferme familiale en Bretagne, la Banderole continue parfois de titiller ma conscience et de me rappeler que finalement l'ECSI c'est pour moi avant et surtout : donner la parole, la prendre telle qu'elle est, la laisser voguer et faire confiance au Grand public pour avoir de Grandes idées qui ne demandent qu'à s'exprimer !

◆ Lise Tréglouze

« En route vers le forum... de Dakar » : <http://openfsm.net/projects/paroles-vers-le-fsm/project-home/>

<sup>6</sup> Le bazin est un tissu traditionnel africain très prisé.

## > ÉCLAIRAGE TERRAIN

# CONSTRUIRE UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE AVEC LE DÉBAT CITOYEN

À Épinal, dans les Vosges, douze personnes sont réunies pour toute une journée afin d'imaginer comment gérer la forêt comme un bien commun. En participant à un débat citoyen organisé par le programme Une Seule Planète du Crid<sup>1</sup>, leur objectif est de produire un message à forte légitimité démocratique.

À l'arrivée à l'École nationale supérieure des technologies et industries du bois, les participant-e-s sont accueillis par les équipes des Petits Débrouillards<sup>2</sup>, du CCFD-Terre Solidaire, du CLID<sup>3</sup> et d'Une Seule Planète. Michel est un agriculteur bio à la retraite, intéressé par toutes les réflexions tournant autour de l'environnement. Mélanie, une jeune ingénieure paysagiste, adopte une approche globale de son métier dans laquelle la question des espaces boisés est essentielle. Dounia vient du monde associatif, de l'éducation populaire et du développement personnel. Si elle est aussi intéressée par les questions de foresterie, elle semble davantage motivée par la découverte des méthodes d'animation mises en place. D'autres sont gestionnaire forestier, salariée d'une association, informaticien, prof de SVT à la retraite ou encore père au foyer.

Ces douze personnes ne se connaissent pas. Elles habitent les Vosges et sont réunies pour construire un discours commun sur la forêt en tant que bien commun, dans une région où la propriété fores-



Atelier jeu de rôle lors du débat citoyen d'Épinal ©Stanislas Wang-Genh

tière est extrêmement fragmentée. Dès le début de la matinée, Aurélie, qui co-anime l'événement pour le CCFD-Terre Solidaire, rappelle aux participants l'objectif de la journée : « Le message que vous allez produire aujourd'hui puisera sa valeur dans son mode de construction. C'est parce qu'il aura été élaboré collectivement et démocratiquement, parce que le groupe se retrouvera dans ses lignes fortes et, éventuellement ses contradictions, que votre production sera légitime. »

## CONSTRUIRE UN CADRE D'ÉCHANGES

Le débat citoyen n'est pas un débat à visée polémique. C'est un outil d'animation permettant à un groupe d'avancer dans sa réflexion. Pour créer un collectif à partir de la diversité des participant-e-s, la journée commence par un jeu de rôle. Chacun interprète, autour d'un plateau, un garde-forestier, un exploitant, un scientifique, une association écolo...



— Fresque produite par les participants au débat citoyen d'Épinal © Aline Rolin

« Le jeu a permis au groupe de communiquer », explique Dounia. « Ce premier temps servait à nous mettre à l'aise et à ouvrir un espace de communication pour mieux s'exprimer par la suite. » Mélanie poursuit : « Cela permet de se rendre compte de comment le groupe fonctionne : certaines personnes vont se sentir à l'aise, parler fort, d'autres oseront moins s'exprimer. Ce sont des problématiques qu'il faudra résoudre dans la suite de la journée, afin que chacun puisse prendre la parole. » Ce temps a encore pour enjeu de permettre au groupe de se rendre compte de l'état de sa réflexion sur la question du jour et d'expérimenter des points de vue différents.

## QUATRE TEMPS DE RÉFLEXION

Aurélié présente rapidement le débat citoyen et les trois principes sur lesquels il repose : expertise collective, valorisation des opinions minoritaires, liberté de parole. « Cela implique de permettre à chacun d'exercer un pouvoir équilibrable sur la construction de la réflexion, de s'ouvrir à une réflexion complexe, capable de donner à voir des positions équivoques et d'utiliser un langage compréhensible

de tous : pas de jargon ! », dit-elle. La réflexion collective s'organise ensuite en quatre temps.

Les deux animateurs-trices proposent d'abord une méthode de discussion que le groupe doit accepter ou amender. La parole passe de participant-e à participant-e, qui ne sont pas obligés de s'en emparer. Ils ont le droit d'exprimer une idée en deux minutes maximum. À chaque tour de table, un-e participant-e est chargé-e de faire la synthèse, relevant les points d'accords et de désaccords. Le groupe peut alors décider de s'arrêter sur cette synthèse (avec ses points de divergences) ou de lancer un nouveau tour de table afin de faire ressortir des éléments manquants ou de proposer de dépasser certaines mésententes. « On a tous besoin d'un cadre, de repères. Cela permet à chacun d'être libre dans son espace, tout en respectant un cadre », précise Dounia.

## FACILITER UNE DISCUSSION COLLECTIVE

Après cette première heure introductive, le groupe entre dans le cœur du sujet en se réappro-

priant la question posée par les organisateurs. Pour Dominique, professionnel de la forêt privée, « la question est mal posée, la forêt n'est pas un bien commun. Les gens ne sont pas égaux devant la forêt : certains payent parce qu'ils sont propriétaires forestiers et ont des droits plus importants que ceux qui ne payent pas. » Mathilde, une autre participante, précise que « 80% de la forêt en France est en gestion privée ». Michel, lui, veut y voir la notion de patrimoine plus que de propriété : « La forêt c'est comme la terre, l'air, l'eau, c'est un bien commun. Chacun devrait en disposer à bon escient, ce qui ne veut pas dire l'exploiter. » Pour Marie-Andrée, animatrice d'un centre de documentation, « la forêt amazonienne est essentielle pour tous, sans pour autant que l'ensemble de la planète en soit propriétaire et la question du bien commun est évidente. Inversement, les petits propriétaires vosgiens sont aussi touchés par des bouleversements globaux, comme le changement climatique. Il est nécessaire de mettre en place des actions communes. »

En une heure, les participant-e-s balaient une grande variété de sujets : coupes rases et monoculture, chasse et services éco-systémiques, gestion publique et lobby

économiques... « Comment la forêt est-elle gérée aujourd'hui ? Et comment la gérer demain en vue de la transition climatique et du bien vivre ? » Pour Mélanie, ce temps est important car il permet de « voir qu'il y a des positions contradictoires. Pour autant, cela ne signifie pas que l'on n'est pas capable d'échanger, de travailler ensemble, et de trouver des objectifs qui soient compatibles. » Le débat citoyen répond à un besoin d'efficacité dans les discussions collectives, selon Nicolas. « L'expérience d'aujourd'hui montre que l'on peut rassembler des gens différents autour d'une méthode originale de manière opérante. Un groupe d'une dizaine de personnes peut avancer très vite sur une question ardue au départ. »

## EXPÉRIMENTER UNE DÉMOCRATIE DIRECTE

Lors du troisième temps du débat citoyen, le groupe confronte ses questionnements avec un terrain d'enquête. Ici, quatre témoins qui, de par leur expérience ont une connaissance de la gestion des forêts : un élu de la mairie d'Épinal, un forestier et riviériste et un ingénieur forestier de la région, ainsi qu'une experte bolivienne en agroforesterie. « Le but est de créer le plus d'horizontalité possible entre ces intervenants et les participant-e-s », explique Aurélié. « Ils ne sont pas invités en tant que représentants d'institutions, mais parce qu'ils ont une expérience et

un point de vue spécifique dans le domaine. Ils ne font pas de présentation mais doivent répondre de manière claire et concise aux questions. » Pourtant, certain-e-s ressentent frustrés de cette confrontation. Pour Dominique, « ils ont témoigné d'une méconnaissance du sujet, en véhiculant des choses fausses et des contre-vérités. Certains sont restés bloqués sur leurs éléments de parole. »

Maintenant, le groupe se retrouve afin d'élaborer une réponse à la question du jour sous la forme d'un dessin, composé avec une illustratrice, Aline. « L'enjeu était de construire une image de manière vraiment collective, qui ait du sens et qui reflète de manière juste la dimension participative au cœur du débat citoyen. La facilitation graphique est utile dans ce cadre pour valoriser les idées de chacun, poser et structurer graphiquement l'avancée de la réflexion collective, en montrant aussi les opinions minoritaires. » Le rôle de l'illustratrice est celui d'une équilibriste, qui doit accompagner la mise en forme tout en laissant le groupe maître du processus. « J'ai trouvé ça tranquille et rassurant, poursuit Mathilde. Le fait de composer la fresque à partir de post-it, en prenant un temps de réflexion, nous a permis de garantir la prise en compte de notre parole, tout en maîtrisant le processus de construction du dessin, en regroupant des idées et en soulignant les dynamiques. » Aline n'a ensuite plus qu'à mettre en images l'organisation logique mise en place en

collectif.

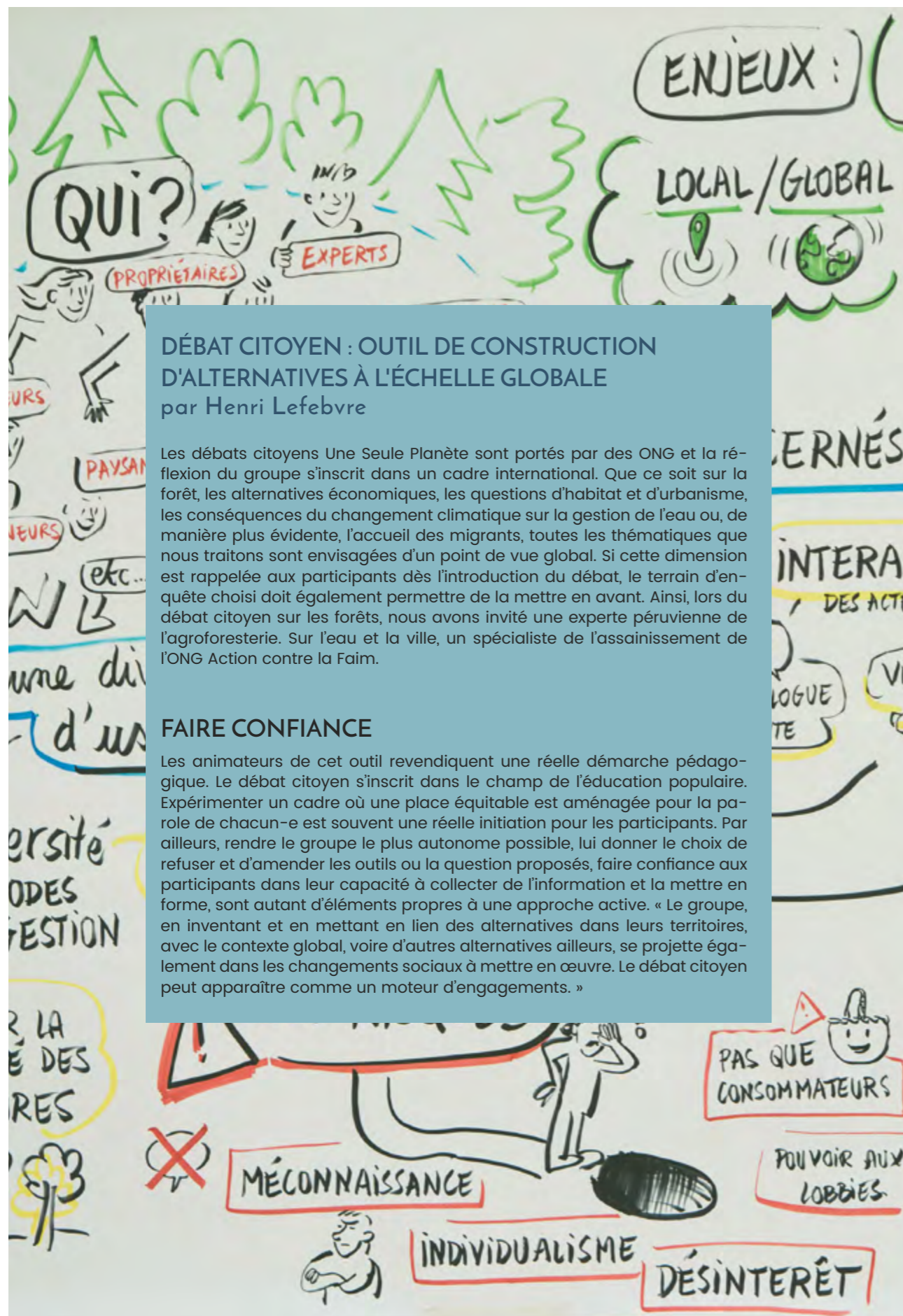
Plus qu'un travail collectif, c'est un véritable moment de démocratie qu'ont vécu les participant-e-s. « C'est une façon de faire très positive qui permet de faire en sorte que tout le monde s'exprime », reprend Michel. « Si ce qu'on a fait aujourd'hui reste virtuel, en nous-mêmes, au sein de notre groupe, on a déjà posé une pierre. » Dominique estime que « les grandes ONG devraient s'investir de manière massive sur la formation des élus municipaux à cet outil. » Pour Mélanie, si elle ne tombe pas dans le piège du consensus, cette expérience permet l'émergence d'une intelligence collective. « C'est un système intermédiaire qui permet d'implémenter des méthodes auprès de personnes très différentes, afin de parvenir à une réelle réflexion commune. »

◆ Henri Lefebvre, coordinateur du programme Une Seule Planète du Crid

Site d'une seule planète : <http://www.uneseuleplanete.org/>  
Vidéo « Qu'est-ce que le débat citoyen ? » : <https://vimeo.com/158628976>  
Vidéo : Témoignages de participants au débat citoyen d'Épinal sur la forêt : <https://vimeo.com/158628973>  
Vidéo : La « facilitation visuelle » pour rendre-compte du débat : <https://vimeo.com/158628888>

 LIRE AUSSI PAGE SUIVANTE >>>





### DÉBAT CITOYEN : OUTIL DE CONSTRUCTION D'ALTERNATIVES À L'ÉCHELLE GLOBALE

par Henri Lefebvre

Les débats citoyens Une Seule Planète sont portés par des ONG et la réflexion du groupe s'inscrit dans un cadre international. Que ce soit sur la forêt, les alternatives économiques, les questions d'habitat et d'urbanisme, les conséquences du changement climatique sur la gestion de l'eau ou, de manière plus évidente, l'accueil des migrants, toutes les thématiques que nous traitons sont envisagées d'un point de vue global. Si cette dimension est rappelée aux participants dès l'introduction du débat, le terrain d'enquête choisi doit également permettre de la mettre en avant. Ainsi, lors du débat citoyen sur les forêts, nous avons invité une experte péruvienne de l'agroforesterie. Sur l'eau et la ville, un spécialiste de l'assainissement de l'ONG Action contre la Faim.

### FAIRE CONFIANCE

Les animateurs de cet outil revendiquent une réelle démarche pédagogique. Le débat citoyen s'inscrit dans le champ de l'éducation populaire. Expérimenter un cadre où une place équitable est aménagée pour la parole de chacun-e est souvent une réelle initiation pour les participants. Par ailleurs, rendre le groupe le plus autonome possible, lui donner le choix de refuser et d'amender les outils ou la question proposés, faire confiance aux participants dans leur capacité à collecter de l'information et la mettre en forme, sont autant d'éléments propres à une approche active. « Le groupe, en inventant et en mettant en lien des alternatives dans leurs territoires, avec le contexte global, voire d'autres alternatives ailleurs, se projette également dans les changements sociaux à mettre en œuvre. Le débat citoyen peut apparaître comme un moteur d'engagements. »

Fresque produite par les participants au débat citoyen d'Épinal©Aline Rolin

## LE NUMÉRIQUE OUVRE UNE NOUVELLE PALETTE D'OUTILS POUR CRÉER DU COMMUN

Nouvelle option plus qu'une révolution, le numérique offre des moyens de renforcer la mobilisation et le pouvoir d'agir des citoyens. Le collectif AL@MBIK a notamment étudié l'effet d'outils traditionnels d'éducation populaire, les « récits de vie », dans l'espace numérique.

### DES PARCOURS INDIVIDUELS RASSEMBLÉS ET AMPLIFIÉS PAR LE WEB

Avec l'émergence du numérique depuis le début des années 2000, de nombreuses initiatives sur le web ont croisé citoyenneté et numérique, notamment sur les animations de « récits de vie ». Très utilisés chez les animateurs et les animatrices, ces exercices invitent les participants réunis dans un groupe à se raconter plusieurs expériences. Les animations ont pour objectif de libérer la parole, tout en créant du commun et s'inscrivent dans le courant de l'éducation populaire politique.

Dans la revue du collectif d'éducation populaire Le Pavé<sup>1</sup>, on peut lire : « La proposition de pratiquer les récits de vie en groupe est posée d'emblée en lien avec l'engagement de chacun : ce qui fait qu'il ou elle est là, ce qui l'a construit comme il ou elle est, les conflits qu'il ou elle a traversés, les leçons et visions du monde qu'il en tire, etc. L'histoire de vie est utilisée pour apprendre des processus de domination, d'émancipation et de politisation. Si apprendre veut dire plusieurs choses, alors le rapport à l'engagement, au politique est aussi plus riche qu'on ne le conçoit. L'exercice permet de reconnaître ce que la lutte pour la vie fait surgir de pouvoirs et de savoir-vivre autonomes, imprévisibles ». Ayant comme chape de fond la définition

de la démocratie de Paul Ricoeur<sup>2</sup>, ces méthodologies visent à favoriser la création ou le renouvellement du pouvoir d'agir. En s'inspirant d'expériences existantes, nous avons cherché à intégrer une dimension numérique à des animations de récit de vie<sup>3</sup>.

### MODÈLE DES « 99% » DU MOUVEMENT OCCUPY WALL STREET

Lorsqu'en 2012 le mouvement Occupy Wall Street a fait émerger « les 99% », cela a donné lieu à une multitude de témoignages. De nombreux Étatsunien/nes se sont mis à rédiger sur une feuille blanche l'histoire de leur identité en expliquant en quoi ils se considéraient faire partie de ces 99% de citoyens qui ne font pas partie de l'élite économique ou démocratique, et ils finissaient tous leur témoignage par la phrase « we are the 99%<sup>4</sup> ». Dans ce cas précis, le numérique a joué un rôle central pour incarner le sentiment d'appartenance. Lorsque plusieurs témoignages ont été publiés sur la toile sur des Tumblr ou des pages

<sup>2</sup> « Est démocratique, une société qui se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêt et qui se fixe comme modalité, d'associer à parts égales, chaque citoyen dans l'expression de ces contradictions, l'analyse de ces contradictions et la mise en délibération de ces contradictions, en vue d'arriver à un arbitrage »

<sup>3</sup> Plus précisément petite histoire-grande histoire et les groupes d'interview mutuels

<sup>4</sup> Nous sommes les 99% : <http://wearethe99percent.tumblr.com/>

<sup>1</sup> Le Pavé n°3, <http://www.scoplepave.org>

Facebook, l'effet viralité a permis à des citoyen/nes de se sentir à l'aise pour publier eux-mêmes leurs témoignages. Ce cercle vertueux, entre viralité et publication de témoignages, a fait remonter des histoires de professeurs, de femmes au foyer, d'étudiants, de fonctionnaires, d'agriculteurs et permis de créer du lien entre tous ces profils qui ont parfois des difficultés à rentrer en interaction avec le reste de la société.

Plus récemment en France, l'exemple du hashtag « on veut mieux que ça »<sup>5</sup> s'inscrit dans la même logique. À l'initiative de youtubeurs<sup>6</sup>, ce hashtag invite tout internaute à poster un témoignage sur le projet de loi travail El Khomri. Cette initiative s'inscrit dans les mobilisations contre la loi Travail proposée par le gouvernement socialiste du président François Hollande, et elle a le mérite d'être visible, accessible et de toucher un public plus large que les syndicats ou associations qui appellent également à se mobiliser sur le même sujet.

## PAS D'EFFET AUTOMATIQUE MAIS DE NOUVEAUX OUTILS À EXPLORER

En passant du terme « Éducation au développement » à « Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale », l'idée était notamment de pouvoir mobiliser des nouveaux publics en leur ouvrant des espaces de citoyenneté, le numérique est un incubateur, un catalyseur, primordial dans la construction d'une démarche pédagogique.

Le collectif AL@MBIK, qui rassemble associations de solidarité internationale, collectivités territoriales, agence de communication, chercheurs et ONG<sup>7</sup>, a expérimenté ce type de dispositif pédagogique comme un outil de valorisation de l'expertise citoyenne et de mobilisation sur le thème de la citoyenneté. Nous sommes partis de l'ani-

mation « récits de vie » pour intégrer la dimension numérique dans la séquence pédagogique de l'animation. Nous avons mis en place des Tumblr<sup>8</sup> qui avaient pour objectif de recueillir ces histoires. Nous avons travaillé à partir de deux questions - « Qu'est-ce qu'on apprend en dehors de l'école ? » et « Qu'est-ce que l'engagement citoyen ? » que nous avons posées aux participants d'atelier animés par CCFD-Terre Solidaire et par des partenaires.

Plusieurs enseignements sont à retenir de cette expérimentation. Premièrement, les contributions sur l'espace numérique ne se remplissent pas uniquement par un effet de viralité. Si la communication est certes facilitée, l'internaute qui prend connaissance d'un récit ne va pas automatiquement lui-même écrire un témoignage sur une feuille, se prendre en photos avec et l'envoyer sur l'espace numérique.

À la grande différence des mobilisations autour d'Occupy Wall Street ou du projet de loi El Khomri, nos animations ne s'inscrivent pas dans des luttes, mais souhaitent « seulement » mettre en avant la citoyenneté. Au même titre que l'animateur doit préparer son matériel, créer un cadre propice et bien veiller à la participation, c'est donc également à lui d'aller chercher des contributions pour alimenter l'espace numérique de son animation de récits de vie. En invitant les participants à se faire prendre en photo avec leur témoignage, il peut lui-même faire vivre cet espace et peut faire le lien entre plusieurs de ces animations qui traiteraient du même sujet. Cela ne dénature en rien le principe des récits de vie, puisqu'on ne propose de les publier qu'à la fin de l'animation, comme une option en plus pour celles et ceux qui le souhaitent. L'objectif reste bien de libérer la parole et de valoriser l'expertise citoyenne dans le partage, le témoignage et l'interaction. L'objectif ne doit pas être de remplir l'espace numérique, mais de voir s'il peut permettre d'augmenter la valorisation de la citoyenneté des participants.

## CRÉER DU COMMUN SUR UNE CAUSE EN DÉPASSANT LES DISTANCES

Cette pratique peut donc être considérée comme une option en plus à prendre par l'animateur ou l'animatrice pour la réalisation de sa séquence pédagogique. Elle peut très bien s'utiliser pour mettre en avant des thèmes mais également pour des causes ou des campagnes. C'est sûrement dans ces situations qu'elles prennent plus de sens. Cela ouvre la possibilité d'intégrer de nouveaux usages pédagogiques mais également d'inventer de nouvelles pratiques, comme la collectivisation de compte sur des espaces numériques. Imaginons, dans le cadre d'une campagne, plusieurs animateurs et animatrices administrant un même compte où ils y déposeraient des contributions à partir d'animations de récits de vie. Cela permettrait l'aller-retour entre espace physique et numérique, le transfert de la viralité sur le web vers la démultiplication d'une animation IRL, et permettrait de créer du commun sur une cause en dépassant les distances.

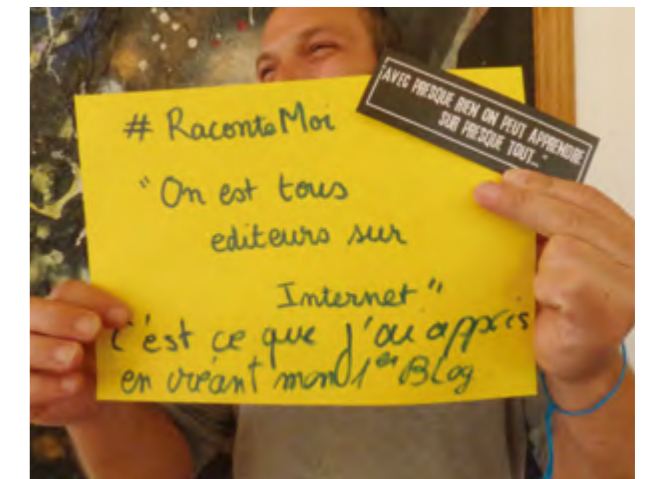
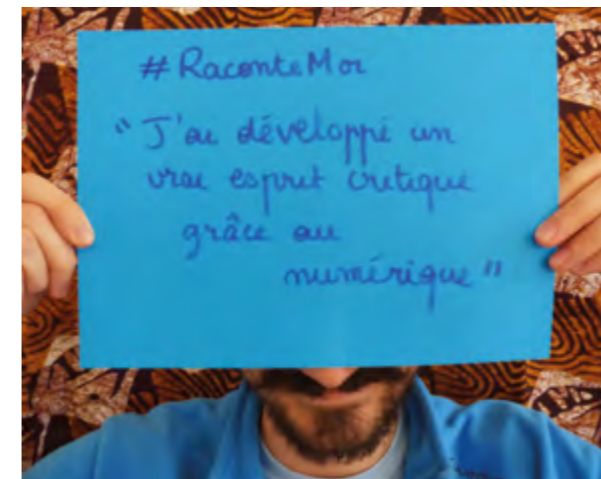
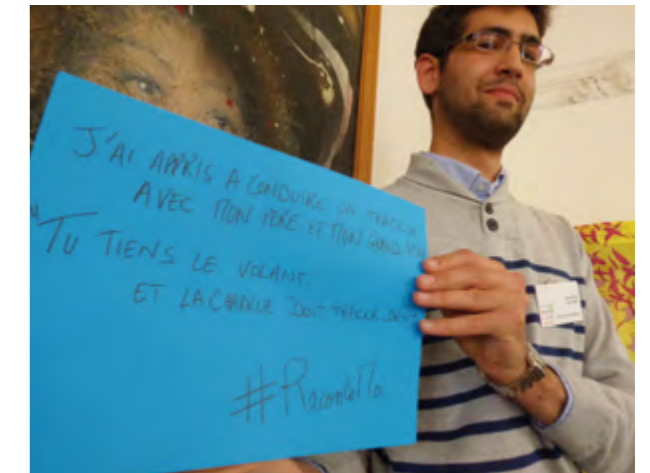
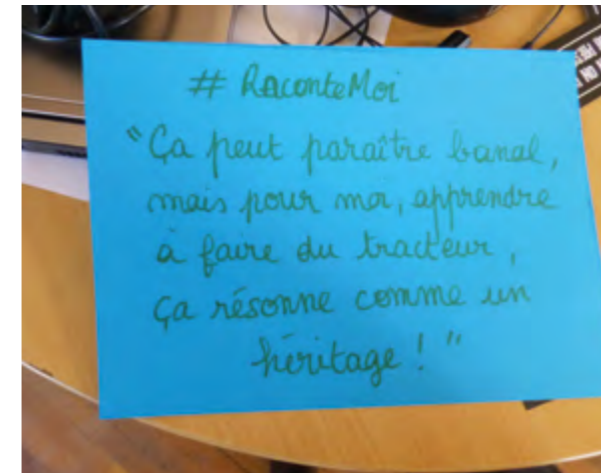
Le numérique peut donc jouer un rôle dans l'évolution des pratiques des animatrices et animateurs d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Prise à sa juste valeur, à savoir une possibilité en plus plutôt qu'une révolution, la dimension web peut venir étoffer, voire augmenter une démarche éducative. C'est une nouvelle flèche dans le carquois pédagogique de l'animation. Néanmoins, cela ne dédouane pas de réfléchir sur la posture que cela implique chez les animateurs et les animatrices et oblige à se reposer encore la question des usages des publics que l'on souhaite viser. Tant mieux car pour qu'une démarche éducative soit vivante, elle doit constamment se remettre en cause.

◆ Pascal Jeanne,  
chargé d'éducation au développement  
au CCFD-Terre Solidaire,  
membre du collectif AL@MBIK

Tumblr #engagementcitoyen :  
<https://engagementcitoyen.tumblr.com/>

<sup>5</sup> #onveutmieuxqueca  
<sup>6</sup> Femmes et hommes se mettant en scène sur une chaîne youtube  
<sup>7</sup> <http://collectif-alambik.org/>

<sup>8</sup> Plateforme de mini-blog utilisant principalement l'image : [www.tumblr.com](http://www.tumblr.com)



Atelier sur un récit de vie sur « Qu'est-ce qu'on apprend en dehors de l'école » pour alimenter le tumblr « mon cahier buissonnier », à Fontenay-sous-bois (Val de Marne) pendant le forum internet solidaire « Apprendre à apprendre » le 4 mai 2015



### 3♦ SENSIBILISER À DES PROBLÉMATIQUES COMMUNES ET ENCOURAGER LE CHANGEMENT VERS UNE SOLIDARITÉ GLOBALE

Permettre à tous de mieux comprendre le monde pour le transformer : c'est la dynamique qui anime les acteurs d'ECSI. Ces derniers mettent la lumière sur des actions « ici » qui ont des incidences « là-bas », et vice versa, en se tournant de plus en plus vers des exemples de situations concrètes et locales pour fournir aux citoyens une conscience des enjeux globaux et une perception de leur pouvoir d'action au niveau local. Ces démarches d'ECSI sollicitent aussi une mobilisation collective des participants, qui peuvent être appelés à réaliser ensemble un projet concret de solidarité en vue de provoquer un premier « déclic », vers une transformation plus profonde des comportements.

# FAVORISER L'APPROPRIATION DE PROBLÉMATIQUES GLOBALES

Quels que soient les thèmes abordés lors des interventions d'ECSI (souveraineté alimentaire, migrations, économie sociale et solidaire, égalité femme-homme, expertise citoyenne, rôle des médias, commerce équitable, développement durable, consommation, chômage...), la démarche reste la même : décrypter la proximité des problématiques malgré l'éloignement des territoires, identifier les interactions entre les territoires et renforcer l'empowerment ou émancipation citoyenne et la mobilisation de chacun. Les animateurs encouragent à la solidarité non seulement avec les citoyens du Sud, mais une solidarité... tout court, **globale**, entre citoyens du monde considérés sur un pied d'égalité.

Les animateurs s'appuient de plus en plus sur des données locales et des exemples **concrets** pour rendre ces problématiques globales palpables et permettre leur appropriation. Chez Aide et Action, Isabelle Rousselet et Marie Cruse de la Mission éducative France sont particulièrement vigilantes à « faire des ponts entre des exemples vécus 'ailleurs' et ce qui concerne les publics dans leur quotidien en reliant les pratiques,

les problématiques et les préoccupations ». Denise Bousquet est professeure de sciences économiques et sociales et donne des cours d'ECSI dans un lycée de Chalon-sur-Saône. « La dimension internationale est prépondérante pour comprendre de nombreux phénomènes, mais en pratique, elle est parfois difficile à percevoir par les élèves. Tout l'enjeu est alors de la rendre concrète », souligne-t-elle. L'objectif de cet enseignement pour les élèves de Seconde générale est d'« expérimenter concrètement les mécanismes étudiés et de prendre conscience, petit à petit, de la nécessité d'une approche holistique des problèmes », explique le coordinateur de Bourgogne Coopération, Benjamin Léger. Révéler des liens entre plusieurs problématiques locales, cela arrive aussi pendant des Universités populaires (UP) organisées par l'association ATD Quart Monde. « Lors d'une Université populaire, où la question du changement climatique a été abordée, les participants ont pris conscience du fait que la disparition de certains pays va faire venir des migrants ici aussi », témoigne Chantal Consolini, volontaire permanente chez ATD Quart Monde et animatrice des UP en Île-de-France.

Les animateurs d'ECSI appellent à la vigilance sur les possibles effets contre-productifs de ces démarches de sensibilisation : rendre les problématiques 'complexes' plus accessibles ne doit pas conduire à une vulgarisation à outrance. « Il faut veiller à ne pas remplacer des idées reçues par d'autres », souligne la Mission éducative France d'Aide et Action. « On peut créer plus de stéréotypes, en véhiculant une image fautive ou décalée de la réalité, d'un pays, d'une culture, d'un concept, alors qu'on essaye de lutter contre ceux-ci. Ainsi, au lieu de créer plus de lien social, on le creuse quand les notions et idées sont mal comprises ou mal exprimées », estime Laura Murphy, coordinatrice du Centre Gaïa à Lille. « Un des risques les plus courants est de renforcer les clichés », abonde Henri Lefebvre du Crid : « en cherchant à témoigner de la diversité, on peut enfermer certains acteurs sociaux dans leur statut : l'immigré toujours perçu comme une victime, l'Africain toujours pauvre... Il faut être particulièrement attentif à témoigner de la complexité des situations, même quand on cherche à montrer des inégalités structurantes. »

# ÉCHANGER LES CONNAISSANCES POUR ENCOURAGER UN ENGAGEMENT AUTONOME

Ces ateliers d'éducation aux enjeux de solidarité ne sont pas des cours magistraux. Il faut faire attention à « ne pas jouer les donneurs de leçon en exposant les situations de manière manichéenne, ce qui arri-

ve encore très souvent », selon Julie Hauber, de l'association La Boîte à lumières. « Le principe est de donner à réfléchir et à penser. Les participants doivent pouvoir, à la suite d'une action, se poser des ques-

tions ». Les animateurs s'inspirent largement de méthodes d'éducation populaire. Ils visent à favoriser les échanges de connaissances et les **interactions entre les participants**, plutôt que de transmettre

un dogme ou un savoir d'« expert » vers un public d'apprenants. Par exemple, dans les classes d'ECSI à Chalon-sur-Saône, les élèves débattent notamment de la consommation et du rôle de l'achat responsable. « Une nouvelle circulation de l'information se met en place au sein de la classe : on part des expériences, des questions et des échanges entre élèves », explique Benjamin Léger.

Dans ce type d'intervention, l'**animateur** a un rôle subtil. Au réseau Ritimo (Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable) on remarque que l'animateur d'ECSI n'est pas censé être un expert du sujet qu'il traite, mais a plutôt pour vocation principale de faciliter l'émergence des savoirs du groupe, il doit quand même avoir suffisamment de connaissances en la matière pour faciliter la discussion. De plus, « pour qu'une animation se déroule dans de bonnes conditions, l'important est que les participants s'écoutent et se respectent malgré leurs divergences. C'est un aspect auquel je suis particulièrement attentive », témoigne Maureen Loth, chargée de mission enfance-jeunesse dans les Yvelines pour E-graine.

Le collectif l'AI@mbic, qui développe des innovations numériques d'ECSI a par exemple organisé des soirées de « joutes de lien » baptisées « links not bombs », dans des bars parisiens et à l'espace dédié à la culture numérique de la Gaîté Lyrique. Ces événements réunissent des personnes intéressées par l'ECSI et qui font une veille thématique sur internet. Chacun présente les liens qu'il a mis de côté et les participants votent pour les liens qu'ils apprécient ou contre ceux qu'ils trouvent inintéressants. « Le format est très **détendu**, et c'est l'occasion de montrer que le numérique peut servir à organiser des rencontres où les personnes entrent directement en interaction, sans utiliser d'outils qui demandent de grosses compétences techniques », poursuit-il. De plus, ce type de rencontre permet de se mettre en lien avec des personnes à l'étranger, qui peuvent participer via Skype ou Facebook. « On parle ainsi de solidarité dans une dimension internationale ».

Ces démarches font appel à l'esprit critique et encouragent les débats contradictoires. L'objectif n'est pas seulement de transmettre des connaissances, mais aussi et surtout de susciter des questions, de nourrir une réflexion et d'éveiller une volonté d'engagement autonome, au niveau individuel et collectif.



## PUBLIC PRIVILÉGIÉ : LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE

Parce qu'ils sont « l'avenir », parce que c'est un public « captif », parce que les démarches d'ECSI trouvent un écho particulièrement favorable auprès des enseignants ou qu'il est tout simplement plus aisé de mener une activité dans une salle de classe que dans la rue, une part importante des actions d'ECSI représentées dans cet ouvrage se déroulent dans un cadre scolaire ou périscolaire, de la primaire au lycée, notamment lors des cours d'éducation morale et civique (EMC). Des démarches similaires sont aussi déployées dans l'enseignement supérieur en Licence, en Master, ou encore dans les grandes écoles d'ingénieur. « La place de la jeunesse est fondamentale dans la question du vivre ensemble, les jeunes générations seront porteuses de l'évolution de la société et de la notion de citoyenneté », affirme le Forim.

Intervenir en milieu scolaire peut comporter des contraintes. Il faut parfois convaincre sur les méthodes et le contenu des enseignements et intégrer le cadre officiel dans lequel ils évoluent. Les professeurs sont parfois réticents à organiser des activités qui prennent du temps au détriment du programme officiel et pour lesquelles les élèves sont difficilement évaluable. « On ne peut pas donner une note à la compétence 'avoir conscience' », relève Stéphanie Déjardin qui a accompagné sa classe de CM2 à l'atelier d'immersion dans un village sénégalais du Centre Gaïa à Lille.

Quand une collaboration se met en place entre le milieu associatif, l'équipe enseignante, voire les collectivités qui accompagnent les projets, c'est pourtant une opération gagnant-gagnant, observent les différentes parties prenantes. « Pour moi, c'est une porte d'entrée pour pouvoir travailler sur le thème de la solidarité internationale en éducation civique et morale (ECM) », témoigne Stéphanie Déjardin. Par ailleurs, « travailler avec une association permet de développer une citoyenneté active au sein de l'établissement scolaire, voire en dehors de l'établissement », note Natacha Lanaud Lecomte, déléguée académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DAREIC) au rectorat de l'académie de Besançon qui co-organise les Tandems Solidaires.

La collaboration entre l'animateur et l'enseignant est ici essentielle pour adapter les ateliers aux connaissances et aux sensibilités des élèves. L'éducation non formelle apportée par les ateliers d'ECSI permet de valoriser les compétences non scolaires des élèves, voire de retenir des jeunes en difficulté dans le système. « J'ai l'exemple d'une élève de CAP qui, si le projet n'avait pas existé, aurait été en décrochage scolaire », souligne Agnès Renauldon qui est intervenue dans un lycée professionnel auprès de jeunes qui se forment à la vente. « Maintenant, elle demande à faire un stage chez Artisans du Monde », se réjouit-elle.

# APPRENDRE À JOUER COLLECTIF

Les ateliers d'ECSI font souvent appel à la solidarité entre les participants présents. Le « jeu de la chaise » sert par exemple à montrer l'intérêt de la **coopération** par opposition à la compétition. Les participants doivent réaliser chacun une mission avec une chaise et s'ils se focalisent sur leur objectif, il y a des conflits et des perdants, alors que s'ils se parlent et s'organisent, ils peuvent tous gagner. En révélant des relations d'interdépendances ce jeu montre que les mouvements collectifs peuvent bénéficier à tous. Autre exemple :

l'association Le Partenariat plonge des élèves de primaire dans le contexte d'un village sénégalais où chacun joue le rôle d'un habitant. Quand l'un des personnages, le pêcheur, rencontre des difficultés, tous les joueurs ont intérêt à l'aider car le poisson constitue la base de leur alimentation.

D'autres ateliers permettent de réfléchir à la prise de **décision collective** et aux compromis nécessaires pour vivre ensemble. Dans le « débat citoyen » organisé par le Crid, l'animateur « fait con-

fiance » aux participants en leur laissant beaucoup d'autonomie, y compris sur le choix de la méthodologie à adopter pour discuter et aboutir par eux-mêmes à une position commune. Lors de ses ateliers en classe, l'association E-graine demande aux enfants de proposer une activité pour la séance, de voter pour choisir, puis de réfléchir aux avantages et aux inconvénients du vote en tant qu'expression de la majorité sur le vivre ensemble en groupe.

# PREMIÈRES ACTIONS, PREMIERS PROJETS

En rendant les enjeux globaux plus concernés, les démarches d'ECSI visent aussi à démontrer que chacun a une **capacité d'action** concrète à son échelle. Ainsi, le cours hebdomadaire d'ECSI en Bourgogne « aide les élèves à prendre du recul sur leurs propres modes de vie mais aussi et surtout, leur permet de donner plus de sens à leurs choix futurs ». L'objectif, à plus ou moins long terme, est que les participants puissent s'emparer à leur tour de ces problématiques et s'engager dans des projets de solidarité, seuls ou à plusieurs. Certaines démarches d'ECSI leur mettent plus directement le pied à l'étrier en leur proposant de réaliser un projet en équipe.

Dans un lycée professionnel de Châteauroux, Artisans du Monde place directement des élèves de CAP Vente dans la **position d'acteurs du changement** en leur proposant de gérer une boutique de commerce équitable, de l'approvisionnement à la caisse, à l'intérieur de leur centre de formation. « Les jeunes souhaitent pouvoir agir concrètement pour sentir qu'ils

sont capables de changer les choses rapidement, voire tout de suite. Il est nécessaire de les responsabiliser dans le projet. Chacun a un rôle actif à jouer et peut changer les choses. Les jeunes s'en trouvent valorisés et développent leur confiance en eux », témoigne Florence Kohtz, chargée de développement au Cercoop qui s'est occupé des Tandems Solidaires en Franche-Comté. « Le dispositif amène également les jeunes à s'interroger et à poser un regard critique sur l'ECSI, en exprimant leurs opinions au sein d'un groupe. Dans cette expérience collective et individuelle, ils se forgent un esprit critique et citoyen », ajoute-t-elle. Avec son association La Boîte à lumières et en collaboration avec Artisans du Monde, Julie Hauber propose à de jeunes primo-arrivants de participer à la sensibilisation du grand public sur le commerce équitable en réalisant de grands portraits de producteurs du Sud qu'ils exposent dans les rues de Lyon. Cette action permet aux jeunes de « s'impliquer activement dans une démarche de projet favorisant une dynamique qui donne du sens aux

apprentissages et de prouver qu'ils sont capables de mener un projet de A à Z », analyse-t-elle.

Mais ces projets réalisés s'inscrivent-ils vraiment dans une démarche de solidarité internationale, à l'écoute des partenaires et de leurs besoins, ou servent-ils seulement de prétexte à l'apprentissage de la solidarité ? Quel temps donne-t-on à l'analyse ? Voilà quelques questions que les initiateurs de ces démarches peuvent se poser au moment d'évaluer leurs actions. On peut aussi se demander si ce type d'initiation constitue réellement un **tremplin** vers l'engagement, et vers quelle forme d'engagement (devenir bénévole, consommateur responsable, militant...). « Moi je ne m'attends pas à ce que demain, à l'issue de mon projet, ils s'engagent dans une association », répond Agnès Renauldon, bénévole chez Artisans du Monde qui a développé le projet de commerce équitable avec des CAP Vente. « Rien qu'en six mois de temps, les réflexions de ces gamins évoluent. Et si dans quelques années, deux élèves sur une classe de 14 s'engagent, ce sera déjà formidable ! ».

## LE RÔLE DES ACTEURS D'ECSI

Lors de la préparation de cet ouvrage, des acteurs d'ECSI ont été amenés à définir leur propre fonction. Sont-ils animateurs, éducateurs ou encore médiateurs ?

Le terme « **facilitateur** » a émergé et a été adopté par une majorité de participants. « Le savoir incombe à tout le monde, nous sommes juste là pour faciliter les échanges, et faire en sorte que les gens apprennent des choses entre eux. Notre rôle est de construire des cadres pour faciliter la discussion entre des personnes diverses et leur permettre de se fédérer en groupe. ». « On est parfois face à des personnes qui pensaient avoir tout compris, on les incite à s'interroger », témoigne Jean-Luc, « tuteur » bénévole dans les parcours formation de la Pépinière de la solidarité internationale (dispositif de Frères des Hommes). Une autre participante avance une justification complémentaire : « Notre approche reste celle d'être un facilitateur entre des populations qui ont, sans le savoir parfois, des histoires communes. C'est là, toute la force de l'ECSI : favoriser la contribution individuelle et collective à la construction d'un monde juste et solidaire ». Un autre acteur préfère le terme d'« **éveilleur de consciences** », qui permet à chacun de se positionner sur les problématiques.

Beaucoup d'acteurs d'ECSI se reconnaissent dans plusieurs rôles. En tant que « **médiateurs** », par exemple, ils sont chargés de faire de la médiation « sur des conflits qui ne sont pas clairement identifiés, comme des préjugés implicites ». D'autres personnes rejettent ce terme, qui « présuppose qu'il y aurait un conflit et qu'il faudrait une solution à la fin ».

Les termes « **éducateur** » et « **animateur** » font aussi débat. Trop « stéréotypés » pour certains : « on n'est pas là pour remettre les jeunes dans le droit chemin ou les occuper », lance un intervenant. Le mot « animateur réduit à la pratique, alors que derrière, il y a une vision de la société. L'animation n'est qu'un outil parmi d'autres de l'ECSI, qui fait intervenir une pluralité de métiers (enseignants, animateurs périscolaires...) sur des temps différents », témoigne un des participants.

Les co-auteurs de l'ouvrage se sont aussi intéressés aux mots « **accompagnateur** » et « **tuteur** », mais « on accompagne et on aide une plante à grandir dans une certaine direction, ce qui n'est pas notre intention ». « Je me vois plus comme une éducatrice car généralement, le public jeune à qui je m'adresse n'a pas conscience des effets négatifs induits par nos comportements », explique une autre auteure. « Puis une fois que le public a saisi les enjeux, je peux changer de rôle et passer d'éducatrice à médiatrice. Au cours d'une animation on peut passer par plusieurs postures et c'est tout l'intérêt à mon sens de notre métier ».

Les expériences qui suivent racontent comment des actions de sensibilisation peuvent permettre de prendre conscience de problématiques partagées au-delà des frontières et de pousser de nouveaux acteurs à s'engager pour un changement global de société<sup>1</sup>.



**Alexia Bento**

Diplômée d'un master en Économie internationale et développement, elle a imaginé un jeu d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale dans le cadre de son service civique à Touiza Solidarité Île-de-France en collaboration avec la dessinatrice Laetitia Meynier. Après cette expérience, elle s'est orientée vers les questions d'égalité des chances et d'insertion des jeunes, notamment pour les primo-arrivants.



**Laura Murphy et l'équipe du Centre Gaïa**

Laura est coordinatrice du Centre Gaïa (de l'association le Partenariat), basé à Lille, qui travaille depuis plus de dix ans auprès des habitants du Nord de la France pour promouvoir des valeurs de citoyenneté, de tolérance et de solidarité. Le centre propose de nombreux ateliers sur des sujets divers, basés sur la méthodologie de la pédagogie active et les relations interculturelles, principalement à des scolaires, de la maternelle au lycée. « Ceci permet de contribuer à la création du lien social, aussi bien dans le quartier multiculturel de Lille Sud, là où se situe l'association, que dans toute la région ».



**Catherine Boutinaud**

Issue des milieux du journalisme et de la coopération internationale, Catherine a fondé en 2010 un projet basé sur l'éducation à la citoyenneté, afin de promouvoir les solidarités et la solidarité internationale. Porté par Etik et Sol, ce projet se matérialise aujourd'hui par des interventions en milieu scolaire, la formation de professionnels, l'accompagnement de projets ou encore la création d'outils pédagogiques. Catherine vit son travail comme "un engagement pour l'information et l'éducation des plus jeunes".

<sup>1</sup> La biographie des auteurs qui ont écrit dans plusieurs parties de l'ouvrage est présentée dans la première partie à laquelle ils ont contribué.



**Maureen Loth**

Après un stage auprès du Haut commissaire aux solidarités actives en 2009, Maureen Loth décide de s'intéresser aux relations internationales afin de comparer les différences entre les pays en matière de solidarité. À la fin de ses études, elle part à l'étranger faire des reportages sur la société civile au Népal, en Inde et en Australie. A son retour en France elle intègre la grande famille de l'éducation populaire pour faire réfléchir à l'impact de nos comportements sur le reste du monde. Elle travaille depuis deux ans chez E-graine qui cherche à faire naître et grandir les initiatives solidaires et responsables.



**Benjamin Leger**

En parallèle de ses études de sociologie et économie, puis d'urbanisme et développement territorial, Benjamin s'est engagé dans des actions associatives de solidarité internationale en Afrique de l'Ouest et au Maghreb. Il a été chargé de mission au sein de la ville de Dijon, où il a notamment animé des partenariats avec des collectivités d'Europe de l'Est. Il a ensuite été chargé d'un projet de l'ONG suisse Urbamonde visant la requalification de quartiers insalubres à Pikine (Sénégal). Actuellement directeur du réseau régional multi-acteurs (RRMA) Bourgogne Coopération, il développe et accompagne différents projets d'ECSI, dont l'un des plus importants a été la réalisation d'un guide présentant un enseignement dédié à l'ECSI en classe de Seconde à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).



**Agnès Renauldon**

Militante, elle est engagée depuis de nombreuses années dans la défense d'une agriculture respectueuse des hommes et de l'environnement ou encore la sensibilisation au commerce équitable comme alternative aux dérives du commerce mondial. Elle a été professeur de lycée professionnel pendant 30 ans avant de quitter un système auquel elle n'adhérait plus. Depuis 10 ans chez Artisans du monde, elle a développé les missions d'éducation et de plaidoyer au commerce équitable. Agnès poursuit son engagement en tant qu'administratrice nationale de la fédération et co-animatrice de la commission éducation. A Châteauroux, elle accompagne un projet pédagogique de commerce équitable dans un lycée professionnel avec une équipe d'enseignants engagés pour « enseigner autrement ».



**Ritimo**

Ritimo est un réseau d'information qui regroupe des organisations engagées collectivement dans un projet de mobilisation citoyenne pour la solidarité internationale. La commission Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale du réseau Ritimo est composée d'animatrices professionnelles de l'ECSI et crée des outils pédagogiques, une lettre d'information intitulée Du côté de l'ECSI quatre fois par an, propose plusieurs formations par an et rédige des articles sur la méthodologie.

# DANS LA PEAU DE HICHAM, JUSTINE OU LATIKA POUR MIEUX DÉBATTRE DU CLIMAT ET DES MIGRATIONS

L'association Touiza Solidarité Île-de-France a conçu un jeu de rôle pour sensibiliser des jeunes et des adultes à des problématiques relevant de l'ECSI. Cet outil qui invite à se mettre dans la peau d'un personnage a notamment été utilisé avec des collégiens et des lycéens primo-arrivants pour faciliter les prises de parole autour de questions complexes et qui peuvent parfois sembler, de premier abord, éloignées des préoccupations des élèves. Alexia Bento, ex-chargée de mission jeunesse de l'association, raconte ce dispositif qu'elle a co-animé.



— Touiza Solidarité IDF/Laetitia Meynier

Latika, Hicham, Justine, Mohamed, Pierre, Basset, Eloïse, et Malika sont tous sortis de notre imagination. Chaque personnage est représenté sur une petite carte, avec un visage dessiné par l'illustratrice bénévole Laetitia Meynier. Au dos, on peut lire quelques phrases décrivant son « histoire » : Hicham est un jeune professeur d'origine marocaine qui s'investit dans une association de migrants ; Latika est une mère de famille d'origine indienne qui a une fille de 14 ans qui insiste pour manger des produits bios... Nous voulions des personnages qui incarnent la diversité, tant du point de vue des

origines, des sexes, des âges, que des opinions, sur notre thématique d'intervention.

Le jeu de rôle est un outil pédagogique qui consiste à se glisser dans la peau d'un personnage et à imaginer son histoire, avant de relever des défis en petits groupes. C'est une démarche à la fois éducative, collective et ludique qui valorise les échanges et l'interaction entre les participants et permet de les sensibiliser à différentes thématiques d'ECSI.

Le 22 février 2015 nous sommes invités par l'association Paroles

d'hommes et de femmes<sup>1</sup> à intervenir auprès d'élèves allophones arrivants dans un établissement scolaire du XIX<sup>ème</sup> arrondissement parisien. Souvent arrivés en France dans des conditions difficiles, ces jeunes de 11 à 17 ans ne maîtrisent pas la langue française et étudient dans des Unités péda-

<sup>1</sup> L'association Paroles d'hommes et de femmes œuvre depuis 2003 à faire témoigner dans les établissements scolaires des petits groupes de migrants. Originaires de pays francophones, ils témoignent devant des collégiens ou lycéens, de leur parcours de migration de leur lieu de naissance à leur lieu de vie en France. Elle utilise la mémoire recueillie dans tous ses lieux et sous toutes ses formes, pour créer du lien social.

gogiques pour élèves allophones<sup>2</sup> arrivants (UPE2A) avant d'intégrer une classe ordinaire, quand leur niveau de français est suffisant.

Notre mission : sensibiliser des classes allant de la cinquième à la seconde sur la thématique « Climats, migrations et co-développement ». Pour animer cette journée, la coordinatrice des activités de l'association, Angélique et moi-même, sommes accompagnées de personnes de notre réseau qui ont vécu la migration. Ainsi, Annie, la présidente de Touiza, a vécu en Algérie pendant de nombreuses années et le trésorier de l'association Bouzeguene Europe, Hocine, est d'origine algérienne. Tous deux vont partager avec les élèves leurs expériences respectives.

Afin de faciliter la prise de parole, nous séparons la classe en groupes de quatre ou cinq élèves. Chaque jeune choisit une carte. Le jeu est composé d'une mixité de personnages avec des profils assez courts pour que les participants puissent facilement s'identifier et pour laisser une grande place à l'imagination. Des jeunes issus des migrations sont plus facilement attirés par un profil de même origine. Nous commençons par poser des questions simples sur leur personnage pour « briser la glace ». Par exemple, nous leur demandons de raconter à leur camarade qui est leur personnage, quelle est son histoire etc... afin de favoriser les interactions entre les élèves. Cela les encourage aussi, lors de leur prise de parole, à étoffer leur personnage et à imaginer une histoire.

Puis nous lançons un « défi définition » pour permettre aux jeunes de s'appropriier des concepts et de les reconstruire ensemble afin de les mémoriser plus facilement. Au dos de chaque carte, ils trouvent, en plus de leur profil, des définitions des thématiques que nous allons aborder, pour amorcer et alimenter la réflexion et les débats. Ainsi sur la carte Basset, on trouve l'explication de « polluer ». Il y a la définition d'« association » au dos de la carte Malika et d'« empreinte écologique » sur celle de Pierre. Avec l'aide

<sup>2</sup> Parlant une langue étrangère

de leurs camarades, ils doivent reformuler cette définition avec leurs propres mots. En fonction de la difficulté de la définition et du degré de compréhension des élèves, l'animateur peut intervenir pour compléter.

Petit à petit, les élèves sont amenés – à travers les pratiques de leurs personnages – à évoquer leurs pratiques au quotidien, en France ou dans leur pays d'origine, et à les questionner. Telle pratique traditionnelle participe-t-elle à la protection environnementale ? Telle autre pratique peut-elle se mettre en place dans tous les pays et toutes les cultures ? « Chez moi, on ne jette jamais le pain... et chez vous ? », lance une élève à ses camarades.

À la fin du jeu, nous consacrons un temps à l'échange entre les élèves puis avec les animateurs. C'est aussi l'occasion pour Hocine et Annie de témoigner de leur expérience respective.



## PARLER D'ABORD DE SON PERSONNAGE, PUIS DE SA PROPRE EXPÉRIENCE

Pour nous, les cartes jeu de rôle sont surtout une façon d'inciter les participants à prendre la parole, en valorisant les « compétences non-scolaires ». Il est plus facile de parler d'abord de son personnage, avant de faire le lien plus ou moins consciemment avec sa propre expérience. C'est une façon de libérer la parole et de favoriser les interactions entre les jeunes.

Quand nous leur parlons de solidarité ou de gestes pour l'environne-

ment, les jeunes issus des migrations exploitent plus facilement le « double regard » entre ce qui est fait en France, dans leur pays d'origine, et dans celui de leur personnage. Ils font très facilement le lien avec les différentes pratiques solidaires ou environnementales. On se rend ainsi compte que certaines pratiques sont communes à certains pays ou au contraire totalement différentes. J'ai par exemple appris qu'on ne distribuait plus de sacs plastiques gratuitement en Chine depuis plusieurs années !

Pour l'association Touiza Solidarité Île-de-France, dont l'activité historique consiste à co-construire des projets de développement avec le Maghreb, ce type d'atelier pour la jeunesse francilienne est l'occasion de ne plus seulement agir « là-bas » mais aussi ici, en France. Angélique explique aussi qu'elle permet de mettre en lumière une valeur importante pour TS-IDF, à savoir, « la diversité est une richesse ! ». Les jeunes nous font très souvent voyager entre leur « là-bas » et « ici » en citant des exemples très concrets sur la diversité des solutions mises en œuvre dans leur pays d'origine pour lutter contre le changement climatique et pour mener des actions de solidarité. Dans nos jeux, il n'y a pas de bonne réponse, et nous sommes souvent surpris par les raisonnements des jeunes.

Il s'agissait de notre première expérience de ce jeu avec des primo-arrivants qui ne maîtrisent pas le français. Les animateurs ont été confrontés au défi d'adapter leur vocabulaire et leur pédagogie pour être compréhensibles, ce qui n'était pas forcément évident. Pour une prochaine animation, nous envisageons de travailler davantage en amont en lien avec les professeurs afin de mieux connaître le niveau de langue des jeunes et leur degré de sensibilisation au sujet. En une journée, nous avons sûrement appris autant que ces jeunes que nous avons rencontrés, voire plus.

◆ Alexia Bento, ex-chargée de mission jeunesse à Touiza Solidarité Île-de-France (TS-IDF)

Site de Touiza Solidarité Île-de-France : <http://www.touiza-solidarite.org/>  
Propagez-l-elan-de-solidarite-La-jeunesse-est?lang=fr

# DES ÉLÈVES DE CM2 S'ENVOLENT VERS LE SÉNÉGAL DEPUIS LE CENTRE GAÏA DE LILLE

L'association Le Partenariat propose aux enfants et aux jeunes, venus d'établissements scolaires ou de centres périscolaires, d'incarner le temps d'une après-midi un personnage sénégalais qui évolue dans un décor grandeur réelle. À Gaïa, son centre d'ECSI à Lille, elle a développé une pédagogie active et ludique pour initier les jeunes à la solidarité internationale et au développement durable.

Il est 14h, une classe de CM2 arrive au Centre Gaïa pour un atelier d'immersion. Dans le hall d'entrée, une animatrice, en tenue d'hôtesse de l'air, accueille les enfants et les emmène dans l'aéroport. Première surprise pour les enfants : ils découvrent un avion reconstitué. Ils s'exclament : « Wouah ! On dirait un vrai ! », « Madame on va vraiment prendre l'avion là ? ».

Ils passent au guichet pour échanger leur billet d'avion, reçu en classe, contre une carte d'embarquement, avant de monter à bord. À l'intérieur de l'avion chaque petit détail a été travaillé pour que les élèves soient en immersion totale : il y a de véritables sièges d'avion, des procédures de sécurité, et un bruitage qui simule le décollage et l'atterrissage... Impatients d'arriver au Sénégal, les élèves écoutent l'hôtesse de l'air expliquer les procédures d'urgence. En vol, ils se concentrent sur une vidéo qui leur apprend déjà beaucoup sur les conditions de vie du pays qu'ils partent découvrir.

À leur atterrissage à l'aéroport de Saint-Louis du Sénégal, les élèves enfilent des tenues sénégalaises et sont divisés en deux groupes : l'un part au village de Gandon, l'autre dans la ville de Saint-Louis. Les premiers pourront devenir acteurs de développement durable en milieu rural, en plantant une haie vive autour de l'école pour la sécuriser, la protéger des animaux errants et créer de l'ombre, ou en gérant la

borne fontaine. En ville, artisans et commerçants devront faire preuve de solidarité pour sauver leur principale source de revenu, le poisson.

## PIERRE DEVIENT OUSMANE ET JULIE S'APPELLE FATOU

À Saint-Louis, les élèves sont accueillis par Safia. Elle présente différents métiers aux enfants, qui se répartissent les rôles. Ils commencent par une visite de la plage. Pierre lève tout de suite la main : « Je peux être le pêcheur ? ». Le temps de l'atelier, il est rebaptisé Ousmane. « J'ai une pirogue, c'est un bateau sénégalais. Je dois m'occuper du poisson que j'ai pêché ce matin, le trier et le vendre. Mais mon moteur est cassé et il faut que je paye pour le réparer », explique-t-il. Kevin, renommé Adama, est boutiquier. « Je dois vendre des produits. J'ai un cahier pour trouver le prix, mais je peux négocier avec mes clients », dit-il. D'autres enfants vont devenir courtiers, mécaniciens, responsables de la Poste ou encore vendeuses de cosmétiques.

## PÉDAGOGIE ACTIVE

Durant l'atelier, les élèves sont libres de circuler et d'évoluer comme ils

le souhaitent. Ils apprennent en échangeant avec les autres et en s'appropriant les différents lieux et objets. Écouter, regarder et faire un vrai travail dans la société sénégalaise : c'est le principe de la pédagogie active. L'enfant devient acteur de son propre apprentissage. Cette pédagogie se prête particulièrement bien aux élèves en difficulté dans le système scolaire classique. L'atelier grouille, les élèves s'impliquent avec sérieux et dynamisme dans des tâches pleines de sens pour eux, car ils ont des responsabilités, une mission concrète.

« C'est trop bien d'être ici » s'exclame Julie, alias Fatou, cultivatrice d'arachides au village. « On fait un vrai métier comme les adultes, on a des responsabilités et de l'argent, sauf que c'est pas comme en France, c'est des CFA ». Tout au long du scénario des ateliers, le jeu devient situation d'apprentissage du vivre ensemble et de la solidarité, pour Fatou comme pour chacun de ses camarades.

## ENCOURAGER LES COMPORTEMENTS SOLIDAIRES

En ville, Ousmane est confronté à un problème : il vient d'apprendre qu'il n'a pas les moyens de réparer le moteur de sa pirogue. Safia, l'animatrice, réunit tous les enfants

sur la plage pour leur exposer la situation. Elle explique que tout le monde est concerné, car dans ce quartier tout le monde vit de la pêche. Spontanément Awa, la marchande de cosmétiques, lève le doigt : « On pourrait tous donner de l'argent à Ousmane pour l'aider ! ». Même si ce n'est pas toujours facile pour les élèves de trouver un accord commun, le groupe décide de faire une « tontine », une collecte solidaire en faveur d'Ousmane. Il s'agit ici pour l'équipe éducative du Centre Gaïa de promouvoir des attitudes d'empathie, de partage et de solidarité chez le jeune public.

Au village, c'est l'émulation. « On prépare une fête pour la naissance de l'enfant de Fatou. On a fait de la nougatine et on a même invité ceux de la ville », explique Madjiguene, l'infirmière. Ici, la notion de famille revêt une très grande importance. La Téranga, ou l'accueil de l'autre (parent, ami, étranger...), est une valeur essentielle au Sénégal, partagée et vécue par les jeunes élè-

ves. Au loin on entend les applaudissements et les cris de joies des habitants de la ville : ils ont réussi à réunir assez d'argent pour soutenir Ousmane, qui va pouvoir réparer son moteur et repartir pêcher.

La fête démarre au village. Les cuisinières de la ville ont amené du jus de bissap. C'est le moment festif de l'atelier : on goûte, on chante, mais on prend également un moment pour faire un bilan à chaud de ce que chacun a vécu. « C'est bien, on s'est  $\neq$  les uns les autres, on était solidaire », explique Karim.

Pleinement immergés dans la vie sénégalaise, les élèves ont découvert des paysages, des conditions de vie, des traditions et une culture différente. Revêtus de boubous et de pagnes, renommés d'un prénom sénégalais, ils ont développé de nombreux « savoir-être » essentiels à leur vie d'écoliers et de citoyens responsables (partage, respect de l'autre, tolérance, ouverture d'esprit...).

Avant de reprendre l'avion, Moussa tente de négocier, « On peut rester là, Madame ? J'ai pas envie de repartir en France ! ». Les enfants retournent chez eux fatigués en chantant une chanson sénégalaise, apprise lors de la fête.

Dans les prochains jours et semaines, ils vont retravailler en classe sur ce qu'ils ont vécu avec leur professeur. Les enseignants ont suivi une formation au préalable et reçu des documents pédagogiques qui permettent d'approfondir les thématiques abordées, d'élargir la discussion sur les gestes citoyens et solidaires possibles aussi bien au niveau international, qu'au niveau local.

◆ Laura Murphy, coordinatrice du Centre Gaïa de Lille

Atelier « Cap sur le Sénégal » du Centre Gaïa : [http://www.lepartenariat.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=16&Itemid=133&lang=fr](http://www.lepartenariat.org/index.php?option=com_content&view=article&id=16&Itemid=133&lang=fr)



Embarquement immédiat pour le Sénégal



Récolte des arachides au village



Fabrication de puisettes pour le puits du village



Rassemblement des habitants de la ville sur la plage pour aborder le problème des pêcheurs



SUPPLÉMENT  
PAGE  
SUIVANTE  
>>>

## UNE PORTE D'ENTRÉE POUR TRAVAILLER SUR LE THÈME DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN CLASSE

Stéphanie Déjardin, professeur des écoles à l'école Jeanne de Flandre de Marquette-lez-Lille a accompagné ses 26 élèves de CM2 dans l'atelier immersion du Centre Gaïa. Comme chaque année, elle utilise cette activité pour enrichir son cours dans plusieurs matières.

### Comment utilisez-vous cet atelier d'immersion en classe ?

Stéphanie Déjardin : C'est une porte d'entrée pour pouvoir travailler sur le thème de la solidarité internationale en éducation civique et morale (ECM). Au programme d'histoire/géographie, les élèves étudient aussi la francophonie et les DOM-TOM. Évoquer le Sénégal - son histoire, sa culture, sa population - permet de partir d'un projet concret, ce qui donne du sens aux apprentissages.

### Abordez-vous l'ECSI uniquement dans le cadre des cours d'EMC ?

Il y a différents moyens pour entrer dans ces thématiques. Quand je parle d'esclavagisme dans un cours d'histoire, je suis aussi en lien avec l'ECSI. On peut aussi faire de l'ECSI lors de petits débats philosophiques que l'on peut organiser avec les enfants, quand on leur propose un sujet ou une question ouverte et qu'on les laisse discuter entre eux, ou encore en littérature. L'EMC, ce n'est pas forcément dire « aujourd'hui, on va faire de l'EMC. », c'est réellement interdisciplinaire. Cette année par exemple, nous avons étudié « Trèfle d'or » de Jean-François Chabas, un livre qui nous a permis, à plusieurs reprises, de débattre sur la situation des noirs aux États-Unis et de produire des textes d'après une étude de Martin Luther King.

### Que faites-vous concrètement avec les élèves pour accompagner l'atelier ?

Le jour précédant l'atelier d'immersion, un membre de la famille d'un élève de la classe originaire de Dakar est venu faire une présentation sur le pays et ses coutumes. Après l'atelier, les élèves créent un livret individuel pour que chaque enfant garde un souvenir de ce projet à la fin de l'année scolaire.

Le livret contient les différents travaux réalisés par l'élève suite à l'atelier : un texte, rédigé par l'enfant, dans lequel il décrit le rôle qu'il a joué lors de l'atelier et son ressenti, des recettes sénégalaises (jus de bissap, nougatine), un poème de Léopold Sédar Senghor que nous étudions en classe, le billet d'avion, des chansons apprises sur place (« Olélé ») ou en classe (« Seven seconds » de Youssou N'Dour), des exposés thématiques (sur la pêche, les arachides...) ou encore une production d'art visuel réalisée en classe.

Ensuite, l'objectif est toujours de rattacher le travail en classe à une action de solidarité, comme une collecte de dons pour le Burkina Faso ou pour les Restos du Cœur.

### Comment faire le lien entre la solidarité internationale et le quotidien des élèves ?

On part de petites choses du quotidien, de situations vécues dans la cour. Au début, les enfants ne se rendent pas compte que c'est lié. Mais on essaie de les faire s'ouvrir sur le monde à partir de ces situations.

### Comment évaluer la progression de l'enfant ?

L'évolution des enfants et leur progression en matière de comportement, ce sont des choses qu'on peut sentir quand on fait un échange lors d'un conseil de classe. Par exemple, si un enfant dit qu'il a réussi à intervenir et à régler une dispute à la récréation. Mais ce genre de situation concerne un enfant et c'est à l'instant T. En théorie, on doit pouvoir noter ce genre de chose tout le temps « tel enfant a évolué, car il a réussi tel jour et à telle heure à faire ceci... ». Mais dans la réalité, c'est très compliqué de pouvoir faire cela.

Ces notions sont indiquées dans le cahier du socle commun de compétences : ce sont les « compétences sociales et civiques ». Il y a des compétences très concrètes comme « connaître les symboles de la république », qu'on peut évaluer. Mais aussi, « comprendre les notions de droits, de devoirs, les accepter et les mettre en application », « avoir conscience de la dignité de la personne humaine et en tirer des conséquences au quotidien ». Mais comment évaluer l'« avoir conscience » ? C'est également difficile de faire évoluer tous les enfants en même temps sur la même notion. Surtout que certains ont déjà acquis certaines notions et ont déjà un comportement citoyen de par leur sensibilité, leur éducation, leur comportement naturel.

◆ Propos recueillis par Laura Murphy, coordinatrice du Centre Gaïa

## DES OUTILS D'ECSI POUR ÉVEILLER LES SENS

En tant que coordinatrice de l'association Etik et Sol à Bordeaux, Catherine Boutinaud conçoit des outils d'éducation à la citoyenneté et aux solidarités, inspirés de ses expériences de terrain, ici et ailleurs. Au fil des années, elle a développé une approche qui fait appel aux sens des publics qu'elle rencontre, de la maternelle aux seniors.

Si vous passez à côté d'une classe où j'anime un atelier, vous entendrez sûrement un peu d'agitation. Comme ce lundi après-midi, dans une école du centre-ville de Bordeaux. Dans cette classe de CP, on entend monter de joyeux bavardages, maîtrisés par les rappels à l'ordre réguliers de l'institutrice. « Où sont les ciseaux ?

- Maîtresse, il m'a pris mon fil rouge !  
- Catherine, je n'arrive pas à faire la tête !  
- Moi, je fais une poupée couleur marron, comme Siraba ! »

En ce début de semaine je propose un atelier de fabrication de « poupées tracas »<sup>1</sup>. Pas en tant qu'animatrice socio-culturelle, ni comme artiste-plasticienne. Non, moi mon domaine c'est la solidarité internationale. Je conçois et anime des animations pédagogiques autour des thématiques liées à la citoyenneté mondiale, faites d'échanges réciproques où chacun apprend de l'autre.

Lors d'une première séance avec cette classe, nous avons d'abord abordé la question des différences culturelles, du respect de l'autre et du vivre-ensemble. Au moyen d'un jeu autour de photographies de familles du monde entier, les enfants ont pu appréhender les diversités physiques, culturelles qui caractérisent l'être humain.

<sup>1</sup> Les poupées tracas sont des petites figurines originales du Guatemala que les enfants glissent traditionnellement sous leur oreiller pour capter les mauvais rêves et bien dormir

Aujourd'hui les enfants fabriquent leurs poupées. Ils utilisent de simples bouts de laine, de fil ou de bois recyclé. Les personnages prennent corps petit à petit en enroulant toutes ces matières autour d'un bout de bois d'une dizaine de centimètres, telles des fées miniatures.

Certains choisissent de s'inspirer de la photo montrant la famille malienne aux vêtements colorés, d'autres de celle de la famille française « parce qu'elle est française comme moi », ou encore de l'image de la famille chinoise « parce que j'aime bien leurs yeux pas pareils ». La couleur de peau, les cheveux, les tissus asiatiques, africains ou occidentaux qu'ils choisissent, traduisent une partie de ce qu'ils ont ressenti et retenu de notre précédente rencontre. A travers cet atelier plastique, les enfants expriment leur perception de la différence. Ils expriment ce qu'ils ont ressenti en découvrant les photographies. Quelle famille représentée leur a plu ? Est-ce que certaines les ont rendus mal à l'aise... ?

### DE L'OUTIL AU MESSAGE

Quand j'ai commencé à concevoir des animations, je m'intéressais moins aux outils que j'allais utiliser qu'aux objectifs pédagogiques et au contenu du message qu'il fallait faire passer. Les outils étaient choisis dans un second temps.

Aujourd'hui, très souvent, c'est l'outil qui détermine mes animations. Je peux choisir l'outil avant de bâtir le déroulé de l'intervention. Non pas que la forme soit plus importante que le fond, mais parce que au fur-et-à-mesure des ateliers, je me suis rendue compte que c'est un formidable médium. Comme un journaliste qui s'appuie sur sa caméra pour transmettre l'information, je m'appuie sur mes outils pour transmettre mes messages sur la citoyenneté et la solidarité internationale. L'ECSI est un domaine très large, chaque projet demande d'adapter ses outils.

— poupées tracas ©Etik et Sol



> ÉCLAIRAGE TERRAIN

Par exemple, une tablette de chocolat est un outil de sensibilisation très efficace. Une dégustation à l'aveugle de chocolats peut devenir un prétexte pour introduire le commerce équitable auprès d'un public adulte. Pour les personnes très peu sensibilisées sur la question, cette approche ludique permet de capter l'attention. Je leur demande de voter pour la meilleure des tablettes les yeux fermés et c'est souvent le chocolat issu d'une démarche responsable qui est élu. Le premier message est passé : le commerce équitable offre des produits de qualité. Il reste à transmettre le message le plus important, sur l'équité, mais cette bonne accroche facilite la suite de l'intervention.

## FAVORISER L'EXPRESSION

J'essaie souvent de faire voyager le public que je rencontre. Pour cela, j'aime utiliser des sons : un petit extrait musical pour appréhender les représentations culturelles, un enregistrement de trafic urbain pour aborder la pollution, etc. Mais à choisir, c'est l'image que je préfère : je décline la photographie sous diverses formes pédagogiques. C'est aussi un outil que les publics se réapproprient facilement et à tout âge.

Par exemple, suite aux attentats terroristes de janvier 2016 en France, j'ai mené une formation en ECSI auprès de jeunes adultes de différentes nationalités. Or il n'est pas aisé dans un contexte très sensible d'aborder certaines questions politiques, culturelles ou religieuses. J'ai utilisé le photo-langage<sup>2</sup> qui permet aux participants d'exprimer un avis très personnel tout en se retranchant derrière une photo si besoin.

Je leur ai proposé des photos très diverses de personnes, d'éléments de la nature, d'outils de télécommunications, etc. Un jeune a choisi

<sup>2</sup> Cette méthode initiée par Alain Baptiste, Pierre Babin et Claire Bellisle en 1968, consiste à demander aux participants de choisir une ou plusieurs photos, puis d'exprimer « une position personnelle, une expérience vécue ou un point de vue spécifique » à partir de l'image, qui sert de prétexte.

une photo représentant la carte du monde avec des traits qui relient les pays entre eux. Il a expliqué avoir choisi cette image car « le plus important c'est que les hommes soient unis entre eux ». L'animation du photo-langage a ainsi permis aux participants d'exprimer une opinion propre, de prendre position face à une actualité difficile.

## INFORMER, COMPRENDRE, AGIR

Dans une démarche éducative, l'outil ne se suffit pas à lui-même. Un jeu de rôle mené sans aucun debriefing derrière n'a pas de sens et peut même, selon la thématique, avoir un effet néfaste.

J'avais organisé le jeu du commerce mondial avec des classes de seconde. Il vise à mettre en évidence les inégalités de ressources et de moyens de production. Ce jeu de rôle répartit les joueurs entre pays riches, intermédiaires et en voie de développement. Chaque groupe doit produire et vendre sa production sur le marché mondial. C'est à celui qui vendra le plus. Les participants peuvent s'organiser entre eux librement, la seule règle est qu'il ne faut pas utiliser la force physique. Selon les publics, les joueurs sont solidaires, ou c'est la loi du plus fort. Il est arrivé qu'un élève soit tellement outré de l'attitude de ses camarades qu'il en vienne aux larmes et refuse de continuer à jouer. Le rôle de l'animateur et du bilan après le jeu sont ainsi fondamentaux, afin que les ressentis s'expriment, qu'on analyse les comportements pour bien comprendre l'objectif pédagogique du jeu et proposer des alternatives solidaires...

Si l'on arrive à adapter l'outil à son public, il peut offrir un beau panel de possibilités. Le même outil peut être ainsi utilisé en début ou fin d'intervention, suivant l'effet souhaité. Un photo-langage peut aider à se présenter en début d'intervention ou permettre de montrer ce que l'on a retenu des échanges en fin d'animation. Les participants vont ainsi choisir l'image qui représente le mieux ce qu'ils ont préféré ou ce qu'ils ressentent après l'animation.

Et le même photo-langage ne déclenchera pas les mêmes réflexions en fonction du groupe réuni. Selon la vie du groupe et ses connaissances, les images présentées ne seront pas interprétées de la même façon. Je travaille souvent avec les photos de l'exposition Hungry Planet, « What the world eats ? », de Peter Menzel, avec des classes primaires. Cette exposition montre des familles du monde entier, chacune photographiée avec toute la nourriture qu'elle consomme en une semaine. Les photographies sont lues sous l'angle de l'alimentation, des déchets, des différences culturelles... selon le travail qui a été fait en classe avec les enfants et la thématique abordée.

Même en utilisant un outil très ludique, le rôle de l'animateur/formateur est essentiel. Il doit informer, pour permettre de comprendre, pour donner envie d'agir. Pour cela, les acteurs de l'ECSI vont puiser dans leurs compétences, leurs connaissances et leur expérience professionnelle.

Paradoxalement, éduquer à la citoyenneté et aux solidarités, c'est s'inscrire dans une démarche de changement, tout en revenant à l'essentiel. C'est rappeler à des adultes ou apprendre à des enfants, que la nature a des saisons, que les frites sur-emballées du supermarché sont, à la base, des pommes de terre qui poussent dans la terre... C'est faire émerger la conscience que l'on est tous humains, quelles que soient les nationalités, les croyances, les apparences.

C'est ce que j'aime avec mes outils, je les utilise auprès de tous les publics au-delà des milieux socio-professionnels, âges, nationalités, etc. Ils sont ce lien transversal, qui voyage au fil de mes rencontres et sur lesquels je peux m'appuyer moi aussi.

◆ Catherine Boutinaud,  
coordinatrice de l'association  
Etik et Sol à Bordeaux

Site de l'association Etik et Sol :

[www.etiketsol.fr](http://www.etiketsol.fr)

Présentation de l'outil de photo-langage :  
[www.photolangage.com](http://www.photolangage.com)

Un livre sur les poupées tracas « Billy se bile », Anthony Browne, L'École des loisirs, 2008.

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# DES PARCOURS LUDIQUES APRÈS LA CLASSE OÙ POUR GAGNER, IL FAUT S'ENTRAIDER

L'association E-graine met en place des animations sur le thème de « vivre ensemble, ici et là-bas » auprès d'enfants, qui font directement appel à la coopération. Même si ce parcours est composé d'activités ludiques, il faut savoir l'adapter aux différentes situations pour pouvoir capter et maintenir l'attention, explique Maureen Loth, qui a mis en place ces ateliers dans plusieurs écoles des Yvelines, en Île-de-France.



Sensibiliser les enfants au vivre ensemble au niveau local et international, identifier les avantages et inconvénients de la coopération et de la compétition, prendre conscience des préjugés, des impacts de notre consommation sur la planète : tels sont les objectifs du parcours éducatif « Vivre ensemble, ici et là-bas » développé par l'association E-graine.

Dans les écoles primaires de Magny-les-Hameaux près de Trappes (Yvelines) notamment, l'association propose des jeux à des groupes de 18 enfants âgés de huit à onze ans pour qu'ils deviennent acteurs de leurs apprentissages et qu'ils expérimentent eux-mêmes le vivre ensemble. Le parcours est composé de cinq à

sept ateliers au total (selon le calendrier scolaire) et chacun aborde pendant 1h30 un aspect différent et complémentaire autour de la citoyenneté et de la solidarité locale et internationale.

## COMMUNIQUER POUR GAGNER

Le « défi des chaises » par exemple vise à leur faire comprendre l'intérêt de la coopération. Plusieurs chaises sont placées au milieu de la salle et les enfants répartis en petits groupes ont chacun une mission à remplir : s'asseoir sur une chaise, les aligner, en toucher le dossier, etc.

Dans un premier temps, ils se jettent sur les chaises pour réussir leur mission. Mais après un temps d'échange, ils se rendent compte qu'ils auraient tous pu gagner, car leurs missions n'étaient pas incompatibles. De nouvelles missions sont alors proposées (mettre les chaises au centre de la pièce, les mettre en rond,...) et ils comprennent que la communication est la clé pour gagner, car leurs missions ne sont pas incompatibles.

À la fin du jeu, tout le monde gagne. Les enfants ont alors pu faire le lien avec la notion de vivre ensemble, comme le reflètent des slogans imaginés par le groupe après les « défis des chaises » : « La coopération, c'est mieux que la compétition », « Coopération = pas de perdants ». Les enfants prennent ainsi conscience de l'importance du respect de l'autre et de la solidarité pour la vie en société.

## CHAISES, SALUTATIONS OU ROMANS PHOTOS

Dans ces écoles, ces ateliers ont permis d'ouvrir un espace de réflexion sur la coopération, par opposition à la compétition, mais aussi sur les discriminations ou les représentations que l'on peut avoir des autres cultures. C'est également le cas du jeu « les saluts du monde ». Au départ, chaque enfant reçoit une vignette sur laquelle est inscrite une façon de se saluer



> ÉCLAIRAGE TERRAIN

dans le monde. Un Tibétain tire la langue, un Américain prend la personne qu'elle salue dans ses bras, des Inuits se frottent le bout du nez l'un l'autre... Les enfants doivent ensuite se saluer entre eux en suivant le modèle de leur vignette. Beaucoup sont perplexes, mais ils comprennent ainsi que nos codes occidentaux ne sont pas universels et que chaque pays a sa propre culture. « En fait, quelque chose qui nous paraît bizarre ou mal polie peut être normale ou polie dans un autre pays », réagit un enfant après l'animation. C'est ainsi qu'au fil de la discussion, l'animatrice interroge sur les représentations que l'on a des autres. Les enfants comprennent alors qu'elles peuvent être faussées si on ne connaît pas bien cette culture.

Dans une autre adaptation du parcours, nous avons proposé aux enfants de réaliser un roman photo (photo story) sur un thème qu'ils ont choisi ensemble au cours des premières séances, à partir d'une série de propositions validées par un vote. Un des groupes a par exemple choisi de travailler sur le genre en réalisant une scène où les filles et les garçons jouent au foot ensemble.

## S'ADAPTER AUX ENFANTS ET ENCOURAGER LES CHOIX COLLECTIFS

E-graine met en place le parcours « vivre ensemble, ici et là-bas » dans le cadre des nouvelles activités périscolaires (NAP) ou temps d'activités périscolaires (TAP) instaurés par la réforme des rythmes scolaires de 2013. Il s'agit d'un temps hybride, entre l'éducatif et le récréatif, dont la durée varie d'une commune à l'autre (45 minutes tous les jours, 1h30 deux fois par semaine ou 3h un jour par semaine), et qui n'est pas toujours bien compris des enfants, ni même des animateurs ou des enseignants. Il règne donc une certaine confusion sur ces nouveaux temps périscolaires et les activités qui y sont liées. Avec des enfants parfois réfractaires, il faut constamment savoir faire preuve d'adaptation.

Pour favoriser leur adhésion au cours du parcours, ils ont été invités à proposer une activité qu'ils voulaient faire pendant une séance. Sur un papier, chaque enfant a noté une envie. Une fois les idées partagées à l'ensemble du groupe (football, tournoi de danse, jeu de société, etc.), l'animatrice leur a demandé de décider d'un moyen de choisir l'activité de la séance. Le groupe a opté pour le vote à main levée, et c'est finalement l'activité football qui a obtenu le plus de voix. Une façon de se confronter, concrètement, à l'exercice de la citoyenneté, d'ouvrir la discussion sur les avantages et inconvénients du vote en tant qu'expression de la majorité, de prendre conscience de notre faculté de choisir de participer (ou non) à un projet collectif et des conséquences de ce choix sur le vivre ensemble dans le groupe. L'activité football elle-même a été l'occasion d'expérimenter et de débattre de l'intérêt de fixer des règles pour le sport comme pour la vie en société.

## UN PROGRAMME NÉ A MALAKOFF

À l'origine, le parcours éducatif « vivre ensemble, ici et là-bas » d'E-graine a été imaginé en collaboration avec le service coopération décentralisée de la ville de Malakoff (Hauts-de-Seine) et trois enseignant-e-s pour sensibiliser des élèves à l'étendue de la solidarité, du local à l'international. Il a également intéressé un bailleur social qui souhaitait impulser des actions autour du vivre ensemble dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (Essonne). Ensemble, nous avons proposé le projet au directeur d'une école du quartier qui a répondu favorablement à notre proposition qui faisait écho à son projet d'établissement.

Les relations filles-garçons étant très tendues dans les classes choisies pour le projet, il a suggéré que nous développiions un des ateliers sur les stéréotypes de genre. Mais avec les enseignants, nous avons fait le choix, en cours de parcours, d'orienter le troisième atelier sur la thématique de la gestion non violente des conflits, après avoir pris conscience, lors d'un atelier sur

les discriminations, que beaucoup d'élèves proposaient de se défendre par la violence.

Ce parcours s'est ensuite adapté à des contextes bien différents (école, périscolaire, centres sociaux). Il touche également les parents, comme lors d'un atelier à la maison de quartier de Saint-Louis à Versailles (Yvelines). En jouant avec les enfants, ils se sont rendu compte que l'esprit de compétition était plus présent que celui de la coopération. Ces ateliers peuvent donc amener toutes les générations à se poser des questions sur la notion de solidarité.

◆ Maureen Loth, chargée de mission enfance-jeunesse dans les Yvelines et Marie Gendre, chargée de mission Île-de-France chez E-graine

Site d'e-graine : <http://e-graine.org/>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# DES COURS D'ECSI AU LYCÉE

Depuis septembre 2013, le lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon-sur-Saône propose à tous les élèves de seconde générale un enseignement d'exploration<sup>1</sup> de sciences économiques et sociales (SES) intitulé « Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) ». 140 élèves ont suivi cet enseignement, soutenu par l'académie de Dijon et le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, et qui débouche sur l'obtention d'un « passeport bénévole ». Ce cours met en lumière tout l'intérêt pédagogique de la solidarité internationale et révèle l'impact d'une collaboration accrue entre l'Éducation nationale et les acteurs de la société civile, et notamment de l'éducation populaire.

« On ne peut plus se désintéresser du sort des autres. Les sciences économiques et sociales nous montrent que ce que nous faisons chez nous, peut avoir des conséquences à l'autre bout du monde », explique Marie Duru-Bellat, une sociologue qui a accompagné la mise en place de l'enseignement d'exploration « ECSI » avec Bourgogne Coopération à Chalon-sur-Saône en Saône-et-Loire. Ce cours vise donc à « comprendre les racines de ces inégalités massives qui existent entre les pays du monde ».

Comment en effet, appréhender pleinement le changement climatique, les migrations, l'économie ou les relations sociales sans regarder au-delà de nos frontières et interroger la notion de justice ? Pour Denise Bousquet, professeure de sciences économiques et sociales (SES) au lycée Hilaire de Chardonnet à Chalon-sur-Saône, ce nouveau module d'ECSI qu'elle enseigne répond à une difficulté à laquelle les professeurs sont régulièrement confrontés. « La dimension internationale est prépondérante pour comprendre de nombreux phénomènes, mais en pratique, elle est parfois difficile



©Charlotte Geoffray

<sup>1</sup> Enseignement non noté, que les élèves peuvent choisir de suivre en classe de seconde

> ÉCLAIRAGE TERRAIN



Chantier interculturel réalisé en 2014 au Burkina Faso réunissant des élèves du lycée Hilaire de Chardonnet à Chalon-Sur-Saône, des jeunes Nigériens, des Maliens et des Burkinabés ©Charlotte Geoffroy

à percevoir par les élèves. Tout l'enjeu est alors de la rendre concrète ». Plus encore, selon elle, cet enseignement vise à « aider les élèves à prendre du recul sur leurs propres modes de vie mais aussi et surtout, à leur permettre de donner plus de sens à leurs choix futurs ».

### UN ENSEIGNEMENT EXPLORATOIRE VALORISÉ PAR UN « PASSEPORT BÉNÉVOLE »

Le programme de SES actuellement proposé dans les lycées d'enseignement général permet déjà de créer de nombreux liens avec les enjeux du développement, de l'interculturalité ou des relations internationales. L'enseignement d'exploration proposé au lycée Hilaire de Chardonnet part donc du programme officiel de l'Éducation nationale pour y ajouter des éléments de l'ECSI. En cela, il se distingue de nombreuses expériences menées jusqu'alors. Ainsi, s'il aborde toutes les notions obligatoires, telles que la consommation, le chômage ou les mécanismes du marché, il met l'accent sur la com-

préhension du fonctionnement des inégalités mondiales, la sensibilisation aux droits humains et aux notions d'interculturalité.

L'enseignement s'organise en deux parties : un cours d'1h30 par semaine, durant toute l'année scolaire, et un temps d'éducation morale et civique (EMC) de 18h qui est entièrement consacré à la découverte du monde associatif de la citoyenneté et de la solidarité internationale. Certains élèves ont ainsi l'occasion de tenir des stands d'information sur le commerce équitable, d'autres organisent des événements... Toutes les heures qu'ils effectuent, en cours ou auprès d'une association, sont ensuite inscrites dans un « passeport bénévole ». Ce document de suivi et de valorisation proposé par France Bénévolat a une valeur symbolique forte pour les jeunes et pourra être valorisé sur un CV.

Thomas Chevrier, ancien élève de l'enseignement agricole, s'est rendu une vingtaine de fois à l'association Artisans du Monde, au-delà des 18h qu'il devait réaliser pour obtenir son « passeport bénévole ». Maintenant, « je fais de la pub pour le commerce équitable auprès de mes proches », dit-il. « Cela a

changé ma façon de voir les choses, cela m'a permis d'avoir un regard critique sur le commerce ». Son amie Séphora Bachir, s'est quant à elle engagée dans l'organisation d'un concert : « On a voulu montrer que les jeunes peuvent aussi avoir des convictions et s'engager pour des causes solidaires ».

Tout au long de l'année, la Semaine de la solidarité internationale, la campagne AlimentTerre ou le Mois de l'économie sociale et solidaire constituent pour les élèves des occasions de participer et de s'impliquer dans une dynamique associative. Pour Denis Rolland, recteur de l'académie de Dijon et chancelier de l'Université de Bourgogne, c'est bien là tout l'intérêt de l'ECSI : « sensibiliser les élèves à la nécessité de l'action, de la construction et la mise en œuvre de projets tout en leur donnant les outils cognitifs pour la mener à bien ».

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

### UNE APPROCHE PARTICIPATIVE, INTERACTIVE ET RÉFLEXIVE

Le cours proposé se démarque des enseignements traditionnels à plusieurs égards. Aux outils « classiques » (études de documents, expositions, films...) s'ajoutent des outils spécifiques d'ECSI (débat mouvant, porteurs de paroles, jeux de positionnement, mises en situation...) et les élèves sont sollicités pour mener de nombreux projets (voyages solidaires à l'étranger, participation à la vie d'associations locales, engagement sur des manifestations citoyennes...).

Par exemple, dans le 3ème chapitre du cours abordant le thème de la consommation, on propose aux élèves de jouer à « l'élection du produit le plus pourri ». Il vise à faire réfléchir les élèves sur leur pouvoir de consommateur et sur l'achat responsable, à travers l'analyse de produits selon des critères éthiques, sociaux ou environnementaux.

Il s'agit ici de permettre aux jeunes d'expérimenter concrètement les mécanismes étudiés et de prendre conscience, petit à petit, de la nécessité d'une approche holistique des problèmes. Plus largement, une nouvelle circulation de l'information se met en place au sein de la classe : on part des expériences, des questions et des échanges entre élèves pour aboutir à un message construit collectivement.

Dans un contexte de repli sur soi et de radicalisation, « c'est impératif, l'éducation à la citoyenneté internationale doit inciter les élèves à échanger leurs opinions de manière ouverte et critique », affirme Denise Bousquet, pour qui l'ECSI doit notamment être un moteur pour développer « la prise d'initiatives, le travail en groupe, ou la capacité à développer des partenariats ». Toutefois, « cela ne peut pas être déconnecté de l'apprentissage de compétences ».

Par ailleurs, l'absence de notation propre aux enseignements d'exploration de seconde, et plus particulièrement encore à la mé-

thodologie adoptée dans cet enseignement, interroge son éventuel prolongement en classe de première et de terminale.

### UN ACCOMPAGNEMENT INDISPENSABLE DES ENSEIGNANTS

L'expérience chalonnaise est très spécifique et réunit de nombreux atouts sur lesquels tous les établissements ne peuvent pas compter : une enseignante de SES très engagée dans la solidarité internationale, le soutien d'un chef d'établissement, de l'académie, d'un réseau régional dédié à la solidarité internationale, d'un collectif d'associations locales engagées sur ces thématiques ou encore l'accueil de volontaires en service civique par l'établissement qui sont venus en appui aux projets menés.

Pour faciliter la maîtrise de nouveaux outils et de nouveaux sujets, la formation et l'accompagnement des enseignants sont essentiels. Denise Bousquet reconnaît que si elle n'avait pas eu le temps et l'occasion de se former auprès des acteurs spécialisés dans l'ECSI, tels que Starting Block, Étudiants & Développement, Artisans du Monde ou Ritimo, rien n'aurait été possible. La mise en œuvre d'outils participatifs, l'animation des échanges entre les élèves ou leur mobilisation au sein d'associations nécessitent pour les enseignants de dégager du temps et de s'organiser en conséquence.

Toutefois, il existe aujourd'hui au sein de l'Education nationale différents espaces au sein des-

quels l'ECSI peut aujourd'hui se déployer, à l'image des projets pluri-disciplinaires, des heures d'accompagnement personnalisées, de l'éducation morale et civique, des foyers socio-éducatifs ou les séjours à l'étranger.

Pour le proviseur du lycée, François Vicard, la solidarité internationale « pourrait tout aussi bien être réinterprétée par un enseignant d'histoire-géographie qui souhaiterait approfondir des questions liées aux relations internationales, ou par un enseignant de sciences de la vie et de la terre qui souhaiterait évoquer différemment le développement durable ». Pour le recteur de l'académie Denis Rolland, « la mise en œuvre de ces enseignements doit aujourd'hui irriguer l'ensemble des savoirs disciplinaires ».

◆ Benjamin Léger, directeur de Bourgogne Coopération

Guide disponible gratuitement en version numérique sur [www.enseignement-ecsi.fr](http://www.enseignement-ecsi.fr)



### UN GUIDE PRATIQUE POUR DÉMULTIPLIER L'EXPÉRIENCE

Pour prolonger l'expérience de cet enseignement d'ECSI dans d'autres établissements, Bourgogne Coopération a réalisé avec 34 chercheurs, enseignants, professionnels et bénévoles de la solidarité internationale issus du monde de l'éducation populaire ou de l'économie solidaire, un guide pédagogique à destination des professeurs. Il décrit l'ensemble de l'enseignement, propose des animations « clés en main », des fiches métiers et des témoignages d'élèves. Ce guide est accessible en ligne gratuitement, et en version papier pour 15 euros.

# AU COLLÈGE, L'ECSI PEUT ÊTRE UN DES PIVOTS AUTOUR DUQUEL BÂTIR LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT

En faisant intervenir des associations de solidarité internationale dans des collèges, le dispositif Tandems Solidaires du CERCOOP F-C<sup>1</sup> introduit des outils d'éducation non formelle, qui peuvent être réutilisés en classe par les professeurs et qui permettent de désacraliser l'image de l'école, synonyme d'échec pour certains élèves. Un dispositif dont peuvent se saisir les professeurs dans le cadre de la réforme des collèges qui incite à plus d'enseignements pratiques et interdisciplinaires.

L'éducation non formelle (ENF) est définie par l'Unesco comme « toute activité organisée et s'inscrivant dans la durée qui n'entre pas exactement dans le cadre des systèmes éducatifs formels composés des écoles, des établissements d'enseignement supérieur et des universités, ainsi que des autres institutions éducatives formellement établies. En France, on utilise plus couramment le terme d'« éducation populaire ».

Au sein de l'Éducation nationale, les Tandems Solidaires introduisent les équipes pédagogiques et les élèves à ce type d'enseignement. Ils permettent aux élèves d'être acteurs du projet, c'est-à-dire qu'ils sont forces de proposition, créatifs, et réalisent véritablement une production (matérielle, visuelle, textuelle etc.). Ainsi, le collège Malraux de Pontarlier et l'association Y'a de l'électricité dans l'air ont proposé à un groupe de collégiens de réaliser deux éoliennes pour des villages sénégalais. Les élèves ont été répartis en trois équipes de six élèves : une équipe « bois » pour concevoir les pales, une équipe « acier » chargée de la nacelle, du moyeu et des roulements et une équipe « électricité » responsable des six bobines, détaille Pascal

<sup>1</sup> Le CERCOOP F-C (Centre de Ressources pour la COOPération décentralisée en Franche-Comté) est un Réseau régional multi-acteurs (RRMA) qui soutient, développe et anime la coopération internationale et la solidarité en Franche-Comté.

Rubiloni, professeur de technologie.

Les adolescents souhaitent pouvoir agir concrètement pour sentir qu'ils sont capables de changer les choses rapidement, voire tout de suite. Il est nécessaire de les responsabiliser dans le projet. Chacun a un rôle actif à jouer et peut changer les choses. Les jeunes s'en trouvent valorisés et développent leur confiance en eux. « Nous, on n'est pas grand-chose, mais à plusieurs, on peut faire que ça aille mieux pour les autres ! », témoigne un élève. À l'issue du Tandem Solidaire, les collégiens sont appelés à sensibiliser à leur tour d'autres classes de leur établissement scolaire pour favoriser une éducation de jeunes par les jeunes.

## « NI HEURE DE CLASSE SUPPLÉMENTAIRE, NI DEVOIR À LA MAISON »

La démarche des Tandems Solidaires s'adresse aussi bien à des classes d'enseignement général qu'à des classes SEGPA<sup>2</sup> qui accueillent des élèves présentant des difficultés d'apprentissage graves et durables. « Faire côtoyer des jeunes classés « difficiles » et des adultes extérieurs au collège, professionnels, responsables associatifs sur un projet commun,

<sup>2</sup> Sections d'enseignement général et professionnel adapté



Les Tandems solidaires favorisent la créativité ©Cercop

casse l'image classique de l'école », témoigne Pascal Rubiloni, qui a participé à un Tandem Solidaire avec des élèves de SEGPA.

Pour cet enseignant, le « deal » avec les élèves était : « ni heure de classe supplémentaire, ni devoir à la maison ». Le projet a donc été réalisé pendant les heures de cours. Les Tandems Solidaires mobilisent plusieurs enseignants et acteurs éducatifs dans une approche transversale des thématiques abordées dans les projets pédagogiques. Or « il faut parfois se battre avec les collègues qui ont les élèves participants en classe et qui ne veulent pas intervenir dans le projet parce qu'ils ne voient pas l'intérêt de ce dispositif », regrette Pascal Rubiloni.

D'autres collègues ont joué le jeu. « Le professeur d'histoire-géo a fait une dizaine d'interventions sur le thème du déséquilibre Nord-Sud qui a débouché sur la création d'affiches pédagogiques. Le professeur de mathématiques s'est chargé des tracés et des mesures des différentes pièces qui ont ensuite été réalisées dans ma classe de technologie. Le professeur de français du niveau 5ème a mis en place une correspondance épistolaire avec deux collèges sénégalais (Diogane et Moundé), dans les villages où les éoliennes seront installées. Le professeur d'arts plastiques s'est occupé de la décoration des pales et du boîtier électrique », poursuit Pascal Rubiloni.

## PAS D'ENTRAVE AU PROGRAMME OFFICIEL

La rencontre et les échanges entre les élèves et des personnes actives au sein d'une association « créé un lien fondamental sur lequel l'équipe enseignante peut s'appuyer lors de séances plus formelles », assure Laure Giron, référente Tandems Solidaires au Cercop qui accompagne les binômes tout au long de leur projet. Construire ensemble un objet concret (une éolienne, un CD musical...) et « s'impliquer activement dans une démarche de projet favorise une dynamique qui donne du sens aux apprentissages » dit-elle. Le dis-



Création d'un lave main dans le cadre d'un Tandem solidaire ©Cercop

positif permet de « créer des moments privilégiés d'apprentissage, différents de ce que les élèves ont l'habitude de connaître en classe.

Pour les acteurs des Tandems Solidaires, l'introduction de notions d'éducation non formelle s'insère logiquement dans le parcours académique. « Au collège, l'ECSI peut être un des pivots autour duquel bâtir le projet d'établissement. L'ECSI intègre trois des sept composantes du socle commun de connaissances et de compétences que tous les jeunes doivent avoir acquis à l'issue du collège : « la culture humaniste », « les composantes sociales et civiques », « l'autonomie et l'initiative », remarque Laure Giron. Cette enseignante mise à disposition par le rectorat de l'académie de Besançon estime que « L'École peut et doit avoir une place centrale dans les processus d'éducation au développement et à la solidarité internationale ».

Pour les équipes pédagogiques, les Tandems Solidaires, sont aussi l'occasion de rencontrer de nouveaux partenaires avec qui construire des projets interdisciplinaires. « Dans le cadre de la réforme des collèges (mise en place à la rentrée 2016) qui prévoit notam-

ment la mise en place d'enseignements pratiques interdisciplinaires, il est plus que nécessaire de favoriser la mise en place de partenariats entre associations et établissements scolaires », juge Natacha Lanaud Lecomte, déléguée académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DAREIC) au rectorat de l'académie de Besançon.

Mais Pascal Rubiloni, tient à « rester humble sur les retombées purement scolaires ». « Certains collègues s'attendent à un changement radical du comportement et des résultats dans leurs cours, alors que cela ne concerne qu'une minorité » témoigne le professeur de technologie. « C'est surtout sur l'estime de soi, la valorisation, et les valeurs humaines que ce projet se positionne. »

◆ Florence Kohtz, chargée de développement au CERCOOP F-C

<http://www.cercoop.org/-TANDEMS-SOLIDAIRES>

LIRE AUSSI PAGES 33 & 106 >>>

# LE PROJET « ENSEIGNER AUTREMENT » EN LYCÉE PROFESSIONNEL VU DE LA SALLE DES PROFS...

À Châteauroux, une équipe enseignante d'un lycée professionnel a décidé de construire un projet pour « enseigner autrement » dans une classe de première année de CAP Vente. Le professeur principal de la section, Djelloul Mennal, a fait appel à une ancienne collègue, Agnès Renaudon qui est aussi bénévole à Artisans du Monde depuis une douzaine d'années, pour développer un projet pédagogique qui intègre des mises en pratiques concrètes autour du commerce équitable.

« Allô Agnès ? Salut, c'est Djelloul ! J'aimerais qu'on se voit avant les vacances pour discuter avec toi d'un projet qu'on aimerait mener dès la rentrée avec Artisans du Monde... ». Djelloul Mennal, c'est un prof de vente du lycée professionnel Les Charmilles à Châteauroux (Indre). Un fan de projets pédagogiques, un coordonnateur d'équipe pluridisciplinaire. J'ai reçu son coup de fil à la fin du mois de juin 2015, et nous nous sommes retrouvés avec toute l'équipe pédagogique trois jours avant les vacances d'été pour élaborer le projet.

Nous avons posé les bases : l'équipe pédagogique qui accueillera à la rentrée de septembre les élèves de première année de CAP Vente s'engage dans un projet pour « enseigner autrement ». Si l'idée a été impulsée par l'inspecteur de spécialité, c'est l'équipe pédagogique qui va relever le défi, en utilisant la vente de produits équitables comme fil conducteur du projet dans les activités des différentes matières tout au long de l'année.

Pourquoi avec Artisans du Monde ? Djelloul Mennal et Sandra Rosier, sa collègue d'enseignement professionnel, partagent la même réponse. « On avait déjà créé des partenariats ponctuels avec Artisans du Monde. L'idéal pour faire fonctionner notre boutique pédagogique aurait été qu'on travaille avec des distributeurs de vêtements ou de produits cosmé-

tiques, mais on risquait de se voir opposer une clause d'interdiction d'augmentation de linéaires par les enseignes concurrentes. De plus, les produits d'Artisans du Monde sont abordables au niveau du prix, on ne risquait pas d'avoir de problème avec la concurrence en promouvant le projet ». Autre argument important pour les enseignants : « On peut faire passer des valeurs à travers la découverte du commerce équitable, ce qui était l'un des objectifs du projet ».

L'équipe pédagogique et les bénévoles d'Artisans du Monde se sont donc engagés pour un partenariat sur une année scolaire. Animations avec des outils d'éducation populaire, dégustation, visite de la boutique de l'association, échanges entre les bénévoles et les élèves... Une fois le planning du premier trimestre défini, ils se sont donné rendez-vous le jour de la rentrée.

## ANIMATION « PETIT-DÉJEUNER ÉQUITABLE » POUR COMMENCER L'ANNÉE

À la rentrée, deux bénévoles d'Artisans du Monde sont aux côtés de l'équipe pédagogique pour accueillir les nouveaux élèves. La journée commence par une première animation pour prendre conscience de l'origine des aliments qui com-

posent le petit-déjeuner (chocolat, jus d'orange, café, sucre). Alors qu'ils se connaissent à peine, des lycéens arborent un large sourire quand on cite leur pays d'origine (Laos, Maroc, Portugal, Irlande, Guadeloupe, Espagne). Au-delà de l'image « pays du Sud = pays pauvre », on s'interroge sur les richesses produites là-bas que l'on consomme ici. Le commerce équitable, celui pratiqué par Artisans du Monde est basé sur un partenariat réciproque avec des coopératives de producteurs des pays du Sud, dans le respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux et il sera au centre du projet pédagogique de la classe tout au long de l'année.

Les animations des bénévoles d'Artisans du Monde pendant les cours, la visite de la boutique en centre-ville un jour de livraison, la réception des produits, la découverte du bon de livraison qu'il faut vérifier avant le départ du livreur, la commande des produits, la mise en rayons, la communication sur les valeurs développées par l'acte d'achat de produits équitables, la gestion du stock, l'argumentaire à développer pour les clients, la présentation de la vitrine les jours de vente dans la boutique pédagogique du lycée ou lors des portes ouvertes... Chaque matière y trouve son compte « pour enseigner autrement »



## UN LIEN LOGIQUE ENTRE LES COURS DE MATHS, DE GÉOGRAPHIE, ET DE COMMERCE

Le projet crée des ponts entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. Sandra, professeure de vente, apprécie ce travail collectif : « Avant, quand je travaillais avec les élèves sur les pourcentages, il n'y avait pas de lien direct avec l'enseignement de mathématiques. Avec le projet, la prof de maths a bossé sur les statistiques à partir d'une enquête que les élèves ont préparée avec la prof de français auprès de tous les élèves et du personnel sur les familles de produit qu'ils aimeraient trouver dans la boutique du lycée. Ensuite, on a exploité les résultats en enseignement professionnel avant de passer la commande des produits à Artisans du Monde pour la première vente dans la boutique pédagogique du lycée, fin novembre. Du coup nous, en enseignement pro, on n'a pas abordé l'enseignement des statistiques et c'est bien, mais nous avons travaillé avec les élèves directement sur les résultats de cette enquête ».

Djelloul renchérit : « Ce projet permet de valoriser l'enseignement général ». En géographie, sa collègue Stéphanie Lagautrière a utili-

sé le projet pour travailler sur les relations Nord-Sud. « Les élèves font le lien entre les inégalités dans le monde, ils les remettent en cause. Ils ont aussi mieux compris que le commerce équitable permettait aux producteurs de s'organiser en coopératives ou en associations pour partager les outils de travail et pour se répartir collectivement les retombées du commerce équitable ».

L'enseignante d'arts plastiques a également participé, en travaillant avec les élèves sur la réalisation d'affiches pour promouvoir la boutique et sur la présentation dans la vitrine. Des activités qui ont permis de développer leur créativité, salue Djelloul.

## ÉVITER LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Sandra et Djelloul sont affirmatifs : « Grâce à ce projet, on a évité le décrochage scolaire de quelques élèves. » Leurs quelques 20 années d'expérience avec des élèves qui arrivent bien souvent dans ces filières « par défaut », leur permettent de repérer ceux qui sont réfractaires au système scolaire, malgré toutes les méthodes pédagogiques d'accompagnement élaborées en lycée professionnel. Et de citer l'exemple de Cassandra, une élève renfermée, en diffi-

culté scolaire, mal intégrée dans la classe. « Mais le projet, ça la passionne ! Pour les portes ouvertes, elle est venue de 8h du matin à 17h. Elle a été très professionnelle et a parfaitement répondu aux questions des clients. Maintenant elle est mieux intégrée ».

« Même si les activités de groupe que nous proposons sont basées sur le référentiel officiel, les élèves nous disent souvent 'c'est bien, on ne travaille pas aujourd'hui !'. Et pourtant, ils n'ont jamais autant bossé ! L'ambiance est détendue, ils prennent à cœur leurs tâches et repèrent toujours des liens avec le projet », expliquent les deux professeurs. Par exemple lors du cours de communication sur la Publicité sur le lieu de vente (PLV), les enseignants utilisent généralement des PLV existantes, comme une affiche de la marque Auchan. « Dans le projet, on est davantage dans la création de PLV, avec auto-analyse des productions, ce qui développe la créativité, la réflexion, et permet aux élèves de progresser », explique Djelloul.

## NOUVELLES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Tant dans la préparation que dans l'animation du cours, les enseignants sont forcés de revoir leurs méthodes pédagogiques. « Elles sont propres au projet et le projet leur donne du sens », explique Sandra. En marketing par exemple, les professeurs utilisent des méthodes déductives : lors de l'implantation de produits en marketing, les élèves, en tant qu'acteurs, déduisent les techniques et bonnes pratiques de marchandisation.

« L'apport est double : le projet valorise l'enseignement général et fédère l'équipe pédagogique avec l'équipe de direction », juge le professeur principal de la section. Le proviseur renchérit en précisant que des travaux d'aménagements de salles ont été mis en œuvre pour



LIRE AUSSI  
L'INTERVIEW  
PAGE  
SUIVANTE  
>>>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

que le projet puisse se dérouler dans les meilleures conditions. Ainsi une ouverture a été réalisée dans la cloison qui sépare une salle de cours et la boutique pédagogique. « Nous le demandions depuis plus de cinq ans et ça a été réalisé sans aucun problème en une demi-journée ! », sourit Djelloul.

Le proviseur qui a assisté à une séquence de co-animation avec les deux enseignants professionnels, a été surpris par l'engagement des élèves dans les tâches demandées et par leur niveau d'autonomie. « Je n'ai jamais vu des élèves de CAP autant actifs et volontaires ! », dit-il. Quant à Sandra, elle a désormais « plus l'impression d'être manager que prof » dans sa classe.

Emilie Glotin, une enseignante de

commerce de l'établissement a suivi le projet sans y participer. « Je suis restée médusée de voir ce que les élèves ont exprimé après vos séquences d'animation. Ça vaut le coup de repenser nos méthodes pédagogiques », dit-elle. À la rentrée prochaine, elle aimerait rejoindre l'équipe pour proposer le projet aux nouveaux entrants via un tutorat entre les élèves qui ont débuté le projet cette année et les nouveaux. « La transmission du savoir sera basée sur les échanges entre les jeunes, ces échanges seront sources de richesse. Une sorte 'd'école équitable' en fait ». Djelloul entend poursuivre le projet avec les mêmes élèves l'année prochaine. « Il y a encore beaucoup à apprendre sur les produits du commerce équitable et le projet permet d'aborder des

notions commerciales qui sont au programme en terminale. Pour Sandra, « la conscientisation de la solidarité va devenir naturelle, ça débloque des verrous ».

« On pourrait regretter que tous les profs de la section ne se soient pas engagés », dit Djelloul, « Mais c'était une simple 'mise en bouche' et on n'a pas voulu charger ni les collègues, ni les élèves, on aurait pu les décourager ». Le proviseur encourage maintenant d'autres enseignants, désormais informés sur le projet, à rejoindre l'équipe : « Tout le monde ici est au courant de ce projet, il a une aura au sein de l'établissement, on compte bien le poursuivre. »

◆ Agnès Renaudon, bénévole à Artisans du Monde Châteauroux

## ...LE PROJET « ENSEIGNER AUTREMENT » EN LYCÉE PROFESSIONNEL VU DE LA BOUTIQUE- ÉCOLE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Treize élèves de première année de CAP Vente du Lycée Les Charmilles de Châteauroux (Indre) reviennent sur le projet commerce équitable à laquelle ils ont été associés par leurs professeurs et Artisans du Monde à la rentrée de septembre 2016. Sept mois plus tard, par groupe de trois ou quatre, ils témoignent sans langue de bois de ce que cette expérience leur a apporté, de ce qui les ennuie et de ce qu'ils aimeraient voir changer.

Qu'avez-vous découvert avec ce projet qui vous semble intéressant personnellement ?

Anaïs : On ne pensait pas que c'était autant la galère dans ces pays ! Qu'ils fabriquent tout à la main, qu'ils ne sont pas payés ou si mal !

Emmy : Pour ma part, je suis contente, parce qu'avec ce projet, c'est comme si j'allais dans leur pays pour les aider, je me sens un petit peu utile.

Soria : C'est un partenariat en fait, et à notre âge on n'a pas l'habitude de faire des choses pour venir en aide, alors, c'est bien, on découvre qu'on peut agir à notre niveau.

Camille : Quand on vend les produits, mais aussi pendant toute la préparation avant une vente, on n'a pas l'impression de travailler et ça nous permet de montrer notre force, notre solidarité.

Comprenez-vous mieux les notions de citoyenneté et de solidarité ?

Emmy : Ça m'a remis en question. Avant si on m'avait dit d'acheter du bio ou de l'équitable, j'aurais pas voulu parce que c'est trop cher. Maintenant j'ai compris ! Je sais qu'il y a des paysans au bout qui sont bien payés.

Anaïs : Là, on est content de vendre sans bénéfice. En fait, on s'en fout de l'argent, même si les profs nous disaient de vendre plus cher pour qu'on puisse faire quelque chose avec l'argent, on voudrait pas, on veut vendre les produits à leur

vraie valeur. Il faut que ce soit juste, il faut pas toujours penser qu'à nous !

Erwan : La solidarité, c'est moins flou, mais il faut du temps pour s'engager comme les personnes d'Artisans du Monde, nous, on n'a pas trop le temps.

Les activités que vous réalisez dans le cadre de ce projet vous permettent-elles de mieux comprendre des notions du programme de CAP ?

Soria : Pendant les cours, on fait souvent référence aux produits Artisans du Monde, et comme maintenant on les connaît bien, et qu'on sait qu'ils sont équitables, on voit la relation avec ce que nous disent les profs, que ce soit en vente, mais aussi en géographie sur les inégalités.

Jérémy : En maths on a fait une enquête, puis des statistiques pour connaître les goûts des clients. C'était mieux que les feuilles et des calculs, qui ne nous intéressent pas !

Anaïs : Dans ce projet, on n'est pas des gratte-papier, on apprend beaucoup plus. Quand on prépare la boutique, on échange entre nous, les profs nous guident, on comprend mieux l'installation des rayons, on change tout de suite ce qui ne va pas, on comprend pourquoi ça ne va pas.

Pauline : On apprend en vrai à vendre des vrais produits, avec du vrai argent, on n'a pas le droit de se tromper. On est en contact avec des vrais clients qu'il faut bien renseigner.

Erwan : Ça nous apprend à bien connaître les produits, à savoir les décrire au moment des ventes, donc développer notre argumentation.

Ce projet a-t-il modifié vos relations entre vous ?

Emmy : Dans la classe, il y a des groupes qui ne s'entendent pas toujours très bien. Quand on parle et qu'on travaille sur le projet, on oublie nos conflits et on travaille ensemble : pour installer la boutique, pour les travaux sur l'ordi-

nateur quand on a préparé les commandes, quand on a fait les affiches... Quand on est dans le projet, on est à fond.

... Et avec vos enseignants ?

Margot : Les profs nous font davantage confiance, ils nous laissent faire et ils sont juste là pour nous guider.

Sendy : Ils changent de comportement avec nous : on est plus des élèves, on propose des idées et les décisions sont prises ensemble, les profs ne sont pas les plus forts et nous simplement des élèves.

Camille : Depuis qu'on travaille autour de ce projet, on oublie que c'est un prof, on rigole. On travaille, on apprend plein de choses en s'amusant et ça change !

Souhaitez-vous que ce projet se poursuive l'an prochain ? Si oui, que voudriez-vous changer ?

Soria : On aimerait bien participer un peu plus aux décisions sur ce projet. L'organisation des activités, les étapes... ça se passe entre les profs et Artisans du Monde, on ne nous demande pas notre avis, nos envies.

Anaïs : On aimerait bien refaire des animations avec les bénévoles comme on a fait en début d'année et des jeux qui nous permettent de mieux comprendre les enjeux. On voudrait aussi faire plus de vente. Les profs pourraient nous demander notre avis pour continuer.

Jérémy : Il faudrait qu'on ouvre la boutique beaucoup plus souvent, au moins une fois par mois, parce qu'avec les stages, il y a toujours des classes qui ne sont pas là quand elle est ouverte. Et puis ça donnerait encore plus de sens au projet, on pourrait encore plus aider.

◆ Propos recueillis par Agnès Renaudon, bénévole Artisans du Monde Châteauroux



# ANIMATEUR D'ECSI : NI SACHANT, NI IGNORANT

L'animateur en Education à la Citoyenneté et à la Solidarité (ECSI) a pour rôle de faciliter l'émergence des savoirs des participants pour permettre la construction collective de connaissances, de réflexion et de compétences. S'il n'est pas porteur d'enseignements vis-à-vis de son public, il doit cependant connaître le champ des possibles et les enjeux d'une thématique afin de préparer son projet pédagogique, pouvoir faire émerger les connaissances et accompagner le groupe dans l'organisation et la recherche d'informations complémentaires.

« L'animateur ne doit pas être expert des sujets qu'il traite, il doit créer des méthodologies qui vont permettre d'aborder et de sensibiliser sur un sujet », d'après une animatrice salariée dans une association d'ECSI de Quimper. L'animateur cherche avant tout à faciliter l'expression d'un public sur un sujet pour qu'il comprenne par ses propres moyens et qu'il s'approprie des réponses. Ce processus individuel est la première marche qui mènera à l'action collective et, dans le cas de l'ECSI, à l'action pour un monde juste et solidaire.

Si l'animateur montre trop ses propres connaissances, il sera considéré comme le détenteur de savoirs, l'« individu sachant ». En se positionnant ainsi au-dessus ou à

côté du groupe, il bloquera la possibilité pour les participants d'entrer dans la démarche proposée : que chacun soit organisateur de ses apprentissages et co-porteur de savoirs au sein du groupe. Dans ce contexte, ne pas savoir ne doit pas être un problème et on découvre rapidement que tous sont porteurs de connaissances ou de démarches d'investigation dont ils n'ont parfois pas conscience.

## PRÉPARER L'IMPROVISATION EN AMONT

Cependant, pour préparer la mise en place du cadre de co-découverte de savoirs, et donc

créer ou adapter une démarche ou un outil pédagogique sur une thématique précise, il apparaît indispensable de connaître les enjeux liés au sujet. Cette préparation à la facilitation implique pour le médiateur-animateur de mener des recherches sur le fond du sujet, son fonctionnement, ses enjeux, ses impacts ou encore les alternatives qui répondent aux dysfonctionnements liés au thème. Ces connaissances sont indispensables pour trouver l'outil ou le procédé pédagogique le plus adapté pour aborder ces notions. Bien que n'ayant pas vocation à être enseignés, ces savoirs sont la condition qui permet à l'animateur-trice de préparer son animation. Pour ce/tte dernier/ère, il est souvent difficile de placer le curseur entre le temps consacré au savoir et à la méthodologie dans la préparation.

La connaissance du sujet, « basée sur sa culture générale et la culture générale de ceux qui apprennent » selon un enseignant, bénévole dans un centre de documentation de Draguignan, est également un soutien à la posture de facilitation de l'animateur-trice car c'est lui ou elle qui devra accompagner l'organisation de l'information, autant que l'auto-co-formation des participants sur un sujet. Son rôle en termes de reformulation, de mise en lien de réflexions, de sélection d'informations essentielles



proposées par les participants, d'accompagnement à la structuration des savoirs collectés est indispensable à la progression de la compréhension et de la réflexion du groupe. Ce sont également ses connaissances qui seront en permanence confrontées aux connaissances du groupe, au même titre que celles de tous les participants, mais les animateurs/trices devront en plus porter une attention particulière aux informations erronées évoquées, afin d'accompagner au mieux le groupe dans une démarche de vérification et de validation des données et des sources pour limiter les prises de positions hâtives.

La structuration du savoir, la compréhension de sujets complexes prennent du temps et « il faut bosser en amont sur ce que les gens pourraient aller creuser » explique une chargée de formation en ECSI dans une association de la région parisienne, et ce, afin de rester dans une dynamique d'apprentissage couvrant le champ des possibles des sujets. Ce travail se prépare mais la plupart du temps, il doit pouvoir s'improviser avec les participants au cours d'une séance et en fonction de leur âge, leur capacité de compréhension ou encore de leur intérêt pour la thématique.

Avoir fait soi-même des investigations multiples prépare au travail

de recherche et met en capacité d'anticiper et d'improviser quand on est face aux participants. Les sources et ressources sont multiples : centre de documentation en interne, revues et articles qui intéressent plutôt que les ouvrages, les sites internet d'associations spécialisées sur le sujet, la recherche de documentaires, la base de données Ritimo, l'appel au réseau associatif local ou national, des articles de presse de médias indépendants...

## RESPECTER LA COMPLEXITÉ DES DÉBATS

Ces recherches « demandent beaucoup de temps de travail et de préparation qui existent peu dans nos agendas surchargés », mais s'en passer peut vite pénaliser la qualité des animations. Le manque de compréhension ou d'analyse de l'animateur risque en effet de favoriser l'acceptation par le groupe d'une trop grande simplification de réalités complexes. Cela irait à l'encontre de l'un des objectifs de l'ECSI, qui est de faire appréhender un monde complexe et interdépendant. « Cette relation au savoir influence les projets pédagogiques » proposés par les animateurs et les thématiques traitées, car les sujets jugés trop

complexes sont mis à l'écart ou enseignés de manière descendante afin d'éviter la complexification du sujet par les participants à laquelle l'animateur-trice ne pourrait pas faire face.

C'est sur ce fil étroit séparant le savoir de l'animateur et le devoir de facilitation et donc d'effacement de ses connaissances que les animateurs en ECSI jouent aux équilibristes. Sans aller jusqu'à chercher une neutralité, qui ne peut exister au regard des sujets et des méthodologies employés, l'éducateur à la citoyenneté et à la solidarité internationale cherche avant tout à mettre des gens en lien les uns avec les autres pour désacraliser ensemble le savoir. Proposer d'échanger sur divers sujets impactant directement ou indirectement les personnes, mettre en avant l'idée que chacun a une place dans la co-construction des savoirs comme dans la société, sont les moyens qu'ils utilisent pour que chacun s'inscrive en tant que citoyen d'un monde juste et solidaire.

◆ Commission ECSI du Réseau Ritimo<sup>1</sup>

Catalogue de ressources de Ritimo : <http://www.ritimo.org/spip.php?page=catalogue>

<sup>1</sup> Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable

 LIRE AUSSI  
PAGE 69  
>>>  
« LE RÔLE DES ACTEURS D'ECSI »

## 4◆ AMPLIFIER LES PROJETS PORTEURS DE MIEUX VIVRE ENSEMBLE ET S'OUVRIR À DE NOUVEAUX PUBLICS

Comment renforcer l'impact de l'ECSI sur le lien social et l'élargir à de nouveaux publics ? Voilà une question récurrente parmi les acteurs, qui avancent plusieurs pistes. Forts des expériences passées, ces derniers identifient des éléments nécessaires pour qu'une action d'ECSI soit porteuse de mieux vivre ensemble, comme la prise en compte de l'interculturalité et la notion de réciprocité entre les acteurs. Des programmes proposent de transmettre les savoirs existants via des formations, d'accompagner les nouvelles initiatives et de valoriser les expériences au sein d'un réseau d'acteurs d'ECSI, aux frontières poreuses, quitte à s'allier avec d'autres compétences, issues de l'éducation populaire, du sport, de l'art ou encore du numérique et à travailler davantage avec des acteurs locaux.

# COMMENT FAIRE D'UNE « BONNE INTENTION » UNE ACTION PORTEUSE DE CHANGEMENT SOCIAL ?

« Il n'est pas toujours suffisant d'être motivé, d'avoir des idées et l'envie d'aider pour qu'un projet devienne une expérience réussie avec un impact positif pour l'ensemble des parties concernées », souligne Clarisse Dané, chargée de mission projets européens et mobilité internationale de l'association Cool'eurs du Monde. Comment transformer de bonnes intentions en une action porteuse de changement social ? S'il n'existe pas de réponse évidente ni univoque à cette question, des expériences passées ont permis à la fois d'identifier des éléments essentiels pour qu'un projet soit porteur de mieux vivre ensemble et des écueils fréquents à éviter.

Ainsi, des compétences complexes et éminemment humaines apparaissent nécessaires, comme la connaissance de l'autre, ou au moins l'adoption d'une posture compréhensive face à la différence. La notion d'**interculturalité** est au cœur de toutes les actions racontées dans cet ouvrage. Elle l'est notamment dans des programmes de formation et d'accompagnement de projets de solidarité internationale proposés par plusieurs associations d'ECSI, qui interrogent les nouveaux porteurs de projets dès le départ sur leurs préjugés : « À quoi associez-vous les pays du Sud, en dehors de la misère ? », « Les partenaires du Sud avec lesquels vous allez collaborer seront-ils de simples soutiens logistiques ? ». L'interculturalité est aussi centrale dans les actions d'ECSI qui ont un impact direct sur le territoire français, en dépassant les barrières que pourraient constituer une situation de précarité, des écarts de génération ou encore des langues ou des religions différentes.

Comprendre l'autre, c'est aussi intégrer ses envies et ses besoins

spécifiques. La notion de **réciprocité** est donc nécessaire pour qu'un projet d'ECSI puisse contribuer au renforcement du lien social. Dans le cadre de l'accompagnement de projets à l'étranger, la Pépinière de la solidarité internationale met rapidement les porteurs de projet en lien avec des organisations partenaires de Frères des Hommes à l'étranger : « ces structures représentantes de la société civile locale participent à l'élaboration du projet et à l'accompagnement des citoyens engagés sur le terrain », explique Thibault Simonet, cofondateur du programme. « Il faut s'appuyer un maximum sur les acteurs locaux car ils connaissent le public, et sauront dire ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas ».

Les projets d'ECSI reposent souvent sur le travail en commun d'une **équipe pluridisciplinaire** ce qui constitue, en soi, un nouveau maillon du lien social. « Rassembler des compétences diverses est nécessaire pour permettre un débat et la confrontation d'idées afin d'élaborer collectivement quelque chose de commun », juge Fatimata Hamey-Warou, créatrice de l'Arbre à Palabres à Rennes. Cette collaboration a été l'une des clés du succès des Tandems Solidaires, selon Florence Kohtz, chargée de développement au CERCOOP F-C<sup>1</sup> qui souligne qu'il est important qu'une structure fasse le lien entre les différents partenaires, que les rôles de chacun soient bien définis et qu'ils soient valorisés à l'issue du projet.

Pour Camille Duchemin d'Étudiants et Développement, les projets d'ECSI doivent aussi avoir une **finalité**

<sup>1</sup> Centre de Ressources pour la Coopération décentralisée en Franche-Comté

**lité pédagogique et positive.** « En plus de créer un reportage, un jeu ou une expo photo, qu'est-ce que j'ai envie de faire passer comme message, sur quoi je veux interpeller et comment je vais donner à mon public le moyen d'agir ? Comment le mettre en position d'acteur ? ». Voilà le type de questions qu'il faut aussi se poser pour que le projet ait un impact positif. C'est l'un des critères d'attribution du prix PIEED<sup>2</sup> d'Étudiants et Développement qui encourage les initiatives étudiantes. Elles doivent aussi être « participatives (et non descendantes) et déboucher sur des alternatives ou des clés pour agir, plutôt que d'actionner les ressorts de la culpabilité ou du misérabilisme qui risquent de provoquer découragement ou résignation », développe Camille Duchemin.

Au-delà de ces principes « de base » identifiés par les acteurs, la question de l'**évaluation** des actions d'ECSI reste un défi car il est très difficile de mesurer quantitativement l'effet global de ces démarches. Or « il est risqué de n'avoir aucune évaluation, ne pas réfléchir à l'impact de nos actions, persuadés qu'on a la bonne intuition », souligne Lise Trégloze de la Fédération Artisans du monde. Pour avancer sur ces questions, 28 organisations expérimentent actuellement, dans dix pays, des méthodologies innovantes d'évaluation et de suivi de projets dans le cadre d'un programme animé par le F3E, un réseau qui vise à « évaluer, échanger et éclairer » les méthodes de travail des acteurs de solidarité internationale.

<sup>2</sup> Prix des Initiatives Étudiantes pour l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale



## FORMER, CAPITALISER ET ÉCHANGER AU SEIN D'UN RÉSEAU D'ECSI

Tirant les enseignements d'expériences passées, plusieurs associations proposent des dispositifs qui permettent de mieux encadrer de nouveaux porteurs de projets. Elles ont ainsi développé des programmes qui combinent des temps de **formation** et de conseils personnalisés autour d'un projet à venir : Cool'eurs du Monde intervient auprès des jeunes, Étudiants et Développement travaille avec des étudiants et La Pépinière de la solidarité internationale (portée par l'association Frères des Hommes) s'adresse à toute personne, seule ou en groupe, qui souhaiterait mener un projet d'ECSI. Chacune à leur manière, ces structures aident les porteurs de projets à réunir les conditions nécessaires pour mener une action positive de changement social.

La Délégation catholique pour la coopération, qui forme et accompagne des volontaires à la connaissance et la perception de

la rencontre interculturelle avant leur départ à l'étranger, a également transposé ce savoir-faire en France et propose des formations à l'interculturalité, notamment aux aumôniers des prisons. Plusieurs acteurs estiment qu'il faudrait **professionnaliser** davantage de personnes via l'ECSI. Pour Maÿlis d'Aboville de Midi-Pyrénées Coopdev, il faudrait développer « la formation des intervenants, la mise en réseau et la non-concurrence entre les acteurs, les synergies entre les différents ministères concernés, les services au sein des régions et des communes et la capitalisation d'expériences ».

Pour que les actions vertueuses prennent de l'ampleur et essaiment, plusieurs associations soulignent aussi l'importance du **retour d'expérience**. « Il faut penser un projet dans un ensemble plus global, avec la mise en place de relais ou de suite au projet », plutôt que de croire qu'une seule action

peut tout changer et résoudre tous les problèmes, selon Clémence Lartigues, chargée de mission ECSI pour l'association Cool'eurs du Monde. Ainsi, des associations développent des « modes d'emploi » pour diffuser les bonnes pratiques. Bourgogne coopération diffuse par exemple un guide à destination d'enseignants, de chefs d'établissement ou de collectivités qui souhaiteraient à leur tour mettre en place une classe d'ECSI et Étudiants et Développement a publié un autre guide pratique sur de l'ECSI qui promeut des démarches collectives, les dimensions de co-responsabilité, de concertation et de durabilité. En tant que tête de réseau d'associations d'ECSI<sup>1</sup>, Étudiants et Développement organise aussi des temps de valorisation des bonnes pratiques comme le « Remue-méninges de la SI ».

<sup>1</sup> Guide à télécharger gratuitement sur : [www.etudiantsetdeveloppement.org/boite-a-outils/guideECSI](http://www.etudiantsetdeveloppement.org/boite-a-outils/guideECSI)



Mettre en **réseau** des acteurs permet aussi de stimuler le développement d'initiatives porteuses de changement. L'association Latitudes à Avignon organise par exemple tous les mois des « Je(ux)dis Solidaires<sup>2</sup> ». Lors de ces soirées participatives, tout le monde peut échanger sur différentes thématiques à travers des ateliers ludiques et ce sont les participants, via l'échange d'expériences, avec leur esprit critique et l'intelligence collective, qui pro-

<sup>2</sup> Cette association a été récompensée par le prix Pied (Prix des Initiatives Étudiantes en Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale) du réseau Étudiants et Développement en 2015

posent des solutions. À une autre échelle, le Forum social mondial et les forums sociaux locaux sont encore des temps et des lieux d'échanges importants pour les acteurs qui peuvent aussi avoir un effet démultiplicateur. La Semaine de la solidarité internationale (SSI) est un autre exemple d'événement fédérateur qui a permis, par son organisation chaque année en novembre, de « structurer le réseau », selon son coordinateur Sébastien Bailleul. Mais celui-ci regrette que « La Semaine touche surtout des personnes déjà sensibilisées, ou principalement des publics scolaires parce qu'ils sont considérés comme captifs ».



## DÉCLOISONNER L'ECSI POUR TOUCHER UN PLUS LARGE PUBLIC

L'ECSI, par définition, n'a en effet pas vocation à sensibiliser un cercle de convaincus. **S'adapter davantage aux publics rencontrés est nécessaire.** Lors de sa première animation jeu de rôle avec des primo-arrivants, la chargée de mission jeunesse de Touzia Solidarité Île-de-France et les animateurs ont été « confrontés au défi d'adapter leur vocabulaire et leur pédagogie pour être compréhensibles, ce qui n'était pas forcément évident ». Le risque, en utilisant un discours ou des pratiques inadaptées, est « d'exclure certains publics, les plus démunis, les personnes qui ont une culture très différente, ou encore les jeunes », souligne Lise Trégloze d'Artisans du Monde. « Il faut utiliser un langage et des outils adaptés aux différents publics et traiter de sujets qui les intéressent, plutôt que d'imposer nos propres sujets et intérêts » selon Laura Murphy de l'association Le Partenariat.

Pour que différents acteurs s'approprient les problématiques, **co-construire les projets avec les publics** constitue un idéal, mais il n'est pas aisé à atteindre. « Nos programmes pour les jeunes ne sont pas construits, à la base, avec les jeunes, mais en ce moment on s'interroge sur la manière dont on pourrait les intégrer dès le début en leur demandant par exemple de quel thème ils auraient envie de parler », explique Florine Pruchon, chargée de mission Droits de l'enfant chez Solidarité Laïque. Mais tenter de construire une démarche « avec » et non « pour » peut se heurter à certaines difficultés. Par exemple, comment modifier toute une intervention pour prendre en compte les désirs des participants quand cet atelier est une commande financée par une institution ? Comment justifier auprès des bailleurs l'écart entre le projet écrit et son déroulement final ? Quelle montée en compétence faut-il viser quand on laisse la maîtrise au groupe de participants et à qui revient alors la responsabilité des résultats ?

Pour communiquer plus largement, l'ECSI doit décroiser son champ d'action et ses thématiques et **valoriser la dimension transversale** de la solidarité internationale. En ce sens, la Semaine de la solidarité internationale (SSI) a décidé de changer de nom à partir de 2017 pour devenir le festival des solidarités. « Le mot 'festival' correspond bien à la diversité d'acteurs de thématiques et de formes d'animations proposées et le terme 'solidarités', permet de ne pas se fermer à des initiatives locales et sociales qui pouvaient se sentir exclues par le mot 'international' dans SSI. En termes de perception du grand public, c'est moins clivant que « SSI », qui dans l'esprit des gens renvoie toujours aux pays du Sud », poursuit Sébastien Bailleul. Au-delà du changement de nom il souhaite que, de même que l'organisation de l'événement constitue « un espace de démocratie participative » entre les acteurs, le « festival » le devienne à son tour, attirant ainsi des publics qui ne sont pas a priori convaincus.

## S'ALLIER À D'AUTRES COMPÉTENCES

Les auteurs de cet ouvrage s'accordent à dire que l'ECSI est encore trop méconnue non seulement du grand public et des pouvoirs publics, mais aussi de nombreux acteurs éducatifs et sociaux qui partagent pourtant des valeurs et des thématiques proches. Ils expriment le souhait de faire un pas supplémentaire vers les **acteurs de l'éducation populaire, des accompagnateurs sociaux ou encore les milieux sportifs et artistiques** pour se nourrir d'autres initiatives et créer des formats d'animation innovants. « En termes de valeurs et de vivre ensemble, d'interculturel et d'inter-religieux, les espaces de sport collectif sont des espaces où on oublie les différences », souligne Sébastien Bailleul. « Travailler en lien avec les centres sociaux, des épiceries solidaires, des prisons... permet de varier les publics », témoigne Julie Hauber de La Boîte à lumières. Dans son projet sur le commerce équitable avec des primo-arrivants, l'utilisation de la peinture permet de dépasser la barrière de la langue. Le dessin est aussi utilisé par le Crid dans le cadre de ses débats citoyens, pour résumer sur une page le fruit d'une journée de réflexions complexes.

Le **numérique** offre aussi un large champ de possibilités pour renforcer les démarches de rencontres, d'échanges et de coopération. Pour Pascal Jeanne du CCFD-Terre solidaire, « le web est un espace public que nous devons investir, car il nous permet à la fois d'aller vers de nouveaux publics, de démultiplier nos actions et de tester de nouvelles démarches éducatives. Avec le collectif Al@mbic qui réunit des personnes issues d'associations, de centres de recherche, d'agences de communication, le CCFD-Terre solidaire mène une recherche-action visant à « déconstruire l'idée selon laquelle utiliser le numérique, c'est être tout seul derrière son ordinateur, et à opposer contact humain et numérique », explique

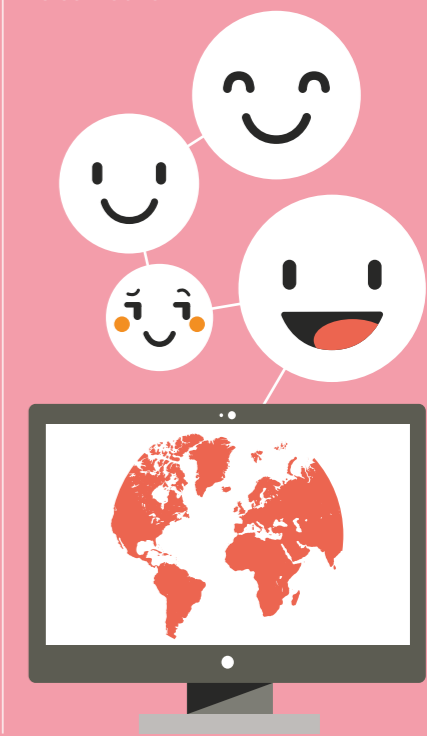
Pascal Jeanne. « Prise à sa juste valeur, à savoir une possibilité en plus plutôt qu'une révolution, la dimension web peut venir étoffer, voire augmenter une démarche éducative pour que les gens se sentent sujets, et non plus objets ». Le numérique peut aussi servir de « catalyseur pour mobiliser de nouveaux publics en leur ouvrant des espaces de citoyenneté ».

« Peut-être faudrait-il valoriser davantage les **actions qui alimentent l'ECSI, sans forcément s'en revendiquer ?** », avance Emilie Bonnassieux de Migrations et développement. Dans les actions qu'elle mène en France, l'association ATD Quart monde, qui ne se réclame pas de l'ECSI, part du local pour porter une problématique universelle : la pauvreté. Sa démarche consiste à passer de l'aide aux pauvres à la reconnaissance de l'intelligence des personnes en situation de grande pauvreté en favorisant l'expression et la prise en compte de leur parole et leur traduction en termes de politiques publiques.

« Cette démarche critique vis-à-vis des aides au développement, qui trop souvent maintiennent la dépendance, est la même que celle portée depuis les années soixante par le courant de l'EAD, puis de l'ECSI. Nous avons en commun cette volonté d'encourager l'"empowerment", le 'pouvoir d'agir' via l'éducation populaire, ce soutien à l'émergence d'acteurs de la société civile et à leur organisation collective ici et là-bas », souligne Anne Kaboré d'Éducasol. « C'est aussi avec ce type d'acteurs ici en France et à l'international qu'il faut élargir nos alliances et s'inspirer de démarches qui réussissent à porter une dimension pédagogique et de plaidoyer ».

Le désormais Festival des solidarités est aussi en train de se transformer pour « élargir la base », en faisant davantage le lien entre les

actions de solidarité **locales** et internationales pour que les citoyens se sentent davantage concernés et en capacité d'agir. Cela reflète une volonté des associations participantes, qui agissent souvent en lien avec l'international mais « souhaitent de plus en plus créer des liens avec les actions citoyennes qui existent en France ». Ainsi des personnes qui « travaillent dans le champ de l'action locale, tout en apportant des réponses à des enjeux qui sont globaux » vont être intégrées au comité de pilotage, indique Sébastien Bailleul. « Il faut qu'on soit en capacité de se réinterroger sur nos pratiques de fonctionnement, parce que ce n'est pas en restant dans des cadres fermés et en visant des publics captifs qu'on arrivera à être vraiment dans une démarche de transformation sociale et que l'on pourra redonner du sens à nos sociétés. Il faut prendre un vrai virage, investir les places publiques, aller dans les lieux de vies... sortir du cadre formalisé et encore trop conceptuel de nos organisations, pour aller chercher les gens là où ils se trouvent ».



Plusieurs acteurs racontent comment, via des actions d'ECSI de formation, d'échanges d'expériences ou encore de mise en réseau, ils contribuent à nourrir un mouvement d'ECSI porteur de mieux vivre ensemble<sup>1</sup>.



**Thibault Simonet**

Aujourd'hui consultant spécialisé en ECSI au sein de l'organisation COTA, à Bruxelles, Thibault été coordinateur d'un dispositif d'accompagnement de citoyens engagés dans des démarches de solidarité internationale pendant trois ans, pour Frères des Hommes. Il a pu constater que les projets d'ECSI « ont tous pour points communs de viser une meilleure connaissance du monde par chacun et chacune, pour déclencher une prise de conscience et de responsabilité individuelle et collective sur des grandes questions de société. Ces projets ont donc besoin de liens sociaux forts autant qu'ils en sont producteurs. »



**Clarisse Dané**

En charge de l'accompagnement des projets de jeunes de solidarité internationale à l'association Cool'eurs du Monde depuis deux ans, Clarisse affirme que « les projets de jeunes de solidarité internationale sont de véritables outils éducatifs, permettant de favoriser l'ouverture au monde et l'engagement des jeunes sur un territoire ». Pour autant, « monter un projet à l'international ne s'improvise pas ». Accompagner ces initiatives jeunes lui paraît ainsi être « la pierre angulaire d'une expérience réussie ». Son association partage son expérience en la matière à travers le cycle de formation de montage de projet de solidarité internationale pour les jeunes.



**Delphine Muller :**

Directrice du service Formation et recrutement à la Délégation Catholique pour la Coopération, une ONG catholique de développement qui envoie 230 volontaires par an pour des missions de 3 mois à 2 ans, dont elle est salariée depuis un peu plus de 5 ans. Delphine est elle-même ancienne volontaire. Elle est partie aux Philippines avec la DCC de 2004 à 2006 où elle a travaillé auprès d'enfants des rues. Chargée de projets pour différentes ONG, elle a aussi travaillé en Equateur et au Vietnam. Elle met cette expérience interculturelle au service des aumôniers de prisons françaises.



**Salomé Lenglet**

À 24 ans, elle s'est rapprochée du monde de la solidarité via ses études en Crises et interventions d'urgence humanitaire, tout en voyageant, notamment en Afrique noire et en Thaïlande où elle a eu sa première expérience de "terrain" en travaillant dans un orphelinat à Singburi. En 2014, elle concrétise un projet de recherche-action avec des amies de la fac, en Inde, sur la notion d'oppression : Epicentres. Ce projet va puiser en Inde des outils existants de mobilisation sociale pour tenter de les transposer en France. Elle travaille aujourd'hui en France dans une association qui fait du repère et valorise des initiatives de luttent contre la pauvreté et l'exclusion.

<sup>1</sup> La biographie des auteurs qui ont écrit dans plusieurs parties de l'ouvrage est présentée dans la première partie à laquelle ils ont contribué.

## UNE « PÉPINIÈRE » POUR ACCOMPAGNER SUR LA DURÉE TOUT NOUVEAU PORTEUR DE PROJET

La Pépinière de la solidarité internationale propose d'accompagner tout citoyen qui veut s'engager dans un projet de solidarité internationale. Ce dispositif de l'association Frères des Hommes suit des acteurs bénévoles tout au long de leur projet, en mettant à leur disposition des tuteurs expérimentés et des formations adaptées.

Ils sont étudiants, actifs ou retraités. Seuls ou en groupe, tournés vers l'international ou le local, ils veulent agir et ont un projet solidaire en tête, mais ils ont besoin d'être accompagnés pour le réaliser. Frères des Hommes, qui lutte contre les inégalités depuis 50 ans, a décidé de créer il y a deux ans La Pépinière de la solidarité internationale pour accueillir ces envies d'agir et les traduire en actions concrètes.

Ce dispositif propose un parcours en plusieurs étapes qui permet à chacun d'évoluer progressivement vers un engagement citoyen durable via la réalisation d'un projet concret. Il est ouvert à toute personne en accord avec les valeurs et les principes d'action proposés dans le Code des partenariats d'action collective de solidarité de l'association.

### INTÉGRER LA DÉMARCHE SOLIDAIRE AU PARCOURS DE VIE

Lors des premiers rendez-vous avec l'animatrice de La Pépinière, les porteurs de projet expriment leurs besoins : identifier ses propres compétences, mieux comprendre les interdépendances Nord-Sud et les contextes locaux, trouver une organisation partenaire, ou encore lever des fonds. Le plus souvent, au début, le porteur de projet exprime des attentes concrètes mais ne réalise pas qu'il

y a derrière des enjeux plus profonds et souvent plus personnels, liés à l'envie de voyager, à des doutes sur le sens à donner à son parcours, à un besoin de se sentir utile...

Pour Marie Bouret, conseillère au développement de petites entreprises à Nantes et porteuse d'une initiative d'appui à l'artisanat au Pérou, s'engager dans la solidarité internationale n'a pas été une démarche anodine. « Cela faisait plusieurs années que je voulais partir en projet solidaire, mais je n'avais pas d'idée précise. Après un long moment de réflexion, c'est seulement l'année dernière (en 2015) que j'ai eu le déclic de m'engager sur une action de structuration et de mise en réseau de coopératives d'artisans. Mon projet consistait à créer des liens entre différents groupes de femmes tisseuses, graveuses sur courge, et à les accompagner dans l'amélioration de la commercialisation de leurs produits. »

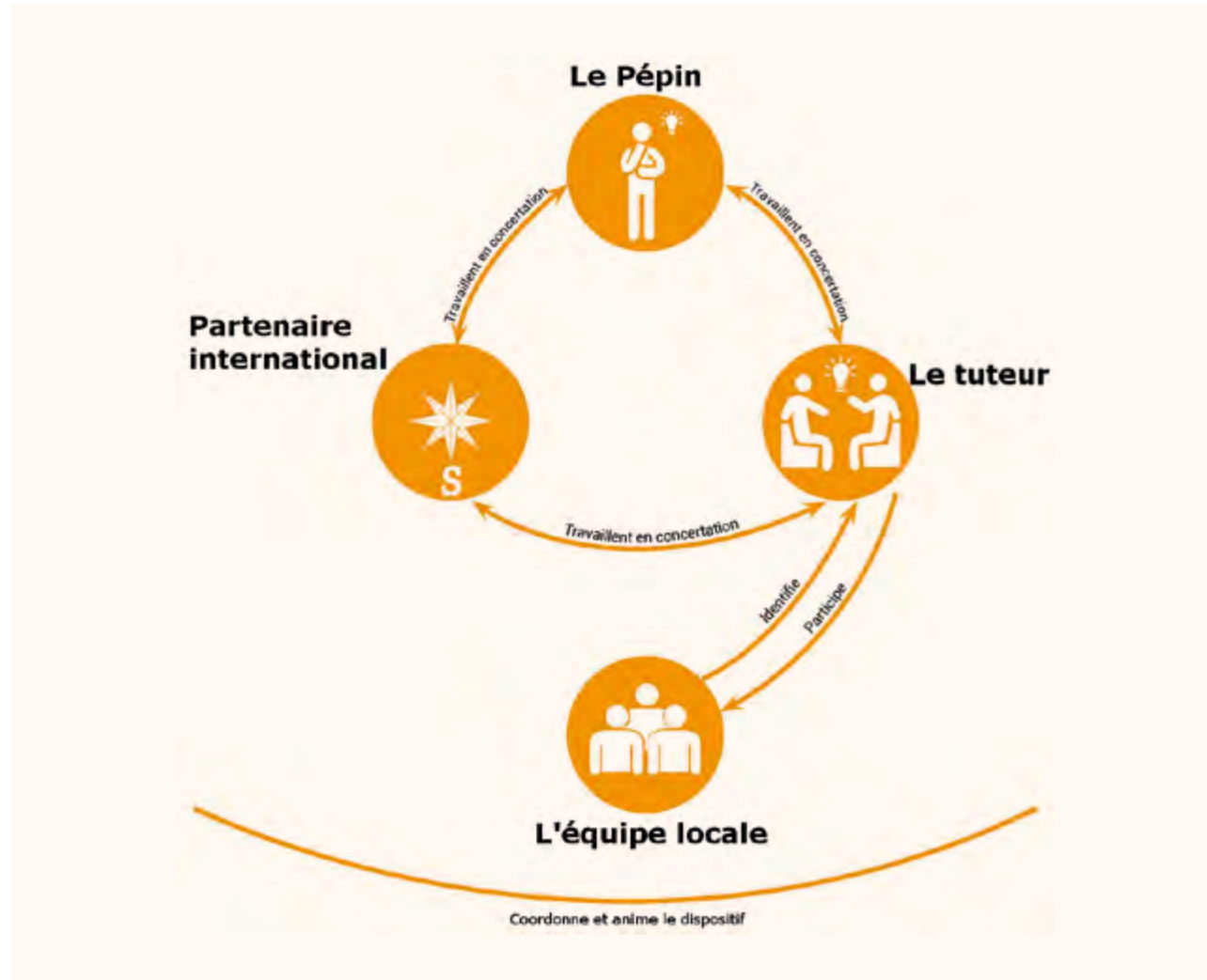
### RÉUNIR UN TRIO D'ACTEURS : PORTEUR DE PROJET, TUTEUR, PARTENAIRE DU SUD

Une fois les attentes formalisées, La Pépinière propose à chaque porteur de projet d'être accompagné par un tuteur bénévole, ce qui lui permet de créer une relation personnelle et de confiance avec

une personne plus expérimentée. Le tuteur apporte un éclairage extérieur et bienveillant, par exemple sur les raisons de l'engagement ou sur la place qu'un projet peut prendre dans un parcours de vie.

« Chacun arrive avec son histoire et sa propre vision du monde », explique Jean-Luc Pelletier, tuteur bénévole à Bordeaux depuis cinq ans et administrateur de Frères des Hommes. « La plupart des jeunes que je rencontre s'interrogent sur eux-mêmes autant que sur le pays ou sur la thématique qui les attire. C'est à moi de les amener à s'en rendre compte et à trouver l'équilibre entre leur quête personnelle et leur projet ». Le rôle du tuteur est fondamental : écoute, conseil, soutien... il est un guide, un point de repère pour le porteur de projet. Cette relation favorise également les relations intergénérationnelles, car les tuteurs sont en général plus âgés que les porteurs de projet, souvent issus du monde étudiant ou des jeunes actifs. D'expériences et de milieux différents, ces personnes se retrouvent autour d'une ou plusieurs actions précises et regardent dans la même direction.

Afin de traduire leur envie d'engagement en action concrète, les tuteurs et les porteurs de projet sont mis en lien avec les 18 organisations partenaires de Frères des Hommes en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Actives dans leur pays sur des thématiques précises, ces structures représentantes de la société civile locale participent à l'élaboration du projet et à



©FDH

l'accompagnement des citoyens engagés sur le terrain.

Au Pérou par exemple, Marie Bouret a pu travailler avec Cenca, un institut de développement urbain partenaire de Frères des Hommes à Lima. Grâce à plusieurs échanges téléphoniques et à une visite exploratoire sur place en amont du projet, ils ont pu définir des actions précises qui correspondaient à la fois aux compétences de Marie et aux besoins des artisanes péruviennes ciblées par les actions. « Nous avons réfléchi conjointement à ce projet et nous l'avons mis en œuvre ensemble pour améliorer les ventes de deux groupes d'artisanes et les mettre en réseau », témoigne Marie Bouret. Cenca l'a accueillie pendant six mois dans ses locaux et l'a aidée à s'intégrer au réseau des artisanes de Lima. L'association a même organisé avec elle des temps d'échanges plus informels autour des questions de dévelo-

ppement d'activités économiques et d'émancipation individuelle par le travail, avec un regard croisé sur les réalités françaises et péruviennes.

De leur côté, les associations basées dans un pays du Sud, concentrées sur leurs actions de terrain, cherchent parfois un appui technique à leurs actions et peuvent parfois oublier la dimension citoyenne de l'engagement. Mobiliser tout un réseau d'acteurs autour d'un projet constitue donc un défi majeur pour La Pépinière, qui cherche à apporter un accompagnement adapté et souple. Cette diversité d'interlocuteurs est une richesse, mais peut aussi s'avérer complexe à gérer : différences culturelles, différences de parcours de vie, origines sociales parfois éloignées et barrières linguistiques sont autant de contraintes à transformer en opportunités pour favoriser les interactions socio-culturelles et la réalisation d'actions de solidarité concrètes.

## SE FORMER POUR AGIR

Après une phase de « défrichage » avec leur tuteur et de clarification de leur envie d'engagement, les porteurs de projets sont invités à participer à des formations techniques et thématiques, sur une période de trois à quatre mois. Les modules techniques les initient à la communication, la collecte de fonds en ligne ou la valorisation de leur expérience. Les modules thématiques apportent un éclairage sur un sujet précis illustré par des exemples de projets menés par les partenaires de Frères des Hommes au Sud.

C'est aussi l'occasion de se questionner ensemble. Jean-Luc Pelletier a par exemple animé une formation à Bordeaux sur l'agro-écologie au Brésil, pour « amener les participants à s'interroger sur les limites du modèle agricole dominant actuel ». Il leur a notamment présenté des alter-

natives concrètes menées par le Mouvement des Sans Terres (MST). Pour Chloé Inisan, en charge des formations de La Pépinière, ce format ouvert permet aux porteurs de projet de « s'interroger sur des thématiques centrales dans leurs projets et de mettre en débat leur vision des choses et du monde. Ils repartent certes avec des connaissances contextualisées par des exemples précis, mais surtout avec des questions plein la tête ! »

Marie Bouret a pu suivre certains de ces modules avant de s'envoler pour Lima. « Les formations m'ont permis de rencontrer d'autres porteurs de projet, d'échanger avec eux et de me nourrir de leurs idées. Je trouve très intéressant de poser un cadre et une démarche pour faire avancer mon projet. Les accompagnateurs et formateurs nous rassurent et nous aident à passer les étapes. Ils apportent un regard extérieur et un recul que l'on n'a pas toujours quand on monte son projet. » Elle a aussi profité de ces formations pour acquérir de nouveaux outils et pour renforcer ses compétences, en se familiarisant avec l'utilisation des réseaux sociaux et l'animation d'une page de collecte de fonds en ligne sur le site de La Pépinière. Elle a réussi à lever plus de 3000 euros grâce au financement participatif et a été suivie par plus de 350 personnes sur Facebook.

## ET APRÈS ?

À son retour du Pérou, Marie a organisé un événement de sensibilisation et de témoignage en lien avec une autre porteuse de projets qui avait mené une action similaire au Kenya. Ensemble, elles ont animé des jeux participatifs pour partager des éléments propres à leur projet et aux pays qu'elles ont découverts. L'occasion pour elles de « digérer » leur expérience et de partager des éléments de réflexion avec d'autres citoyens engagés dans La Pépinière.

Dans l'esprit d'un porteur de projet, la restitution peut marquer une conclusion, une sorte d'aboutissement de l'expérience vécue. Une fois son projet et son voyage racontés, il reprend le fil de sa vie

et part vers d'autres horizons. Face à un public en mouvement, dont l'action est souvent centrée sur un pays ou une thématique précise, il reste compliqué de passer le cap d'un engagement citoyen pérenne. À ce jour, seul un porteur de projet sur deux ou trois reste proche du dispositif une fois son action terminée.

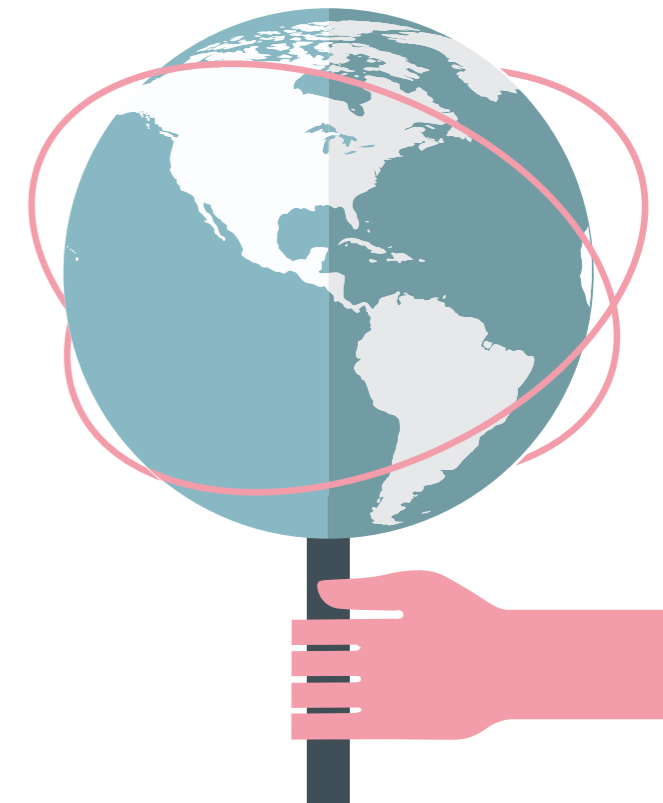
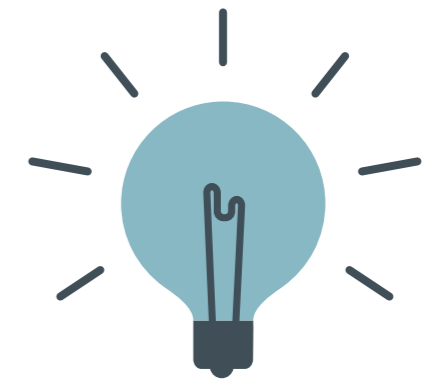
La Pépinière, en tant que dispositif d'accompagnement de l'engagement citoyen tel que pensé par Frères des Hommes, souhaite aller au-delà de la réalisation de projets de solidarité et contribuer à une transformation durable de la société ici et là-bas. Elle propose

donc aux porteurs de projet, une fois passé le temps de l'action, de devenir à leur tour tuteurs, d'intervenir dans des modules de formation ou de poursuivre leurs actions de sensibilisation, afin de maintenir la dynamique d'engagement enclenchée par le projet.

♦ Thibault Simonet, ex-coordonateur du projet "La pépinière de la solidarité internationale".

Projets portés par La Pépinière de la solidarité internationale : <https://www.fdh.org/dons/lapepiniere>

Code des Partenariats d'Action Collective de Solidarité : <http://je-me-pacse-avec-freres-des-hommes.fdh.org/>



> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# UNE FORMATION POUR METTRE L'INTERCULTURALITÉ AU CŒUR DES CYCLES DE PROJETS DES JEUNES

De la préparation à la restitution, l'association Cool'eurs du Monde accompagne des jeunes dans des projets de solidarité internationale. Tout au long de son programme de formation, la question de l'interculturalité est essentielle.

Formation théorique, jeu de rôle, mise en situation, débat, découverte de l'histoire et de l'évolution de la solidarité internationale (SI) : il existe de nombreux moyens d'aborder l'interculturalité avec des jeunes qui veulent porter un projet. Cette notion est traitée de manière transversale sur l'ensemble du programme de formation de l'association "Monter son projet de solidarité internationale" Cool'eurs du Monde.

Cette formation vise à aider les jeunes, seuls ou en groupes, tant sur les questions de fond (SI, préparation au départ, bilan individuel et de groupe, accompagnement au retour...) que de forme (partenariat, financement, montage du projet, bilan...) dans une démarche globale, de la préparation à la restitution. Le programme s'étend sur environ six journées de formation, qui comprennent notamment un week-end de préparation au départ et un temps de restitution pendant le Festival des solidarités (ex-Semaine de la solidarité internationale) en novembre. Au sein de ce programme, le facteur interculturel est primordial, autant pour les jeunes que pour les populations qui les accueillent.

## NOS MOTIVATIONS... ET LES VÔTRES ?

Au moment de démarrer le projet, on demande aux jeunes quelles sont leurs motivations profondes, individuellement et collectivement, mais aussi quelles sont celles de

leur partenaire et des populations du territoire qui les accueillent, car la démarche doit pouvoir intégrer les motivations de l'ensemble des parties prenantes et être partagées. Prendre conscience en amont des besoins de l'autre peut permettre de mieux définir ou d'adapter les activités du projet avec le partenaire et de comprendre le contexte dans lequel il évolue afin de « ne pas transposer notre façon de penser aux autres », note un participant.

Les stéréotypes et les préjugés influencent très souvent les jeunes lors de la définition de leur projet, des activités mais aussi dans leur relation partenariale. Les pays du Sud, bien qu'ils regroupent des réalités très différentes, sont associés dans l'imaginaire collectif à des images de misères humaines. La pauvreté fait partie des problématiques réelles des pays du Sud,

mais elle devient un stéréotype dès lors qu'elle est généralisée sans aucune connaissance réelle du ou des pays en question. Or les projets de jeunes vont être mis en place sur un territoire, une ville ou un village porteur d'une histoire, de codes culturels, de besoins particuliers. On associe souvent trop vite la pauvreté à la nécessité pour les pays les plus développés de leur venir en aide et très souvent, les jeunes projettent des besoins de leur partenaire et des populations locales en fonction de ce qu'ils imaginent.

## PLUS COMPÉTENT PARCE QU'ON SE TROUVE DANS UN PAYS DU SUD ?

Les jeunes se sentent souvent plus légitimes à faire des choses quand



Week-end de préparation au départ, 21 au 22 mai 2016 à Moulis-en-Médoc (Gironde) ©Maxime Robert pour Cool'eurs du monde

il s'agit de pays du Sud. C'est par exemple le cas d'étudiants en médecine qui veulent soigner, d'étudiants ingénieurs qui veulent construire des écoles, ou encore de jeunes qui veulent donner des cours de langue alors qu'ils ne seraient pas jugés assez compétents pour le faire en France. C'est cette idée qu'il vaut mieux aider même si on ne sait pas toujours faire, plutôt que de ne rien faire du tout. Cette position peut avoir des impacts négatifs sur le territoire d'accueil.

Vanessa en master de pilotage de projet éducatif est partie en Inde deux mois au sein d'une association dédiée aux réfugiés tibétains. Elle a finalement eu l'impression d'avoir reçu plus qu'elle n'a donné. « On se remet forcément en question et on apprend à s'adapter », dit-elle. C'est un « échange donnant-donnant ».

De même, le partenaire est souvent considéré comme un simple soutien logistique, malgré ses compétences et sa légitimité avérées et l'aide est envisagée très souvent de manière unilatérale, du Nord vers le Sud. Cool'eurs du monde les incite à prendre en compte les forces des partenaires locaux.

## DÉCOUVRIR (VRAIMENT) L'AUTRE

Les participants aux formations sont tous également motivés par l'envie de rencontrer l'autre, de voyager, de se dépayser ou par une recherche de sens. Pour autant, ce n'est pas parce que le projet se passe dans un autre pays qu'il s'inscrit dans une démarche de rencontre interculturelle. Des temps d'échanges et de débat ou des moments de vie avec les familles et les populations doivent être réfléchis et intégrés en tant que tels dans le projet pour poser les bases d'une meilleure connaissance réciproque des contextes et modes de vie de chacun.

La culture, les individus, leurs modes de vie, les systèmes de valeurs : tout au long de leur projet, les jeunes vont confronter leurs représentations et stéréotypes à une autre réalité. « J'ai compris qu'il ne fallait pas utiliser les



©Maxime Robert pour Cool'eurs du monde

cadres de lectures occidentaux pour analyser des traditions locales et essayer d'avoir un regard et une grille de lecture différente sur des événements et des personnes différentes », explique un des participants au week-end de préparation au départ. Ces projets sont l'occasion de développer une sensibilité interculturelle, c'est-à-dire apprendre à reconnaître et gérer les différences, à vivre avec et à mieux les accepter.

La rencontre avec l'autre leur permet parfois aussi de se décentrer, de prendre conscience de leur propre culture, des différentes réalités qui les entourent en tant que citoyens du monde et de changer leur vision des choses. C'est le cas de Camille qui, après avoir mené un projet de solidarité, a choisi une autre voie professionnelle et a complètement bouleversé ses études car son choix initial était « contraire à ses valeurs » et à ce qu'il avait vécu et réalisé en Bolivie.

## REVENIR AVEC UNE VISION INTERCULTURELLE ET LA TRANSMETTRE

Au retour, des temps d'accompagnement permettent également de relire leur aventure à travers le prisme interculturel. Les jeunes prennent conscience qu'ils portent une certaine responsabilité dans leur parole et le témoignage de leur projet et qu'ils peuvent être à leur tour acteurs d'ECSI. En effet, le discours qu'ils tiendront pourra être interprété comme une vérité

contribuant à renforcer des généralités et des stéréotypes auprès des personnes à qui ils vont raconter leur expérience. Or ce n'est pas parce qu'ils sont partis plusieurs semaines qu'ils connaissent l'ensemble du pays, du village, ou des modes de vie. Nous insistons donc beaucoup lors des formations sur la nécessité de garder une position humble.

Ce type de projet favorise généralement la construction du jeune en tant que citoyen, car il stimule souvent le développement d'un esprit critique. Si les formations accompagnent chronologiquement chaque étape, c'est aussi pour permettre un cheminement intellectuel et accompagner vers un possible changement des mentalités. Cette expérience apporte aussi parfois de « l'intégrité et une certaine éthique » comme le note Jessica, aujourd'hui engagée dans une association culturelle. Cela pousse les jeunes à agir de façon plus respectueuse des autres et à « changer de comportement par rapport à l'environnement » qui les entoure selon Kader. Il en est de même pour Émilie, qui essaie au quotidien « de porter des valeurs de tolérance, d'ouverture » en France. Un des temps proposés pendant la formation est dédié à l'ECSI afin que ces jeunes puissent également proposer une restitution de leur expérience en s'inscrivant, s'ils le désirent, dans une démarche d'engagement citoyen.

◆ Clarisse Dané, chargée de mission projets européens et mobilité internationale à Cool'eurs du Monde

Blog de Cool'eurs du Monde <http://blog.cooleursdumonde.org>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

## DES AUMÔNIERS EN MILIEU CARCÉRAL SE FORMENT À L'INTERCULTURALITÉ

La Délégation Catholique pour la Coopération (DCC), qui recrute, forme et accompagne des volontaires pour leur intervention dans des pays dits « du Sud » depuis plus de 50 ans, a acquis une expertise dans la connaissance et la perception de la rencontre interculturelle à l'étranger. Elle a transposé et affiné ce savoir-faire en France et propose des formations, auprès de ses partenaires du Nord et notamment en 2015 aux aumôniers des prisons de région parisienne.

L'univers carcéral réunit dans un lieu exigu et fermé des centaines d'hommes ou de femmes issus de cultures, de religions et de traditions différentes. Vivre l'interculturalité dans un cadre aussi contraint et contraignant fait naître des incompréhensions et des tensions au quotidien. Dans leurs tâches d'accompagnement spirituel (animation de groupes de paroles, rencontres individuelles, célébrations de messes), les aumôniers catholiques des prisons sont confrontés régulièrement à ces difficultés. Se posent alors de multiples questions chez les aumôniers : comment réussir à accueillir la différence tout en restant fidèle à sa foi ? Comment faire de cet espace de liberté au sein d'un lieu de confinement une expérience d'échange, dans le respect de ce que chacun porte en lui, qu'il soit croyant (chrétien, musulman, bouddhiste...) ou non, francophone ou pas, qu'il soit Béninois, Nigérian, Roumain ou Chinois ?

C'est pour avancer sur ces questions que la DCC a été sollicitée pour animer le 15 mars 2015, une formation d'une journée auprès de 70 aumôniers catholiques des établissements pénitentiaires d'Île-de-France, notamment de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. L'objectif principal de cette formation était de comprendre la complexité de la rencontre interculturelle et d'identifier les éléments

nécessaires à une rencontre réussie dans le cadre de l'accompagnement pénitentiaire.

Pour les 70 bénévoles présents, il s'agissait d'apprendre à « éviter les gaffes lors de la rencontre avec des personnes étrangères, tout en intégrant les différences dans un ensemble cohérent », selon Jean-François Penhouet, alors aumônier régional des établissements pénitentiaires d'Île-de-France et organisateur de la formation.

Les aumôniers se sentent en effet souvent démunis face à des situations qui les dépassent : pourquoi a-t-il été impossible de parler des relations hommes-femmes dans un petit groupe d'échange réunissant une majorité d'Africains pour la plupart protestants évangéliques ? Et comment intégrer aux célébrations des Chinoises qui ne parlent pas le français ? Que faire, face à de jeunes Roumains qui roulent leurs cigarettes durant la messe ?

Les apports théoriques et les réflexions nées de cette journée de formation ont permis aux aumôniers de prendre conscience des différentes composantes de la culture et, en identifiant les caractéristiques d'une rencontre interculturelle, de traduire la complexité de cette dernière en points de vigilance dans leur mission.

### PAS UNE RENCONTRE ENTRE CULTURES, MAIS ENTRE PERSONNES PORTEUSES DE CULTURES DIFFÉRENTES

Il apparaît que la rencontre interculturelle en milieu carcéral n'est pas la rencontre de deux cultures mais bien, comme dans n'importe quel autre contexte, la rencontre de deux personnes porteuses de deux cultures différentes. C'est cette notion de personne que la formation est venue interroger : pour une rencontre réussie, il s'agit tout d'abord de s'interroger sur soi, sur qui nous sommes, d'où nous venons, quelles valeurs culturelles et personnelles nous portons. Denise Delours, aumônière à Fleury-Mérogis a particulièrement apprécié de « réfléchir à la construction de sa propre identité pour se connaître davantage : c'est en se connaissant et en sachant ce qui est important pour soi, dans sa construction personnelle comme dans les croyances qui lui sont chères, que chacun peut aller à la rencontre de l'autre différent et accueillir qui il est. »

Pour une rencontre réussie, il est ensuite nécessaire de comprendre qui est l'autre : son histoire personnelle et collective, ses valeurs culturelles et individuelles, ses ré-

férences... Cette compréhension n'est pas simple car ces éléments ne sont pas visibles de l'extérieur et il faut du temps pour les saisir de façon implicite, ou pour que les personnes étrangères les expriment directement.

Cette compréhension ne peut en outre se faire qu'à l'aune de ce que nous sommes nous-mêmes. « J'ai pris conscience que ma relation à l'autre détenu est conditionnée par qui je suis, et que c'est l'interaction entre nos deux identités qui crée la rencontre. L'autre, dans ses différences, me fait prendre encore davantage conscience de qui je suis vraiment », témoigne Danièle Roche, aumônière à Fleury-Mérogis.

### INTÉGRER L'INTERCULTURALITÉ, C'EST DEVENIR VIGILANT

Mais qu'en est-il, à la suite de cette formation, de la mise en pratique concrète, dans le quotidien des prisons, des attitudes nécessaires à une rencontre réussie avec les personnes incarcérées ? Danielle et Denise précisent que c'est avant tout un nouvel état d'esprit. Cela revient à mettre en pratique un savoir-être, qui passe en premier lieu par une prudence, une vigilance à l'égard de ses propres réactions et de celles de la personne détenue.

Il y a des situations compliquées que les aumôniers ne peuvent comprendre facilement et c'est bien au niveau interculturel que cela se joue. Il s'agit alors de s'interroger, de comprendre ce qui se joue en soi et chez l'autre, de ne pas juger ni aller trop vite en plaquant ses propres représentations et stéréotypes sur une situation dont le fond leur échappe encore. Cette vigilance se traduit aussi par une écoute qui se veut encore davantage bienveillante, par un réel accueil de l'autre, dans toutes ses différences, qu'elles soient culturelles, sociales ou religieuses.

Malgré les espaces de réflexion proposés au cours de la journée de formation, cette dernière n'a pas suscité la volonté de mettre en place de manière collective de

nouvelles activités ou de réfléchir en équipe à un changement réel de positionnement. Danielle regrette en effet que la journée du 15 mars n'ait pas été suivie d'une reprise en équipe ni d'un travail de fond à partir des réflexions amorcées ce jour-là. Le temps et les occasions manquent en effet aux aumôniers pour approfondir le contenu de ces journées de formation et le réinvestir de façon formelle dans leurs activités.

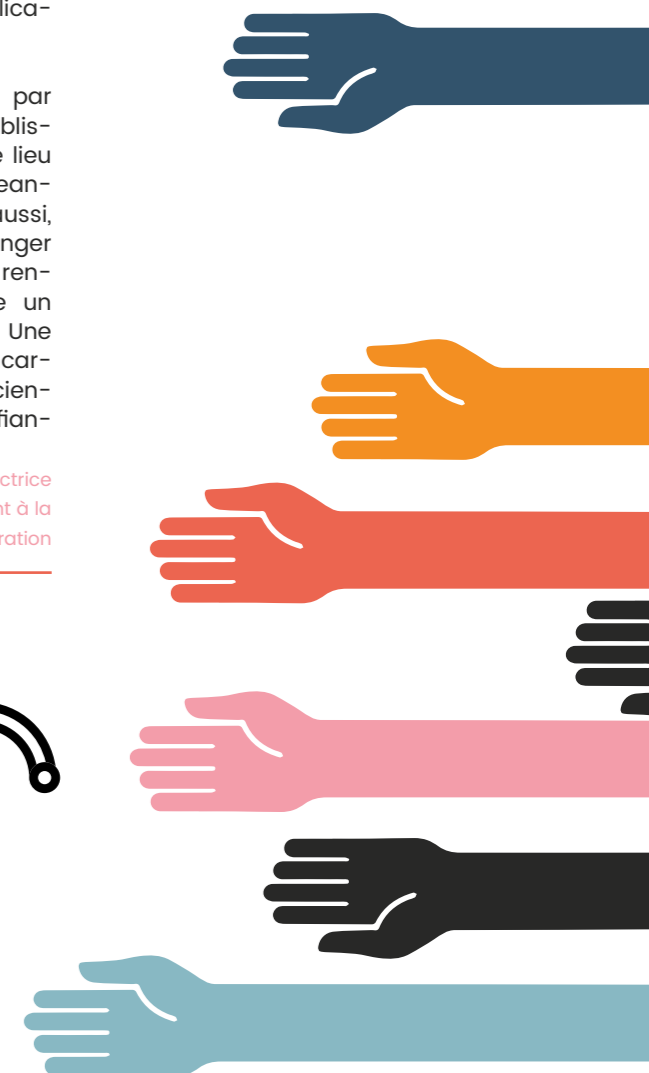
Cette formation a donc davantage permis une prise de conscience et un travail personnel, individuel, que chaque aumônier a entrepris et entreprend encore pour ajuster son comportement à toute situation rencontrée.

Elle a permis aussi de relire certaines situations et d'éclairer, à l'aide des outils proposés, les incompréhensions ou situations délicates déjà vécues.

Les activités mises en place par les aumôniers au sein des établissements pénitentiaires sont le lieu d'une expérience de liberté : Jean-François Penhouet veut aussi, grâce à un accueil de l'étranger dans une relation juste et une rencontre bienveillante, en faire un lieu de respect et de dignité. « Une dignité dont les personnes incarcérées peuvent prendre conscience, et qui leur redonnera confiance ».

◆ Delphine Muller, directrice de la formation et du recrutement à la Délégation catholique pour la coopération

Site de la DCC : <http://ladcc.org/>



> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# UNE MÉCANIQUE MULTI-ACTEURS POUR DÉVELOPPER L'ECSI AU COLLÈGE

Pour faire fonctionner le dispositif Tandems Solidaires, un duo associations - collégiens qui mène un projet de solidarité internationale, le CERCOOP F-C a réuni plusieurs types d'acteurs aux pratiques différentes qui travaillent en partenariat depuis 13 ans.



Marie Munch et les élèves de Komki Ipala au Burkina Faso©Cercoop



Un élève Burkinabè travaille sur les modes de vie dans son pays©Cercoop

Au centre de chaque projet Tandem Solidaire, il y a d'abord deux partenaires. « En premier lieu, il est essentiel de faire le lien entre les équipes pédagogiques des établissements scolaires et les associations », indique Laure Giron, référente des Tandems Solidaires. Le CERCOOP F-C lance chaque été un appel à participation aux associations de solidarité internationale au sein de son réseau franc-comtois. Puis il envoie la liste des associations volontaires et leurs projets (une vingtaine par an) au rectorat qui la diffuse à l'automne aux établissements scolaires. Les classes choisissent ensuite le projet dans lequel elles souhaitent s'impliquer : un Tandem Solidaire se forme.

Ensuite, « il est important de bien poser les jalons du projet pédagogique que l'on souhaite mener et ce avec toutes les parties pre-

nantes du projet. Il doit y avoir une vraie rencontre entre la structure associative, les professeurs et les élèves autour de cette démarche, et que ces deux entités s'enrichissent mutuellement », témoigne Antoine Petiard, de l'association Franche-Sylvanie. En outre, une charte d'intervention, élaborée par le Rectorat en lien avec ses partenaires, est adressée aux associations qui décident de s'impliquer dans le dispositif.

## BIEN DÉFINIR LES INTÉRÊTS ET LE RÔLE DE CHACUN

À l'origine, les Tandems Solidaires sont le fruit « d'une volonté partagée des différents partenaires de créer un dispositif d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité

internationale », explique Jean-Paul Tarby, ancien délégué académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DAREIC) au Rectorat de l'académie de Besançon, et initiateur du dispositif à la demande du département du Doubs<sup>1</sup> et en partenariat avec le CERCOOP F-C. Au-delà d'une association et d'un établissement, le rectorat, les collectivités locales telles que le département du Doubs, du Jura et du Territoire de Belfort sont également très impliquées.

Pour le rectorat, les collèges et enseignant-e-s, il s'agit d'un projet académique doté d'un volet éducation à la citoyenneté des jeunes sous statut scolaire. D'après Jean-Paul Tarby, il est apparu

<sup>1</sup> Dans le cadre de son plan d'action Doubs 2010

pertinent de faire de l'international au niveau des collèves et aller au-delà des voyages scolaires car « les Tandems Solidaires permettent une ouverture sur le monde sans forcément passer par une mobilité physique ». Ainsi, ils s'engagent dans un projet pédagogique d'éducation à la citoyenneté durant une année scolaire, en lien avec leur programme.

Quant aux collectivités territoriales, les Tandems Solidaires constituent pour elles un moyen de mener une politique publique d'éducation à la citoyenneté, au développement durable et d'ouverture à l'autre, de gagner en légitimité et de renforcer le tissu associatif de leur territoire. De plus, ce dispositif s'exerce dans le cadre de leurs compétences au niveau des collèves. Leur place est essentielle pour l'accompagnement financier, même s'il est généralement partagé par l'ensemble des acteurs et géré par l'établissement scolaire.

Ainsi, dans le cas d'un projet de construction de deux éoliennes pour le Sénégal par le collège Malraux de Pontarlier, les membres de l'association Y'a de l'électricité dans l'air intervenaient à titre bénévole, mais il a fallu financer le coût des matériaux. Le professeur de technologie qui a piloté le projet a reçu 900 euros pour ce projet d'action culturelle, 500 euros du département du Doubs dans le cadre du projet Tandems Solidaires et les élèves ont mené plusieurs actions de collecte de fonds (vente de chocolats à Noël et à Pâques, calendrier...) qui ont permis de rassembler 400 euros.

Pour les associations, les Tandems Solidaires sont une opportunité de mettre en lumière ici leurs actions là-bas et d'établir le lien entre projets de développement et éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. On est dans une logique de réciprocité et retours sur le territoire (effets et impacts), aussi bien en Franche-Comté que dans les pays partenaires avec la mise en œuvre des projets comme l'installation de l'éolienne au Sénégal par l'association Y'a de l'électricité dans l'air. Les associations s'engagent à intervenir au moins trois fois dans le cadre d'un projet pédagogique défini en commun

tout au long de l'année scolaire.

Acteur de ce dispositif dès son origine, le CERCOOP F-C assure l'animation des Tandems Solidaires en lien avec le Rectorat et les collectivités partenaires. Il joue le rôle d'interface entre les différents acteurs. Pour sécuriser et pérenniser le dispositif dans un cadre institutionnel, il signe avec les collectivités et le rectorat des conventions de partenariat. Par son expertise et sa connaissance des acteurs de la solidarité internationale en région, il permet ainsi une meilleure coordination des Tandems Solidaires, propose des formations et est le garant de la communication et de la valorisation des projets réalisés.

## VALORISER L'IMPLICATION DES ACTEURS DU DISPOSITIF

Le CERCOOP F-C organise, chaque année, des temps forts à destination du grand public pour mettre en lumière ce dispositif, notamment dans le cadre de la Semaine de solidarité internationale en Franche-Comté et en exposant les productions des jeunes collégiens à l'occasion d'une soirée dédiée. Pascal Rubiloni, professeur de technologie au collège Malraux qui a construit des éoliennes avec ses élèves de SEGPA pour le Sénégal se réjouit d'« observer les élèves expliquer le projet à un public inconnu alors qu'ils sont en échec scolaire depuis si longtemps ».

Sa récompense : « leurs regards quand on lève l'éolienne sur le mât et que les pâles se mettent à tourner... ».

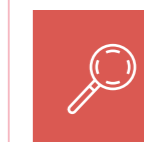
Ce type d'expérience a eu un écho favorable dans la presse locale. « Les journalistes sont très friands de ce genre de projet surtout le volet solidaire et fabrication pour l'Afrique. L'Est Républicain, Radio Plein Air et la presse pontissalienne n'ont pas hésité à se déplacer », dit-il.

Pour aller plus loin dans la valorisation, le CERCOOP F-C et ses partenaires se penchent aujourd'hui sur la question de la labellisation du dispositif, de l'élaboration d'un guide méthodologique et de capitalisation, d'une internationalisation du dispositif au-delà de son développement en France (Bourgogne, Midi-Pyrénées...), de la mise en place d'un Prix de Tandems Solidaires et d'une restitution formelle du dispositif au sein des collectivités partenaires.

♦ Florence Kohtz, chargée de développement, CERCOOP F-C<sup>2</sup>

<http://www.cercoop.org/-TANDEMS-SOLIDAIRES>

<sup>2</sup> Centre de Ressources pour la Coopération décentralisée en Franche-Comté) Département du Doubs, Rectorat et CERCOOP F-C



LIRE AUSSI PAGES 33 & 84 >>>



Les Tandems solidaires favorisent la créativité©Cercoop

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# À LA RECHERCHE D'OUTILS DE MOBILISATION EN INDE POUR LES BANLIEUES FRANÇAISES

En 2014, cinq étudiantes sont parties interroger des associations travaillant en banlieue parisienne pour identifier les problèmes qu'elles rencontraient : communautarisme, manque de mobilisation des habitants... Une réflexion sur la mobilisation sociale est née de ces rencontres. Elle les a menées jusqu'à Pune en Inde, au sein de l'association Village Community Development qui œuvre depuis plusieurs années sur ces thématiques, dans un pays encore marqué par les différences de castes. Un an plus tard, Salomé Lenglet, l'une des membres de l'équipe Ja-Viz-Ta, revient sur le projet Epices'Centre qui a été lauréat du PIEED en 2014.

Qu'êtes-vous allées chercher en Inde pour aider les banlieues françaises ?



**Salomé Lenglet :** On est parties du constat qu'on voulait aider, mais qu'on voulait partir d'une vraie problématique. On est donc parties rencontrer les associations de banlieue parisienne (AC le Feu, Intermèdes-Robinson, Redresser ensemble le Chêne Pointu, mouvement Colibris, Croix Rouge...) en leur disant : « Avez-vous, au quotidien, des problématiques auxquelles vous aimeriez trouver des réponses ? » Ces associations travaillaient avec des populations diversifiées mais qui souffraient des mêmes problèmes. Des personnes qui gagneraient à travailler ensemble pour les régler, mais qui ont du mal à se mobiliser pour une cause commune. Grâce à

ce « diagnostic de terrain », on a défini notre problématique : comment mobiliser les gens et les faire travailler ensemble ?

De notre côté, on avait Pauline, qui par son expérience de l'Inde connaît bien l'association Village Community Development Association (VCDA) qui travaille sur la mobilisation sociale. Dans ce pays où il y a encore le problème des castes, ça marche. On s'est alors dit : pourquoi ne pas s'inspirer de ce qui se fait à l'étranger et qui fonctionne ? Nous avons décidé d'aller voir sur place, pour comprendre les outils qui sont utilisés et les adapter aux problématiques françaises en travaillant avec les acteurs de terrain pour créer une « boîte à outils » de la mobilisation sociale.

**Quels outils de mobilisation avez-vous découverts en Inde ?**

Il y a tout d'abord ce qu'on appelle la « conscientisation », le principe pour un animateur d'aller à la rencontre des gens, de poser des questions et d'amener chacun à se rendre compte qu'il y a des aberrations dans la société. Il y a par exemple le cas des intouchables : pourquoi ça existe dans la société indienne, qu'est-ce qui pourrait justifier cette différence de statut ? L'objectif c'est de mettre les gens face à leurs incohérences pour qu'ils essaient eux-mêmes de trouver des réponses et de changer petit à petit leur façon de voir.

La deuxième étape, c'est de réunir les gens pour qu'ils discutent ensemble et pour essayer de faire émerger une prise de conscience collective. Il y a pas mal d'outils « artistiques » aussi, le chant ou la danse sont vraiment fédérateurs. Il y a aussi le théâtre, où chacun prend un rôle pour mettre en scène les problèmes auxquels il est confronté et chercher avec d'autres des solutions.

À notre retour en France, on s'est fixé comme exercice de poser sur le papier ce qu'on avait compris de ces outils, ce que ça nous avait apporté personnellement. Après avoir fait ça individuellement, on a tout mis en commun, et on en a fait une synthèse qu'on va réutiliser lors des tables rondes avec les acteurs de terrain. Le but c'est de retrouver les gens qu'on a vus pendant le diagnostic et d'avoir une discussion en leur demandant : « Est-ce que vous pensez que c'est pertinent ? Vous vous voyez utiliser ça ? ». Mais nous n'avons pas encore eu l'occasion de le faire.

**Solidarité locale et solidarité internationale : est-ce complémentaire, opposé, indissociable...?**

Je connais beaucoup de gens (et j'en faisais partie) qui veulent travailler dans l'humanitaire ou dans la solidarité et qui pensent directement à l'aspect « international ». En tant qu'Européens, on se dit souvent qu'on



Photos collective avec les animateurs le dernier jour de notre voyage



Photo montrant l'ensemble des animateurs présents lors de ce cycle d'auto-formation. Nous avons assisté à ce meeting pour comprendre les outils utilisés par les animateurs de VCDA.

a envie de travailler à l'étranger, alors que la grande question c'est : quelle légitimité a-t-on de travailler dans un autre pays ? Si on ne connaît pas ce qui se fait sur notre propre territoire, quel sens ça a ?

Donc pour moi, solidarité locale et solidarité internationale sont très liées, dans le sens où travailler à l'international c'est bien, mais il faut quand même avoir un certain bagage de ce qui se fait chez nous, de la manière dont ça fonctionne, des problématiques locales qu'il faut connaître, avant d'avoir la préten-

tion d'aller agir ailleurs. Et d'un autre côté on ne peut pas se contenter de travailler chez nous sans essayer de connaître ce qui se fait dans d'autres pays. Donc pour moi, ça va vraiment dans les deux sens.

**Pour toi l'ECSI, c'est quoi ?**

C'est pousser à la curiosité, montrer, apporter des outils aux gens, ainsi que des opportunités. L'aspect descendant que peut connoter le mot « éducation » ne me convient pas. Au contraire, l'ECSI c'est l'ouverture, c'est avoir la curiosité de voir ce qui se fait ailleurs, s'inspirer et essayer de comprendre. Le tout ce n'est pas de voir qu'il se passe autre chose, mais de voir comment ça marche, pourquoi ça marche, de comprendre tous les enjeux qu'il y a derrière. En bref, c'est avoir un point de vue sur l'international pour mieux comprendre ce qui se passe autour de toi.

**Si tu avais des conseils à donner à des étudiants qui veulent se lancer dans un projet de solidarité, ce serait quoi ?**

Peut-être ne pas penser directement « je veux partir à l'international », mais plutôt partir avec une vraie démarche : je veux répondre à un problème, à un enjeu, avoir la démarche d'apporter une réponse. Parce que sinon l'objectif n'est plus le même.

Il faut être conscient du travail que ça peut représenter : quand on se lance dans un projet, quand on est subventionné, il faut le mettre en place et réaliser que ça va prendre du temps et de l'investissement. On n'est pas des experts, mais c'est aussi ça qui est bien : l'objectif est d'aller comprendre comment ça marche, d'être curieux.

De notre côté, il y a vraiment eu un « avant » et un « après » projet : la différence entre le moment où on a pris l'avion au départ pour l'Inde, où on ne savait pas comment ça allait se passer, et avec le dernier jour où on a fait un repas avec tous les gens qu'on avait connus dans l'association. On était tous là, on a chanté, on a dansé, et malgré tous les moments difficiles qu'on a pu vivre, on s'est vraiment retrouvés à la fin, avant de quitter l'Inde. C'était très dur et en même temps c'était beau de voir tout ce qu'on avait vécu ensemble, tout le positif est sorti à ce moment-là.

◆ Propos recueillis par Étudiants et Développement

Le Pieed : <https://pieed.wordpress.com/2015/04/10/ja-viz-ta-projet-epicescentre/>  
Emission du Mouv' sur le projet : <http://www.mouv.fr/diffusion-des-filles-de-l-inde-et-des-castes>

> ÉCLAIRAGE TERRAIN

# FORUM SOCIAL D'IVRY : LE FORUM SOCIAL MONDIAL, EN VERSION LOCALE ET PERMANENTE

Le Forum social d'Ivry est une déclinaison locale et permanente du Forum social mondial. Ce réseau permet à des militants de se retrouver régulièrement en banlieue parisienne dans un local autogéré, pour débattre, organiser des événements autour de valeurs communes héritées de la charte de Porto Alegre. Un comité de facilitation renforce son animation.



— Alternatiba Ivry à l'occasion du tour tandem le 23 septembre 2015 © Lise Trégloze



Depuis 2004, le Forum Social d'Ivry-sur-Seine (FSI) permet à des militants de se retrouver dans cette ville du Val-de-Marne pour mener des événements communs, être solidaires des luttes et des résistances de chacun.

En tant que forum social local (FSL), le FSI est un prolongement local du Forum social mondial (FSM), événement international altermondialiste né à Porto Alegre au Brésil en 2001 en réaction au Forum économique de Davos en Suisse. Il se revendique de la charte de Porto Alegre et de grands principes comme l'autogestion, l'horizontalité, le consensus, le rejet de toute forme de violence, l'indépendance par rapport aux partis politiques.

Les FSL peuvent se matérialiser en événements de quelques jours, où des militants de tous horizons se retrouvent dans des activités autogérées pour échanger, mais ils peuvent aussi s'inscrire dans un processus permanent, comme c'est le cas à Ivry-sur-Seine.

## TOUT UN RÉSEAU

Le FSI a pris forme suite au Forum Social Européen de 2003, qui s'est en partie déroulé à Ivry-sur-Seine, et qui a laissé dans son sillage des dizaines d'organisations locales mobilisées ainsi qu'un local mis à disposition par la municipalité. Des militants passionnés d'altermondialisme et persuadés que le processus du Forum social a toute sa place au niveau local, au plus près des préoccupations et des actions des habitants, ont entrepris de « faciliter » ce processus : un comité de facilitation se réunit tous les mois pour initier ou identifier des projets et les relayer au sein du réseau. En réunissant des moyens humains, techniques et financiers, il permet de faire vivre des causes. Le FSI a ainsi rejoint des dizaines d'expériences similaires, en France et dans le monde, dans un réseau de facilitation des forums sociaux

locaux (FFSL) et a récemment retrouvé une nouvelle jeunesse avec Alternatiba<sup>1</sup>.

Si le Forum Social se place historiquement sur les enjeux économiques et sociaux, les dernières années ont permis de mettre également en lumière les enjeux environnementaux et des liens avec d'autres préoccupations altermondialistes. La COP 21, la dynamique d'Alternatiba, des villes en transition, la création du Collectif pour une Transition Citoyenne... ont par exemple résonné à Ivry, où certains participants du FSI agissent de longues dates sur des enjeux environnementaux forts, comme la recherche d'alternatives zéro déchets face au projet de reconstruction de l'incinérateur d'Ivry-Paris 13, un des plus grands d'Europe.

Ainsi, lorsque le tour Alternatiba s'est mis en place, les militants du FSI ont tout de suite proposé d'accueillir une étape et ont entrepris de mobiliser les habitants. L'étape fut un moment joyeux et rassembleur et a permis de faire signer le Pacte pour la Transition au maire (PCF) Philippe Bouyssou, à la suite d'un processus participatif où chaque mesure du pacte avait été discutée et préparée par les participants du FSI et de nouveaux réseaux (exemple : une association de parents d'élèves, une ressourcerie...).

## RENDRE LE FSM ACCESSIBLE À TOUS

Une des actions phares du FSI a été son implication dans la dynamique des « forums étendus ». Il s'agit d'étendre le FSM à la fois géographiquement (pour que celles et ceux qui ne peuvent pas se rendre physiquement à l'événement puissent le vivre en direct) et dans le temps (pour organiser des activités avant et après qui inscrivent le FSM dans une réalité locale et enrichissent sa dynamique).

<sup>1</sup> Alternatiba est un mouvement citoyen lancé en 2013 pour valoriser les solutions locales et concrètes qui répondent au dérèglement climatique et qui a organisé, à l'occasion de la Conférence de l'Onu sur le climat COP21 qui s'est tenue à Paris fin 2015 un tour de France des alternatives.

Par exemple à l'occasion des FSM, des « caravanes de mouvements sociaux » s'organisent pour relier des communes ou pays éloignés de l'événement Forum, comme la caravane Ivry-Dakar « Paroles vers le forum », ou encore la caravane dite des « sans-voix » partie à dix personnes de Cotonou pour arriver à 1000 personnes à Dakar deux semaines et une vingtaine d'activités plus tard.

Entre les FSM, des Ivryens tentent de se connecter à distance pour participer de loin aux ateliers « événement Forum », et parfois d'y intervenir par « facilitateurs » interposés. Ainsi, le Forum d'Ivry et le Forum de Rivas en banlieue madrilène ont échangé leurs expériences au sujet des résistances locales aux grands projets inutiles (comme le projet d'usine d'incinération d'Ivry). Ce cadre a aussi permis des échanges entre des sans-papiers en grève à Ivry et des Sénégalais qui luttent contre l'immigration clandestine depuis leur pays. Autre exemple : de retour du FSM de Montréal 2016, un échange a été planifié entre des Canadiens acteurs d'un quartier en transition (rencontrés par la délégation d'Ivry lors du forum) et des militants du FSI pendant la Semaine de la solidarité internationale.

Jeunes, sans-papiers, personnes sans ressources ou encore isolées sont parfois les premiers concernés par les enjeux de l'altermondialisme, mais n'ont pas la possibilité de participer aux FSM. Le forum étendu et les caravanes des forums, en donnant la parole à tous, en permettant l'échange entre cultures et en créant des liens entre le local et le mondial, participent à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

◆ Lise Trégloze, participante au Forum Social Local d'Ivry

Site du FSI : <https://fsivry.wordpress.com/>  
La plateforme web participative des forums : <http://openfsm.net/>  
Le réseau FFSL : <http://openfsm.net/projects/facilitation-de-fsl/le-reseau-f-fsl>



LIRE AUSSI  
PAGE 54 >>>  
« PORTEUR DE PAROLE  
ITINÉRANT ENTRE PARIS  
ET DAKAR »



# COMMENT ÉVALUER LES PROGRAMMES D'ECSI ?

Identifier des changements produits par les démarches d'ECSI est un exercice difficile. Les contributeurs à cet ouvrage, par l'observation attentive et l'analyse des effets à court et moyen termes que produisent leurs actions sur le terrain ont fait émerger des indices qui témoignent de changements concrets, en particulier sur le lien social. Les approches dites « orientées changement » brièvement présentées ci-dessous peuvent renforcer leurs capacités à évaluer leurs actions et au-delà à les piloter plus efficacement.

Tous les acteurs de l'ECSI se posent à un moment ou un autre cette question : concrètement, qu'est-ce que mon action a changé ?

Y répondre revient à relever trois défis : définir des indicateurs précis liés à des changements attendus formulés de manière souvent trop vague, mesurer des changements souvent immatériels (évolution des représentations, acquisition de nouveaux savoirs, savoir-être, savoir-faire...), et définir une échelle de temps pertinente, les effets d'actions éducatives n'étant perceptibles qu'à moyen ou long terme. Pourquoi les « approches orientées changement » apparaissent-elles particulièrement pertinentes pour répondre à ces défis ?

mentalité, leurs comportements, leurs façons de travailler ou encore leurs relations entre eux.

Ces approches sont donc particulièrement bien adaptées aux démarches d'ECSI, dont la finalité se cristallise essentiellement au niveau de la recherche de changements portant non pas sur les conditions matérielles de vie, mais sur les acteurs, considérés en tant qu'individus ou collectifs. Les démarches d'ECSI sont non linéaires et ne peuvent être entièrement formalisées ni planifiées au départ. Elles se traduisent par des maturations individuelles, mais leurs effets sont aussi à rechercher dans les changements collectifs, structurels

et sociétaux. Enfin ces démarches sont continues et ne se terminent pas avec les actions des porteurs de projets. Ce sont donc bien des processus complexes.

## LES ÉTAPES DES APPROCHES ORIENTÉES CHANGEMENT

Les approches orientées changement ne proposent pas une solution « clé en main », mais elles invitent les porteurs d'actions d'ECSI à s'appuyer sur un tronc commun, bâti autour des étapes suivantes :

- Définir une vision commune du changement souhaité et se donner un cap à moyen terme.
- Mettre cette vision à l'épreuve d'une analyse de contexte partagée permettant d'identifier les facteurs positifs sur lesquels ils pourront s'appuyer pour changer les choses, et les facteurs négatifs avec lesquels ils devront composer. L'identification des acteurs présents sur le territoire et l'analyse de leurs relations est aussi un élément important de l'analyse de contexte.
- Identifier ensuite les chemins pour aller vers la vision commune, c'est-à-dire les conditions nécessaires à sa réalisation. Ces chemins, ancrés dans le contexte donné, peuvent varier selon les acteurs qui auront été identifiés comme prioritaires.
- Réfléchir à la manière dont les activités programmées contribuent à ces chemins.
- Enfin, suivre et réajuster ces chemins : décrire la façon dont les changements devraient se produire, d'identifier les indices permettant de suivre leur évolution ainsi que les changements imprévus et le cas échéant réorienter ou ajuster les chemins de changement.

Ces étapes, somme toute logiques, n'ont d'intérêt que si elles s'effectuent de manière collective en impliquant l'ensemble des parties prenantes : les porteurs de l'action, ses partenaires, ses bailleurs, ses destinataires... La disponibilité des parties prenantes est l'un des principaux défis de cette approche orientée changement, mais le jeu en vaut la chandelle. Cela permet aux acteurs d'avoir une meilleure connaissance du contexte dans lequel ils agissent et de disposer d'un outil de pilotage de leur action qui intègre l'incertitude.

◆ Anne Kaboré Leroy, Éducasol

Boîte à outils du PRISME, accessible sur le site du F3E : <http://f3e.asso.fr/article/1671/boite-a-outils>

F3E et Éducasol co-organisent chaque année une formation sur la thématique de l'évaluation des effets des actions d'ECSI : [www.educasol.org](http://www.educasol.org) ou [www.f3e.asso.fr](http://www.f3e.asso.fr)

## LES ACTEURS AU COEUR DU CHANGEMENT SOCIAL

L'intérêt des « approches orientées changement » est d'associer un ensemble de méthodes et d'outils permettant de planifier, de suivre et d'évaluer des programmes complexes dont le but est d'accompagner des processus de changement. Elles s'appuient sur la conviction qu'au-delà des actions, ce sont les acteurs qui sont le fondement du changement social et de sa pérennité, et que si la société évolue c'est d'abord parce que les acteurs eux-mêmes (personnes, groupes, organisation, institutions, réseaux...) évoluent dans leur

Éducasol s'est associé au programme PRISME<sup>1</sup> initié en juillet 2014 par le F3E pour se familiariser avec les « approches orientées changements ». Ce programme permet à 28 organisations de 10 pays différents d'expérimenter des méthodologies d'évaluation et de suivi de projets innovants, pour en tirer des enseignements et renouveler sur cette base le dialogue avec les chercheurs et les bailleurs, notamment ceux issus du milieu de la coopération internationale.

Créé en 1994, le F3E est un réseau associatif dédié à la qualité et à l'impact des actions de solidarité internationale. Il rassemble plus de 80 acteurs, ONG, collectivités territoriales et réseaux qui sont engagés dans des actions porteuses de changement social. Les 3 « E » qui composent son acronyme font référence aux 3 axes majeurs de sa mission : Évaluer pour mesurer la portée des actions de solidarité et leur donner du sens, Échanger pour apprendre des expériences et des différences et Éclairer pour accompagner les acteurs du secteur dans leurs décisions.

<sup>1</sup> Voir la présentation du PRISME sur <http://f3e.asso.fr/recherche-action/30>

# CONCLUSION

Changer la société pour plus de solidarité n'est pas une utopie : les expériences racontées dans cet ouvrage, menées à l'échelle locale, nationale et/ou internationale, le prouvent. Elles permettent à des personnes d'origines géographiques, sociales, ou culturelles différentes de se rencontrer et d'apprendre de leur diversité. Elles favorisent l'expression de chacun-e dans la construction de projets collectifs, dans la connaissance de problématiques globales dans lesquelles chacun-e est plus ou moins consciemment partie prenante. Elle donne enfin les moyens à chaque personne de s'engager pour un meilleur vivre-ensemble. Mais ces expériences montrent aussi que des solutions, a priori simples pour y arriver, ne sont pas toujours si évidentes à mettre en œuvre.

En ce sens, le rôle des acteurs d'ECSI, qu'ils soient salariés ou bénévoles, est essentiel. Être « facilitateurs » de lien social, comme se définissent ces derniers, requiert notamment un mélange d'engagement, d'écoute, de méthodologie et de créativité. Mais pour bâtir de nouveaux projets porteurs de changement, ces acteurs gagneraient à échanger davantage sur leurs pratiques très variées. Les co-auteurs de cet ouvrage en expriment le besoin. Certains mettent déjà en place des dispositifs de mutualisation à leur échelle, et participent à cette édition y contribuent.

Éducasol travaille actuellement à la création d'un observatoire qui recensera plus largement les acteurs et les pratiques d'ECSI en France ainsi que leurs partenaires à l'international. Il s'agira d'un outil collectif de veille, d'analyse des effets des actions et de valorisation des démarches innovantes.

Son objectif est de faciliter l'identification de l'ECSI comme vecteur de changement et de démultiplier les bonnes pratiques auprès d'une grande diversité d'acteurs (associatifs, collectivités territoriales, acteurs sociaux...).

Les contributeurs à cet ouvrage ont aussi pointé la nécessité de sortir du « cercle des convaincus » pour élargir et massifier l'impact des actions d'ECSI, en encourageant de nouveaux publics à s'approprier ces questions. Ils sont nombreux à sentir actuellement une « opportunité à saisir » pour l'ECSI : elle permet de dépasser les messages simplistes au profit d'un regard plus critique sur nos modèles de société et de répondre à une appétence de la société civile pour expérimenter des démarches plus concrètes d'expression et de renforcement de la citoyenneté, à l'échelle locale.

Forts de leur expérience de projets collectifs et de leur connaissance des enjeux globaux, les acteurs de l'ECSI ont les moyens d'accompagner des réflexions qui émergent au sein de la population pour imaginer des actions collectives et solidaires. Le travail en partenariat élargit et concrétise aussi le champ des possibles car nombre d'acteurs sociaux font de l'ECSI sans forcément y accoler cette terminologie. Cet ouvrage a aussi permis cette prise de conscience et cette rencontre. Reste maintenant à faire connaître ces actions, les consolider et les pérenniser.

# INDEX

## Qui participe aux actions d'ECSI ?

---

Acteurs en milieu scolaire et étudiant p.28, 33, 35, 46, 72, 74, 76, 77, 79, 81, 86, 88, 108  
Académie - rectorat p.33, 81, 84,106  
Animateur, tous les éclairages terrain et en transversale p.90  
Aumôniers des prisons p.104  
Centre social p.24, 35, 46  
Chercheurs p.52, 112  
Collectivités territoriales p.24, 48, 79, 110  
Conseil d'enfants et de jeunes p.35, 46  
Des citoyens au... « grand public » p.54, 57, 60, 61  
Direction du Travail p.26  
Habitants d'un quartier d'une ville p.22, 24, 26, 79, 110  
Jeunes (dont primo arrivants / et jeunes en situation de handicap) p.35, 46, 48, 72, 99, 102  
Maison de retraite p.22  
Médiateur de quartier p.24, 28  
Mission de lutte contre le décrochage scolaire p.48  
Office HLM p.26  
Personnes ou familles en situation de vulnérabilité p.31, 50, 52  
Porteur de projet de solidarité à l'international p.99, 102, 108, 112

## ASSOCIATIONS CO-AUTEURS DE L'OUVRAGE

---

Aide et Action (Paris) p.28  
Artisans du Monde (Indre) p.86, 88  
ATD Quart Monde (Seine Saint Denis) p.50, 52  
Bourgogne coopération (Saône-et-Loire) p.81  
CERCOOP F-C (Franche Comté) p.33, 84, 106  
CCFD-Terre Solidaire et Collectif AL@MBIK (Paris) p.61  
Cool'eurs du Monde (Gironde) p.24, 102  
Crid - Une Seule Planète (Paris) p.57, 60  
Délégation catholique pour la coopération (Paris) p.104  
Éducasol (Paris) p.50, 112  
Etik et Sol (Gironde) p.77  
Etudiants et Développement (Paris) p.108  
E-graine (Yvelines) p.79  
Frères des Hommes (Paris) p.99  
Festival des solidarités /Semaine de la solidarité internationale (Paris) -fil conducteur-  
FORIM (Paris) -fil conducteur-  
FSM (dans le cadre du.) p.54  
Forum social local d'Ivry (Val de Marne) p.110  
La Boîte à lumières (Rhône) p.48  
Le Partenariat - Centre Gaïa (département du Nord) p.74, 76  
Maisons Familiales Rurales -fil conducteur-  
Maison islamo-chrétienne (Hauts de Seine) p.26  
MATA (Ille-et-Vilaine) p.22  
Migrations & Développement (Bouches-du-Rhône ) p.35  
Ritimo (Paris) p.90  
Solidarité Laïque (Paris) p.31, 46  
Touiza Solidarité (Ile de France) p.72



**Merci à toutes celles et ceux qui ont contribué à divers titres à cette publication :**

- ◆ Les auteurs des éclairages terrain ainsi que les personnes qu'elles ont contactées pour illustrer ou compléter leurs propos.
- ◆ Les personnes ayant participé aux trois ateliers de capitalisation (Les compte rendus sont disponibles sur [www.educasol.org](http://www.educasol.org)) ainsi que celles qui ont été interviewées pour alimenter le fil conducteur et en particulier : Sébastien Bailleul (Festival des Solidarités), Pascal Cluseau (UNMFR), Samuel Legendre, Thierno Camara, Nouhoume Ba (Forim).
- ◆ Les relecteurs : Théophile Barbu, Henri Lefebvre, Vincent Leroy, Maureen Loth, Delphine Muller, Agathe Procar, Florine Pruchon, Agnès Renaudon, Laurence Rigollet.
- ◆ Les chercheurs et écrivains Philippe Meirieu et Michel Sauquet
- ◆ Et bien sûr la journaliste qui a tenu la plume et mis en cohérence les diverses contributions : Élodie Raitière.



Entre nous, dans notre famille, notre quartier, notre cité, notre territoire et sur notre planète tout entière, les interactions sont si nombreuses et étroites que rien de ce que nous faisons n'est complètement indifférent à l'ensemble des écosystèmes auxquels nous appartenons, nous rappelle Philippe Meirieu, spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie. C'est en s'appuyant sur cette prise de conscience que les acteurs de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) contribuent à stimuler et renforcer le lien social pour en faire un vecteur de changement vers un monde juste, solidaire et durable.

Qui sont ces acteurs ? Comment mènent-ils ce travail de sensibilisation et d'éducation ? Quelle valeur ajoutée leurs actions apportent-elles, dans les territoires, à la grande diversité des publics qu'ils touchent et aux acteurs sociaux qui se mobilisent avec eux ?

Trente d'entre eux - salarié ou bénévole, travailleur social, photographe, enseignant, agroéconomiste, volontaire, retraité, éducateur, professionnel de la coopération internationale, animateur de réseau.... - partagent ici leur expérience et leur savoir-faire à l'issue d'un travail collectif d'analyse et d'écriture animé par Educasol, la plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.



[www.educasol.org](http://www.educasol.org)

Avec le soutien de :

La Fondation  
Un Monde Par Tous

FNDVA

